



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 AVRIL 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH APRIL, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1585

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

1586

Government House.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un ordre en Conseil en date du vingt-troisième jour de janvier 1924, de nommer F. A. C. Redden, résidant au No 17, rue Victoria, à Londres, Angleterre, avocat, auprès de la Cour suprême d'Angleterre, commissaire pour recevoir des affidavits en Angleterre, pour servir dans toute cour de la province, ou nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province, sous l'autorité de l'article 27, du Code de procédure civile de la province de Québec. 1727

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 8 février 1924.

M. Hereule Roy, de Saint-Michel-de-Napierville, cultivateur, juge de paix pour le district d'Iberville.

Québec, le 19 février 1924.

M. R. W. Garth, de la cité de Montréal, officier de la "Montreal Stock Exchange", juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 22 février 1924.

M. M. Godfroy Lamarche, huissier, Joseph Rodrigue Miller, secrétaire-trésorier, de Mont-Laurier, shérif, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix, du district de Montcalm.

M. Albert Guay, de Sorel, chef de police, grand constable du district de Richelieu.

Québec, le 4 mars 1924.

M. M. J. W. MacGillivray, de Verdun, entrepreneur de pompes funèbres, J.-P.-A. Valiquette, président de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul pour la paroisse de Saint-Jean-Baptiste et E.-J. Lespérance, gérant de la "Imperial Life Insurance Company", tous deux de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Pierre-E. Guay, secrétaire-trésorier de la ville de Black Lake, juge de paix pour le district d'Arthabaska.

Appointments

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the twenty third day of January, 1924, to appoint Mr. F. A. C. Redden, of 17 Victoria Street, in the City of London, England, solicitor of the Supreme Court, in England, commissioner to receive affidavits in England for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the Province, under the authority of article 27 of the Code of Civil Procedure of the Province of Québec. 1728

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, February 8th, 1924.

Hereule Roy, of Saint Michel de Napierville, farmer, to be a Justice of the Peace for the district of Iberville.

Québec, February 19th, 1924.

R. W. Garth, of the city of Montreal, officer of the Montreal Stock Exchange, to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Québec, February 22nd, 1924.

Godfroy Lamarche, bailiff; Joseph Rodrigue Miller, secretary-treasurer, of Mont-Laurier, to be sheriff, protonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Crown and clerk of the Peace, of the district of Montcalm.

Albert Guay, of Sorel, Chief of Police, to be High Constable of the district of Richelieu.

Québec, March 4th, 1924.

J. W. MacGillivray, of Verdun, undertaker, J. P. A. Valiquette, president of the Conference of Saint Vincent de Paul for the parish of Saint Jean Baptiste and E. J. Lespérance, manager of the Imperial Life Insurance Company, both of the city of Montreal, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Pierre E. Guay, secretary-treasurer of the town of Black Lake, to be a Justice of the Peace for the district of Arthabaska.

M. M. Eugène Morin, de Sainte-Hélène, marchand, Octave Morin, de Saint-Joseph, cultivateur, et Edmond Grenon, de la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long, industriel, juges de paix pour le district de Kamouraska.

M.M. J.-A.-E. Audet, courtier, Alphonse Létourneau, contracteur, Cyrinus Labrecque, marchand, tous trois de Disraeli, J.-P.-C. Lemieux, médecin, Edgar Tardif, opérateur télégraphiste, J.-L. Bourgault, marchand, Louis-René Tanguay, commerçant, tous trois de Weedon, et M. W. J. Duffy, de Gould, juges de paix pour le district de Saint-François.

Québec, le 6 mars 1924.

M. Dorila Arseneault, de la paroisse de Coteau-du-Lac, cultivateur, juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 7 mars 1924.

M.M. Philias Thibault, de Verdun, marchand, W. W. King, gérant de la compagnie d'assurance "Sun Life", et Rodrigue Carrière, opticien, de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 13 mars 1924.

M. Raoul Fortier, de Sainte-Anne-de-Beaupré, marchand, juge de paix, avec juridiction sur toute la province, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 Geo. V, ch. 45.

M.M. Léon Jacob, marchand, et Linière Audette, cultivateur, tous deux de la municipalité du canton Gayhurst, juges de paix pour le district de Beauce.

Québec, le 19 mars 1924.

M.M. Edouard Dufour, de La-Malbaie, marchand, Henri Labrie, secrétaire-trésorier de la commission scolaire de Godbout, dans le district de Saguenay, juges de paix pour le district de Saguenay.

M. Ignace Courchéne, de Berthierville, Qué., greffier de la Cour de circuit dans et pour le comté de Berthier.

M. J. Bailleul, de la cité de Québec, directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Québec.

M. Ivan Neilson, de la cité de Québec, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Québec. 1729

Eugène Morin, of Sainte Hélène, merchant, Octave Morin, of Saint Joseph, farmer, and Edmond Grenon, of the parish of Saint Marc du Lac Long, industrial, to be Justices of the Peace for the district of Kamouraska.

J. A. E. Audet, broker, Alphonse Létourneau, contractor, Cyrinus Labrecque, merchant, all three of Disraeli, J. P. C. Lemieux, physician, Edgar Tardif, telegraph operator, J. L. Bourgault, merchant, Louis René Tanguay, trader, all three of Weedon, and W. J. Duffy, of Gould, to be Justices of the Peace for the district of Saint Francis.

Quebec, March 6th, 1924.

Dorila Arseneault, of the parish of Coteau du Lac, farmer, to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Quebec, March 7th, 1924.

Philias Thibault, of Verdun, merchant, W. W. King, manager of the Sun Life Insurance Company, and Rodrigue Carrière, oculist, of the city of Montreal, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Quebec, March 13th, 1924.

Raoul Fortier, of Sainte Anne de Beaupré, merchant, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over all the Province, for the purposes of administering the oath only, in accordance with the provisions of Article 3361 of the Q. R. S., 1909, as amended by the act 9 Geo. V, ch. 45.

Léon Jacob, merchant and Linière Audette, farmer, both of the municipality of the township of Gayhurst, to be Justice of the Peace for the district of Beauce.

Quebec, March 19th, 1924.

Edouard Dufour, of La Malbaie, merchant, Henri Labrie, secretary-treasurer of the School Commission of Godbout, in the district of Saguenay, to be Justices of the Peace for the district of Saguenay.

Ignace Courchéne, of Berthierville, Que., to be clerk of the Circuit Court in and for the county of Berthier.

J. Bailleul, of the city of Quebec, to be Director of the School of Fine Arts of Quebec.

Ivan Neilson, of the city of Quebec, to be professor at the School of Fine Arts of Quebec. 1730

No 1938-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 2 avril 1924, de nommer M. Octave Levesque, commissaire d'écoles pour la municipalité de Joubert, dans le comté de Matane. 1759

No. 1938-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one School Commissioner.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 2nd of April, 1924, to appoint Mr. Octave Levesque, School Commissioner for the municipality of Joubert, in the county of Matane. 1760

Lettres patentes

"Akhurst's Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1924, constituant en corporation: Edward A. Akhurst, propriétaire de garages, William L. Shurtleff, avocat, et Edith E. Akhurst, épouse séparée de biens par

Letters patent

"Akhurst's Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1924, incorporating: Edward A. Akhurst, garage owner, William L. Shurtleff, advocate, and Edith E. Akhurst, wife separated as to property by marriage contract of said

contrat de mariage avec le dit Edward A. Akhurst et autorisée par lui pour les fins ci-dessous, tous de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et les affaires de propriétaires de garages, et marchands et agents d'automobiles et autres véhicules-moteurs et accessoires;

Acheter et prendre comme une industrie active les affaires, ateliers, machinerie, matériels, stock, automobiles et autres véhicules-moteurs, accessoires et autre fonds de commerce, créances, billets, comptes, l'agence de véhicules-moteurs Ford, le bail du garage, la clientèle et l'actif en général de la dite "Edouard A. Akhurst", faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Akhurst Garage";

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement, conjointement avec son industrie ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur de la compagnie;

Payer en argent ou en parts totalement ou partiellement acquittées de la compagnie toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion, ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie ou pour toute propriété, ou droits acquis par la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Akhurst Garage, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1691 C.-J. SIMARD.

Edward A. Akhurst and by him authorized for the purpose hereof, all of the Town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business garage owners and dealers in and agents for automobiles and other motor vehicles and accessories;

To purchase and take over as a going concern the business, plant, machinery, materials, stock, automobiles and other motor vehicles, accessories and other stock in trade, book debts, notes, accounts, the agency of the Ford motor vehicles, the lease of the garage and the good will and assets generally of the said Edward A. Akhurst, doing business under the firm name of Akhurst's Garage;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated directly or indirectly to advance the company's interest;

To pay either in cash or in paid up or partly paid up stock of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business or for any property or rights acquired by the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Akhurst's Garage, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary this nineteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1692 Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie J.-A. Côté, Limitée.—J. A. Côté Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1924, constituant en corporation: Joseph-Arthur Côté, père, Joseph-Arthur Côté, fils, marchands, Annette Côté, fille majeure, tous trois de la cité d'Outremont, Philias Côté, rentier, et Guy Vanier, avocat, ces deux derniers, de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, préparer, mettre en conserves, acheter et vendre, en gros et en détail, les fruits, légumes, épicerie, poissons, huîtres, provisions, conserves, et tous les autres produits pouvant servir à l'alimentation;

Faire le commerce d'importation et d'exportation des fruits, légumes, épicerie, poissons, huîtres, provisions, conserves, et de tous les autres produits alimentaires;

Agir comme agents à commission, courtiers et encanteurs, pour l'achat et la vente de fruits, légumes, épicerie, poissons, huîtres, provisions, conserves et de toutes autres espèces de produits;

Agir comme agents ou représentants de personnes, sociétés ou corporations qui produisent ou vendent des denrées alimentaires, des machi-

"Compagnie J.-A. Côté, Limitée.—J. A. Côté Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1924, incorporating: Joseph Arthur Côté, Senior, Joseph Arthur Côté, Junior, merchants, Annette Côté, spinster, all three of the city of Outremont, Philias Côté, annuitant, and Guy Vanier, advocate, the last two of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, prepare, can, buy and sell, wholesale and retail, fruit, vegetables, groceries, fish, oysters, provisions, canned goods and all other food products;

To carry on an import and export business in fruit, vegetables, groceries, fish, oysters, provisions, canned goods and all other food products;

To act as commission agents, brokers and auctioneers for the purchase and sale of fruit, vegetables, groceries, fish, oysters, provisions, canned goods and of any other kind of products;

To act as agents or representatives of individuals, partnerships or corporations producing or selling foodstuffs, machinery or tools, manu-

nes ou outils, des objets manufacturés ou toutes autres marchandises quelconques;

Fabriquer et faire le commerce de toute espèce de boîtes ou récipients, en bois, carton, papier, métal, ou autre matière pouvant servir à la conservation ou à l'emballage des denrées, des objets manufacturés, ou de toutes autres espèces de marchandises;

Construire, acheter, vendre, échanger, louer, acquérir, aliéner, posséder ou utiliser de quelque autre façon, des établissements, magasins, bureaux, usines, entrepôts, entrepôts frigorifiques, machines et outillages utiles au commerce de toute espèce de denrées et marchandises quelconques;

Acheter, vendre, échanger, louer, acquérir, aliéner, posséder, ou utiliser de quelque façon, tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandages, brevets d'inventions, marques de commerce, droits ou privilèges utiles aux fins industrielles et commerciales de la compagnie;

Employer, en tout ou en partie, les fonds de la compagnie, pour l'achat d'actions d'autres compagnies, ou pour l'achat de tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, achalandages, brevets d'inventions, marques de commerce, droits, privilèges, et autres valeurs détenues par des compagnies ou des personnes exploitant une industrie, un métier ou un commerce, quels qu'ils soient;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, sans aucune exception et de quelque nature que soit telle acquisition, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, faire et émettre tous billets, lettres de change, chèques, connaissements, récépissés d'entrepôt, traites, ou autres effets de commerce;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

Émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, de donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer cette hypothèque, ce nantissement ou ce gage par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 6119b et 6119c ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie ou donner ces diverses espèces de garantie, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie, sous le nom de "Compagnie J.-A. Côté, Limitée.—J. A. Côté Company, Limited", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1693

C. J. SIMARD.

factured goods or any other goods whatsoever;

To manufacture, and deal in all kinds of boxes or containers, in wood, cardboard, paper, metal or other material capable of being used for the preservation or packing of foodstuffs, manufactured goods or any other kind of goods;

To construct, buy, sell, exchange, lease, acquire, alienate, possess or in any other manner utilize plants, stores, offices, workshops, warehouses, cold storages, machinery and equipment suitable for the dealing in all kinds of goods and merchandise whatsoever;

To buy, sell, exchange, lease, acquire, alienate, possess or utilize in any manner any moveable or immoveable property, assets, stock-in-trade, good-will, patents, trade-marks, rights or privileges useful for the industrial and commercial purposes of the company;

To apply in whole or in part the funds of the company to the purchase of shares of other companies or for the purchase of any movable or immovable property, assets, good-will, patents, trade-marks, rights, privileges and other securities held by any companies or individuals carrying on any industry, trade or business whatever;

To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company, without any exception and of any nature whatever such acquisition may be, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To draw, underwrite, accept, endorse, make and issue any promissory notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, warehouse receipts, drafts, or other commercial instruments;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed proper;

Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute, the hypothec, mortgage or pledge, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

Hypothecate or mortgage the immovable property or pledge or otherwise affect the movable property of the company, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company, under the name of "Compagnie J.-A. Côté, Limitée.—J. A. Côté Company, Limited", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

1694

Assistant Provincial Secretary.

"Garage Fortier, Limitée.—Fortier Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1924, constituant en corporation : Narcisse Fortier, marchand, Mme Julia Bishop Fortier, épouse séparée de biens et dûment autorisée par son époux Narcisse Fortier, et Théodore Fortier, mécanicien, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants :

Importer, exporter, acquérir, posséder, acheter, manufacturer, assembler, vendre, céder et trafiquer des automobiles, camions, véhicules moteurs, tracteurs automobiles, motocycles, aéroplanes, hydroplanes ainsi que toutes espèces, machine ou engin tiré mù, ou opéré par la gazoline, l'électricité, ou toute autre force motrice, aussi des carrosseries, châssis, moteurs, roues, ou pneus accessoires, appareils ou pièces servant ou nécessaires, en rapport avec ce qui précède, aussi de tous articles ou choses employés à entretenir et actionner les précédés; exercer un commerce d'automobiles, véhicules, moteurs, camions, tracteurs, cycle ou aucun autre genre de commerce, de garage, remisage, réparation, assemblage, vente ou traficage;

Tenir et maintenir en opération ou un plusieurs garages, pour les automobiles ou autres véhicules et tracteurs mécaniques pour des fins de location ou d'emmagasinage;

Faire le commerce d'automobiles, d'accessoires d'automobiles, pièces de rechange, d'huile, de gazoline, et de tout ce qui se rapporte au commerce, la manufacture et à l'industrie de l'automobile;

Louer, échanger, réparer et nettoyer des véhicules-moteurs ou autres chars à traction et voitures de tous genres, en un mot, faire tous les ouvrages qui se rapportent au commerce, à l'industrie ou la tenue d'un garage;

Faire affaires comme pourvoyeurs licenciés, marchands de vin, bière, tabac, importateurs exportateurs et fabricants d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et de toutes autres boissons douces;

Pourvoyeurs, organisateurs d'amusements publics en général, propriétaires de carrosses, tenanciers d'écuries de louage, agents d'immeubles, agents d'assurances, agents manufacturiers, courtiers, voituriers et entreposeurs, propriétaires de salles de billard et de pool, de dépôt de journaux et revues;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tous immeubles qui peut être jugés nécessaires aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telles acquisitions de biens en argent ou en actions de la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures, et toutes autres garanties d'aucunes autres compagnies ou corporations engagées dans des affaires susceptibles d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Solliciter, acheter, posséder, louer ou autrement acquérir des patentes, marques de commerce, licences, dessins industriels, patrons, inventions, perfectionnements et procédés ou autorisés, noms de commerce, concessions ou choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui semblera propre à suivre aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisi-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1924, incorporating: Narcisse Fortier, merchant, Mrs. Julia Bishop Fortier, wife separate as to property of and duly authorized by her husband Narcisse Fortier, and Théodore Fortier, machinist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, acquire, possess, buy, manufacture, assemble, sell, dispose of and deal in automobiles, trucks, motor-vehicles, auto-tractors, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes, as well as all kinds of machines or engines driven, drawn or operated by gasoline, electricity or any other motive power, also car bodies, chassis, motors, wheels or tires, accessories, apparatuses or parts used or necessary in connection with the foregoing, also all articles or things used in the maintenance and operation of the above; to carry on an automobile, vehicle, motor, truck, tractor, cycle or any other kind of business, including garaging, storing, repairing, assembling, selling or trading;

To keep and operate one or several garages for automobiles or other vehicles and mechanical tractors for hire or storing;

To deal in automobiles, automobile supplies, repair parts, oil, gasoline, and in everything connected with the automobile business, manufacture and industry;

To lease, exchange, repair and clean motor vehicles or other motor cars and vehicles of every kind, in short, do everything connected with the garage business, industry or garage keeping;

To carry on the business of licensed caterers, dealers in wine, beer and tobacco, importers, exporters and manufacturers, of aerated mineral and artificial waters and other soft drinks, purveyors and caterers of general public amusements, owners of automobiles and other vehicles, livery stable keepers, real estate agents, insurance and manufacturers' agents, brokers, carriers and warehousemen, owners of billiard and pool rooms, news stands;

To buy or otherwise acquire, or hold by lease or other title any immovable which may be deemed necessary for the purposes for which the company is incorporated and to pay for the same cash or in shares of the company;

To buy, acquire, possess, sell, assign and transfer shares, debentures, and any other securities of any other company or corporation engaged in any business capable of being carried on so as to benefit the company;

To apply for, purchase, own and lease or otherwise acquire any patents, trade marks, licenses, industrial designs, patterns, inventions, improvements and processes or authorities and trade names, concessions or the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly

tion paraîtra susceptible directement ou indirectement d'avantager la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'amalgamer avec, assumer, à titre d'affaires en opération ou autrement, aucune compagnie, corporation ou affaires dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, aux termes et aux conditions jugés convenables;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Faire le commerce de marchands généraux, importateurs, exportateurs en gros et en détails de toutes sortes de marchandises et de produits en général s'y rapportant et spécialement le commerce de magasin à rayons, comprenant tous les genres et d'industries;

Exercer dans tous les genres le commerce de bois, manufacturer, fabriquer, vendre, acheter et trafiquer des bois de sciage, bois ouvré et tout ce qui se rapporte à ce genre de commerce;

De faire le commerce à commission dans tous les genres de commerce, produits, manufactures, industries et fabriques, comprenant l'importation et l'exportation;

Manufacturer, fabriquer, vendre, acheter, trafiquer, importer et exporter tous les genres de métaux en fait tout ce qui se rapporte à la métallurgie dans toutes les formes et genres de commerce, industries et négoce;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, de débetures, d'autres valeurs ou autrement, aucune compagnie ou corporation par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relation d'affaires;

Solliciter, accepter, conclure avec autorités municipales, locales ou autres, les arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, obtenir aussi d'aucune telle autorité, les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, privilèges et concessions;

Bâtir, construire, acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, entretenir, exploiter, administrer, louer, vendre ou autrement disposer des fabriques en tous genres, abattoirs, magasins, entrepôts, docks, quais, congélateurs et autres structures, bâtisses, constructions et franchises connexes à leur opération pour protéger, prévenir, fabriquer, vendre, distribuer ou autrement disposer des denrées ou tous autres produits fabriqués par la compagnie, ou dont elle trafique et des autres effets et marchandises;

Acheter, acquérir et prendre à charge en tout ou en partie le commerce conduit jusqu'ici par M. Narcisse Fortier, au No 3099, Est, rue Notre-Dame, en les cité et district de Montréal, ses marchandises, roulant, ameublements et tout ce qui constitue, son fonds de commerce, ses droits d'agences et marques de commerce, ainsi que son achalandage, (goodwill), se charger en tout ou en partie de son passif et les payer, si la compagnie présentement constituée le désire, au moyen d'actions libérées de son fonds capital;

Ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches de commerce pour l'exploitation de son commerce ou industrie;

Rémunérer aucune personne pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à pla-

or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any property, rights or information so acquired;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise any company, corporation or business the objects of which are altogether or partly similar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed expedient;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the objects for which the company is incorporated;

To carry on the business of general merchants, wholesale and retail importers and exporters of all kinds of merchandise and products generally connected therewith and especially to carry on the business of a departmental store, including all kinds of businesses;

To carry on in all branches thereof the lumber business, manufacture, fabricate, sell or buy and deal in lumber and manufactured wood and everything connected with such business;

To carry on, on commission, all kinds of trading, manufacturing and other businesses, including an import and export business;

To manufacture, fabricate, sell, buy, trade in, import and export all kinds of metals, in fact everything connected with metallurgy in all branches and kinds of business, industry and trade;

To raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any company or corporation or any person or persons with whom the company may have business relations;

To apply for, accept, enter into any arrangements with municipal, local or other authorities which may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, also to carry out, exercise and comply with such arrangements, privileges and concessions;

To build, construct, buy or otherwise acquire and hold, possess, maintain, operate, manage, lease, sell or otherwise dispose of factories of all kinds, abattoirs, stores, warehouses, docks, wharves, freezers and other structures, buildings, constructions and franchises connected with their operation to protect, anticipate, manufacture, sell, distribute or otherwise dispose of food-stuffs or any other products manufactured by the company or which it may deal in and other goods and merchandise;

To buy, acquire and take over the whole or any part of the business up to now carried on by Mr. Narcisse Fortier, at No. 3099 Notre Dame Street East, in the city and district of Montreal, his merchandise, rolling stock, furniture and fixtures and everything constituting his stock in trade, agency rights and trade marks and good-will, to take over the whole or any part of his liabilities and to pay for the same, if the company hereby incorporated desires so to do, by way of paid up shares of its capital stock;

To open, possess and operate trading agencies or branches for the carrying on of its trade and business;

To remunerate any person for services rendered or to be rendered in placing, assisting to place

cer ou en garantissant le placement d'un nombre de parts ou autre titre de la compagnie ou d'aucun service rendu à la compagnie relativement à sa formation ou promotion, sous le nom de "Garage Fortier, Limitée—Fortier Garage, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1695 C.-J. SIMARD.

or in guaranteeing the placing of any number of shares or other securities of the company or for any services rendered to the company in or about its formation and promotion, under the name of "Garage Fortier, Limitée—Fortier Garage, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1696 Assistant Provincial Secretary.

"Ever Ready Electric Heater Company, Limited". "Ever Ready Electric Heater Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1924, constituant en corporation: Henry-Noel Chauvin, Harold Earle Walker, et John Joseph Meagher, tous trois conseils du Roi, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, affermer et trafiquer de toutes sortes de produits, denrées et marchandises et articles de commerce.

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1924, incorporating: Henry Noel Chauvin, Harold Earle Walker, and John Joseph Meagher, all three King's Counsels, and of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease and deal in all kinds of goods, wares, merchandise and articles of trade or commerce;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the

directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie aucune procédure ou action;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou bons ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents, courtiers, agents à commission, contracteurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Ever Ready Electric Heater Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix actions (990) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1699

C.-J. SIMARD.

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Ever Ready Electric Heater Company, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Transport de Gaspé, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1924, constituant en corporation: Alphonse Tremblay, sr., rentier, Gustave Tremblay, cultivateur, Alphonse Tremblay, jr., Edmond Tremblay, Arthur Tremblay, navigateurs, Matane, et Ulric Tremblay, navigateur, Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, construire, louer, affréter ou autrement avoir et disposer de vaisseaux à vapeur, à gazoline ou à l'huile, ou de voiliers de toutes sortes, et faire le transport par eau des passagers, du fret et de toutes marchandises quelconques;

Construire, ériger ou acquérir tous quais qui pourront paraître nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Construire et exploiter des chantiers de construction et de réparation de vaisseaux, et s'engager dans la construction et la réparation de vaisseaux de toutes sortes;

Agir comme arrimeur pour le chargement et le déchargement des vaisseaux;

Acquérir, acheter, louer, hypothéquer et disposer de toutes propriétés immobilières et bâties que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

"La Compagnie de Transport de Gaspé, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1924, incorporating: Alphonse Tremblay, sr., annuitant, Gustave Tremblay, farmer, Alphonse Tremblay jr., Edmond Tremblay, Arthur Tremblay, seamen, Matane, and Ulric Tremblay, seaman, Quebec, for the following purposes:

To buy, possess, sell, construct, lease, charter or otherwise own and dispose of steam, gasoline or oil vessels, sailing vessels of every kind and to carry on the transportation, by water, of passengers, freight and merchandise in general;

To construct, erect or acquire all wharves which may seem necessary or useful for the company's purposes;

To construct and operate ship yards and repair docks and to engage in the construction and repair of vessels of every kind;

To act as stevedores for the loading and unloading of vessels;

To acquire, buy, lease, hypothecate and dispose of any immovable property and buildings which the company may think necessary or useful for the purposes of the company;

Disposer de et vendre tout ou partie de l'actif de la compagnie pour telle considération et à telles conditions que la compagnie jugera convenables et à propos;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, et tous autres effets négociables;

Acheter, louer ou autrement acquérir de toutes personnes ou corporations toutes franchises, droits et privilèges utiles pour les fins de la compagnie, et exercer les dits droits, franchises et privilèges;

Émettre des parts complètement acquittées de la compagnie et les donner en paiement du prix d'achat de tous vaisseaux, propriétés immobilières ou autres que la compagnie pourra acquérir ou en paiement de services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et déboursés encourus pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Faire toutes choses et affaires ne requérant pas un vote spécial de la législature, sous le nom de la "La Compagnie de Transport de Gaspé, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions (499) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1701

C.-J. SIMARD,

To dispose of and sell the whole or part of the assets of the company for such consideration and on such conditions as the company may think convenient and proper;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and any other negotiable instruments;

To buy, lease or otherwise acquire from any persons or corporations any franchises, rights and privileges useful for the company's purposes and to exercise the said rights, franchises and privileges;

To issue fully paid up shares of the company and to give the same in payment of the purchase price of any vessels, immovable or other property which the company may acquire or in payment of services rendered to the company in its organization or otherwise;

To pay out of the funds of the company all the costs and disbursements incurred for the incorporation and organization of the Company;

To do all things and matter not requiring a special vote of the Legislature, under the name of "La Compagnie de Transport de Gaspé, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

1702

Assistant Provincial Secretary.

"International Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1924, constituant en corporation: Lazarus Phillips, Isidore Ballon, et Lewis Kellert Freedman, avocats, et Lionel Albert Sperber, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et tracer des rues, ruelles, carrés, lots ou autrement ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur la dite propriété, et vendre, louer prendre à bail, donner, échanger, disposer, et autrement trafiquer de terrains, propriétés mobilières et immobilières, et les bâtisses sus-érigées, et disposer de toutes rues, carrés, ruelles sur toute propriété en faveur de toute personne, municipalité, sur tels termes et conditions que la compagnie croira bon de faire, et gager, hypothéquer toute propriété appartenant à la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques gages, garantir le paiement du prix d'achat pour toutes propriétés vendues par la compagnie aux acheteurs et autres ou avancées par la compagnie aux acheteurs, aux fins de bâtir et autres améliorations;

Agir comme agents d'immeubles et agents d'assurance, et comme agents pour la collection de loyers;

Garantir et donner des garanties pour, et se rendre responsable pour le paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toutes sortes, de toute autre corporation, firme ou individu;

"International Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1924, incorporating: Lazarus Phillips, Isidore Ballon and Lewis Kellert Freedman, advocates and Lionel Albert Sperber, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with lands, real estate and immovables and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit, and to mortgage and hypothecate any of the property owned by the company;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourrait légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus ou à être rendus à la compagnie, en actions totalement payées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner avec, partager les profits, ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant un commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie est autorisée à exercer, sous tels termes que la compagnie pourra fixer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété, droits, actifs ou de l'entreprise de la compagnie pour toute considération convenable, comprenant des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ou en prenant des hypothèques sur des terrains ou bâtiments;

Autorisés par un règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer ce règlement, les directeurs pourront de temps en temps:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres sûretés de la compagnie et les grever et les vendre pour telles sommes et à tels prix qui pourraient être jugés raisonnables;

c. Notwithstanding l'article 2017 du code civil, hypothéquer, grever ou lier la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres sûretés ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, mortgage ou gage mentionnés dans ce sous-paragraphe, par un acte de fiducie, conformément aux articles 6119b et 6119c, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer, ou engager la propriété immobilière de la compagnie, ou garantir la propriété mobilière, ou donner toutes telles garanties, pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts d'argent par la compagnie sur des lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, et vendre et disposer de parts, débetures, bons et autres sûretés dans toutes autres compagnies ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, acquérir, détenir, vendre et disposer des droits, hypothèques, privilèges, gages dans et pour d'autres compagnies ou individus;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "International Investment Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent parts n'ayant aucune valeur nominale au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille piastres.

Les actions seront émises et distribuées à tel prix pour telle considération qui seront fixés par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

To pay for any property, movable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To amalgamate with, share profits, or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities of any other company, or by taking hypothecs on lands or buildings;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply, to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights, of hypothecs, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "International Investment Corporation".

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence its operations will be two thousand dollars.

Shares shall be issued and allotted at such price and for such consideration as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quatrième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1697 C. J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fourth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1698 Assistant Provincial Secretary.

**"La Semence Supérieure, Incorporée—The
Superior Seed, Incorporated".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1924, constituant en corporation: Francis Bourcheix, Arthur Fleury, commerçants, et Alexandre Lacoste, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de commerçants généraux de graines et de bulbes, accessoires de pépinières et plantations, de fleuristes et de serres chaudes, accessoires et aliments pour les volailles, accessoires pour les laiteries et apiculture, grains, fourrage et engrais, nourriture pour les bestiaux et instruments aratoires de jardins;

Cultiver, produire, acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, planter, emmagasiner, entreposer, expédier ou autrement acquérir ou céder ou faire le commerce d'arbres, plantes, arbustes, fleurs, grains, fruits, légumes, graines, bulbes, bestiaux, volailles, engrais, foin et tous les produits du sol d'une nature quelconque, et généralement faire toutes les autres opérations qui seront jugées nécessaires ou profitables dans l'industrie ou l'entreprise de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer ou faire autrement le commerce de quincaillerie, et de toutes sortes d'instruments et d'outils employés dans le jardinage, la culture des fruits, l'agriculture, la fabrication ou autrement, engrais de toutes sortes, incubateurs, éleveuses, articles et accessoires pour les volailles, articles et accessoires pour les abeilles, entreprise de parterres, entretien des gazons et pelouses, plantations d'arbres et arbustes de toutes sortes, et généralement faire le commerce de toutes sortes de produits et de marchandises que ce soit;

Manufacturer, importer, exporter, vendre et faire le commerce de produits chimiques, de matières tinctoriales, ciment, minéraux, superphosphates, savon, engrais, peinture, vernis, mordant, polis, teintures, huiles, acides, alcools, houille, coke, goudron, produits du goudron et dérivés, tourbe, produits des tourbières, caoutchouc, articles et produits en caoutchouc, accessoires de pharmacie, articles et composés séparément ou en combinaison et sous toutes conditions et à tous les états de production et de fabrication;

Exercer tous autres commerces et industries que la compagnie jugera convenable d'exercer ou d'entreprendre par rapport au commerce et aux fonds de la compagnie ou qui paraîtront être de nature à favoriser les objets et fins de la compagnie;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, posséder, détenir, améliorer, utiliser et exploiter toute propriété, droits, privilèges, concessions, permis ou licences et droits mobiliers de quelque nature que ce soit pouvant être utiles à la compagnie en rapport avec aucune de ses fins et objets; et à cet effet y entreprendre, maintenir et exercer toute exploitation et faire tout ce qui peut être jugé utile ou nécessaire en rapport avec telle exploitation;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et détenir la totalité ou aucune partie, y compris l'achalandage de l'entreprise, affaires, propriétés, biens ou engagements de toute personne, société ou compagnie, des actions, obligations, dében-

**"La Semence Supérieure, Incorporée.—The
Superior Seed, Incorporated".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1924, incorporating: Francis Bourcheix, Arthur Fleury, traders, and Alexandre Lacoste, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general dealers in grain and bulbs, supplies for nurseries, plantations, florists and hot beds, supplies and food for poultry, supplies for dairies and bee-keeping, grain, fodder and fertilizers, cattle food and gardening implements;

To cultivate, produce, buy, sell, import, export, manufacture, plant, store, warehouse, ship or otherwise acquire or dispose of or deal in trees, plants, shrubs, flowers, grain, fruit, vegetables seeds, bulbs, cattle, poultry, fertilizers, hay and all products of the soil or any nature whatever, and generally carry on all other businesses deemed necessary or profitable for the industry or undertaking of the company;

To buy, sell, manufacture or otherwise deal in hardware and all other sorts of implements and tools used in gardening, the cultivation of fruit, agriculture, manufacturing or otherwise, fertilizers of every kind, incubators, brooders, articles and equipment for bees, the laying out of flower beds, the maintenance of lawns and greens, the plantation of trees and shrubs of every kind, and generally deal in all sorts of products and merchandise whatever;

To manufacture, import, export, sell and deal in chemical products, dye stuffs, cement, minerals, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, sizes, polishes, dyes, oils, acids, alcohol, coal, coke, tar, tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, druggist's supplies, articles and compounds separately or in combination and under any condition and state of production and manufacture;

To carry on any other trades or businesses which the company may think capable of being conveniently carried on or undertaken in connection with the business and purposes of the company or which may seem calculated to promote the objects and purposes of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, possess, hold, improve, utilize and operate any property, rights, privileges, concessions, permits or licenses and movable rights or any nature whatsoever capable of being useful to the company in connection with any of its purposes and objects; and to that end to undertake, maintain and carry on any undertaking and do everything deemed useful or necessary in connection therewith;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold the whole or any part, including the good-will of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company, shares, bonds, debentures,

tures, stock ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant en tout ou en partie une industrie similaire à celle que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre, louer, échanger ou trafiquer de tous ou partie des biens, propriété, droits ou entreprises de la compagnie, pour telle compensation et à tels termes et conditions que la compagnie jugera bon, et en particulier par des actions, obligations, débetures, actions-débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Acquérir, prendre à bail ou exploiter des immeubles sous quelque forme que ce soit;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, concessions et autres choses semblables conférant des droits exclusifs, non exclusifs ou limités, ou tout secret ou autre connaissance se rapportant à toute invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie, ou dont l'acquisition semblerait directement ou indirectement avantageuse pour cette compagnie, et employer, utiliser, développer ou octroyer des licences relativement aux biens, droits et informations ainsi acquis ou autrement les faire valoir;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter, directement ou indirectement, à cette compagnie, en garantir les contrats ou autrement l'assister, prendre ou autrement acquérir et détenir les actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir ou réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Conclure des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autres qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie ou chacun d'eux; et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter et exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Vendre, améliorer, gérer, faire valoir, échanger, louer, exploiter, mettre en valeur toutes les propriétés mobilières et immobilières et tous les droits de la compagnie, ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Emettre et attribuer comme entièrement ou partiellement libérées des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel ou en considération de toute dette ou obligation dues par la compagnie et en particulier en paiement ou en considération de tout bien ou droit achetés par la compagnie, ou de tout service rendu à la compagnie ou de tout travail fait pour elle, soit par les tiers, soit par les actionnaires, officiers ou employés de la compagnie, relativement au placement et à la vente des actions ou des obligations de la compagnie ou à toute autre chose;

Prêter de l'argent ou des fonds à ses clients ou autres ayant des relations avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats ou obligations de toutes telles personnes;

Fournir ou prélever ou aider à fournir ou à

tures, stock or other securities of any other company carrying on a business altogether or partly similar to that which the company is authorized to carry on;

To sell, lease, exchange or deal in all or part of the assets, property, rights and undertakings of the company, for such consideration and on such terms and conditions as the company may think proper, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture-stock and other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To acquire, take on lease or deal with immovables under any form whatsoever;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, concessions and the like, conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage, in any business or transactions which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and guarantee the contracts of or otherwise assist such persons or companies, and to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any similar company and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise dispose of the same;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the movable and immovable property and rights of the company;

To issue and allot as fully or partly paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment of or as the consideration for any debt or liability owing by the company and in particular in payment of or as the consideration for any property or right bought by the company or for any service rendered to the company or for any work done for the company, either by third parties, either by the shareholders, officers or employees of the company, in or about the placing and sale of the shares or bonds of the company or otherwise;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts or obligations of any such persons;

To supply or raise or assist in supplying or

prélever des fonds ou contributions, de quelque façon que ce soit, et en particulier au moyen de boni, prêts, endossements, garanties, promesses ou autrement pour aider les autres compagnies ou personnes ayant des relations d'affaires avec cette compagnie et garantir l'exécution de tous contrats et obligations pour toutes telles compagnies ou personnes;

Etablir ou soutenir ou aider à l'établissement et au soutien d'associations, institutions, fonds de secours, fiducies ou autres organisations dans le but de protéger ou de secourir les employés ou anciens employés de la compagnie ou leurs parents, relations et autres personnes qui en dépendent, et accorder aussi des pensions et allocations et verser des paiements pour des fins d'assurance et souscrire de l'argent ou en garantir pour des fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou toute fin utile à l'intérêt public en général;

Soutenir et promouvoir toute compagnie dans le but d'acquiescer les biens et dettes de la compagnie en tout ou en partie ou dans tout autre but qui peut paraître de nature, directement ou indirectement, à devoir bénéficier à la compagnie;

Placer les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement nécessaires ou en disposer de la façon qui sera déterminée de temps à autre;

Procéder à la compagnie son enregistrement ou sa reconnaissance dans tout pays étranger et désigner et nommer toute personne et plusieurs d'entre elles pour l'y représenter et en particulier pour recevoir signification de toute procédure ou action, le tout conformément aux lois du dit pays étranger;

Employer les moyens jugés utiles pour faire connaître les produits de la compagnie et en particulier l'annonce dans les journaux, les circulaires, l'achat et l'exposition de travaux d'art ou d'intérêt pour la compagnie, la publication de livres et périodiques et l'allocation de prix, dons et récompenses;

Faire toutes les choses ci-dessus mentionnées ou chacune d'elles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres;

Faire toute autre chose qui semblera nécessaire pour atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "La Semence Supérieure, Incorporée.—The Superior Seed, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1703

C.-J. SIMARD.

"Laurentian Lodge Club".

Avis est donné qu'en vertu de la III^{ème} partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1924, constituant en corporation, sans capital-actions: Gordon Brookes Arnaud, secrétaire-trésorier, John Henry Van Sickels, assistant gérant, Montréal, Leslie Frederick Skelton, gérant, William Gordon Hanson, courtier en obligations, Westmount, Samuel Alexander Stephens, manufacturier, Lynn, Mass., pour les fins suivantes :

Encourager la pratique de sports et jeux athlétiques en général, pour des fins sociales et récréatives, sous le nom de "Laurentian Lodge Club".

raising funds or contributions, in any manner whatever, and in particular by way of bonus, loan, endorsement, guarantee, promise or otherwise to assist other companies or persons having dealings with the company and to guarantee the performance of any contracts or obligations for any such companies or persons;

To establish or support or aid in establishing or supporting of associations, institutions, funds, trusts or other conveniences calculated to protect or help the employees or ex-employees of the company or their parents, relations and other dependants, and grant pensions and allowances and to make payments of money towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or any public or general object;

To assist and promote any company for the purpose of acquiring the property and liabilities of the company in whole or in part or for any other purpose which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate and appoint any person or persons therein, according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, of interest for the company, by publication of books and periodicals and by granting of prizes, awards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone, or in conjunction with others;

To do all such other things as are conducive to the attainment of the above objects, under the name of "La Semence Supérieure, Incorporée.—The Superior Seed, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1704

"Laurentian Lodge Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1924, to incorporate as a corporation without share capital: Gordon Brooks Arnaud, secretary-treasurer, John Henry Van Sickels, assistant manager, Montréal, Leslie Frederick Skelton, manager, William Gordon Hanson, bond dealer, Westmount, Samuel Alexander Stephens, manufacturer, Lynn, Mass., for the following purposes:

The promotion of enjoyment of sports and athletics in general as well as for social and recreation purposes, under the name of "Laurentian Lodge Club".

La valeur de la propriété immobilière que la corporation pourra détenir sera limitée à vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, et la "Main Club House", à Shawbridge, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1705 C.-J. SIMARD.

The value of the immovable property which the corporation may hold shall be limited to twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, and the Main Club House at Shawbridge, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1706 Assistant Provincial Secretary.

"Leduc-Lepage, Limitée.—Leduc-Lepage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars 1924, constituant en corporation: Joseph-Émile Leduc, marchand, Joseph-Charles Lepage, Godfroy Cousineau, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, aménager, entretenir et exploiter des hôtels, restaurants, tavernes, cafés et salles de rafraîchissements, aussi vendre, louer, échanger ou autrement disposer d'iceux et généralement exercer sous toutes ses formes le commerce consistant à construire, posséder, maintenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, échoppes de rafraîchissements et des logements en rapport avec icelui;

Faire affaires comme pourvoyeur licencié, marchand de vin, bière et tabac, importateur et fabricant d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et de toutes autres boissons, pourvoyeur, organisateur d'amusements publics en général, propriétaire de carrosses, tenancier, d'écuries de louage, agent d'immeubles, agent d'assurances, agent manufacturier, courtier, voiturier et entreposeur, propriétaire de salles de billard et de pool, dépôt de journaux et de revues;

Acheter ou acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures, et toutes autres garanties d'aucunes autres compagnies ou corporations engagées dans des affaires susceptibles d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Solliciter, acheter, posséder, louer, ou autrement acquérir des patentes, marques de commerce, licences, dessins industriels, patrons, inventions, perfectionnements et procédés ou autorisés, noms de commerce, concessions ou choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui semblera propre à servir aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement d'avantager la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'amalgamer avec, assumer, à titre d'affaires en opération ou autrement, aucune compagnie en affaires dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, aux termes et conditions jugés convenables;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Faire le commerce de marchands généraux, importateurs et exportateurs en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et de produits en général s'y rapportant, et spécialement le commerce de magasin à rayons, comprenant tous les genres d'industries;

"Leduc-Lepage, Limitée.—Leduc-Lepage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1924, incorporating: Joseph Emile Leduc, merchant, Joseph Charles Lepage, Godfroy Cousineau, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, furnish, maintain and operate hotels, restaurants, taverns, cafes and refreshment rooms, also sell, lease, exchange or otherwise dispose thereof and generally carry on in all branches thereof the business of building, owning, maintaining and operating hotels, restaurants, cafes, taverns, refreshments booths and dwellings in connection therewith;

To carry on the business of licensed caterers, dealers in wine, beer and tobacco, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and any other beverages, purveyors and caterers of general public amusements, owners of automobiles and other vehicles, livery stable keepers, real estate agents, insurance and manufacturers' agents, brokers, carriers and warehousemen, owners of billiard and pool rooms, news stands;

To buy or acquire, possess, sell, assign and transfer shares, debentures, and any other securities of any other company or corporation engaged in any business capable of being carried on so as to benefit the company;

To apply for, purchase, own and lease or otherwise acquire any patents, trade marks, licenses, industrial designs, patterns, inventions, improvements and processes or authorities and trade names, concessions or the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise any trading company the objects of which are altogether or partly similar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed expedient;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the objects for which the company is incorporated;

To carry on the business of general merchants, wholesale and retail importers and exporters of all kinds of merchandise and products generally connected therewith and especially to carry on the business of a departmental store, including all kinds of businesses;

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de bois, manufacturer, fabriquer, vendre, acheter et trafiquer des bois de sciage, bois ouvré, en tous genres;

Manufacturer, fabriquer, vendre, acheter, trafiquer, importer et exporter tous les genres de métaux, en fait, tout ce qui concerne la métallurgie, dans tous les formes et genres de commerce, industrie ou négoce;

De faire le commerce à commission dans tous les genres de commerce, manufactures, fabriques, comprenant l'importations et l'exportations;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, de débetures, d'autres valeurs ou autrement aucune compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relation d'affaires;

Solliciter, accepter, conclure avec autorités municipales, locales ou autres, les arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, obtenir aussi d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Manufacturer, acheter, trafiquer, vendre, disposer, raffiner, préparer, cultiver, importer, exporter, et faire le commerce de boulangerie, biscuiterie, confiserie, de toutes sortes de denrées alimentaires, de toutes substances et ingrédients employés dans la fabrication de nos produits, exercer aussi aucun commerce destiné d'aucune manière à l'accomplissement des objets et fins susmentionnés;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, trafiquer et disposer d'emballage, réceptacles, récipients, machines, outils ou instruments pouvant servir à la préparation, fabrication et vente d'aucune matière ou substance fabriquée ou vendue par la compagnie;

Bâtir, construire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, entretenir, exploiter, administrer, louer, vendre ou autrement disposer des fabriques en tous genres, abattoirs, magasins, entrepôts, docks, quais, congélateurs et autres structures, bâtisses, constructions et franchises connexes à leur opération pour protéger, prévenir, fabriquer, préparer, vendre, distribuer ou autrement disposer des denrées ou tous autres produits fabriqués par la compagnie, ou dont elle trafique, et des autres effets et marchandises;

Acquérir, acheter et prendre à charge en tout ou en partie le commerce conduit jusqu'ici par M. J.-E. Leduc, au No 895 est, de la rue Mont-Royal, en la cité et district de Montréal, ses marchandises, roulant, ameublement et tout ce qui constitue son fonds de commerce, ses droits d'agences et marques de commerce, ainsi que son achalandage (goodwill), se charger en tout ou en partie de son passif et les payer, si la compagnie présentement constituée le désire, au moyen d'actions libérées de son fonds capital;

Ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches de commerce pour l'exploitation de son commerce ou industrie;

Rémunérer aucune personne pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucun nombre de parts ou autres titres de la compagnie ou d'aucuns services rendus à la compagnie relativement à sa formation ou promotion, sous le nom de "Leduc-Lepage, Limitée—Leduc-Lepage,

To carry on in all branches thereof the lumber business, manufacture, fabricate, sell or buy and deal in lumber, manufactured wood of all kinds;

To manufacture, fabricate, sell, buy, deal in, import and export all kinds of metals, in fact every thing relating to metallurgy in all kinds and species of business, industry or trade;

To carry on, on commission, all kinds of trading, manufacturing and other businesses, including an import and export business;

To raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any company or corporation or any person or persons with whom the company may have business relations;

To apply for, accept, enter into any arrangements with municipal, local or other authorities which may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority, the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, also to carry out, exercises and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To manufacture, buy, trade in, sell, refine, prepare, cultivate, import, export, dispose of and deal in bread, biscuits, confectionery and any other kind of foodstuffs, and all substances and ingredients used in the manufacturing of our products, also to carry on any business in any way conducive to the attainment of the above objects and purposes;

To manufacture, buy, sell, import, export, deal in and dispose of packages, receptacles, containers, machineries, tools or instruments capable of being used for the preparation, manufacturing and sale of any matter or substance manufactured and sold by the company;

To build, construct, buy or otherwise acquire and hold, possess, maintain, operate, manage, lease, sell or otherwise dispose of factories of all kinds, abattoirs, stores, warehouses, docks, wharves, freezers and other structures, buildings, constructions and franchises connected with their operation to protect, anticipate, manufacture, prepare, sell, distribute or otherwise dispose of foodstuffs or any other products manufactured by the company or which it may deal in and other goods and merchandise;

To acquire, buy and take over the whole or any part of the business up to now carried on by Mr. J. E. Leduc, at No. 895 Mount-Royal Street East, in the city and district of Montreal, his merchandise, rolling stock, furniture and everything constituting his stock-in-trade agency rights and trade marks and good-will, to take over the whole or any part of his liabilities and to pay for the same if the company hereby incorporated desires so to do, by way of paid up shares of its capital stock;

To open, possess and operate trading agencies or branches for the carrying on of its trade and business;

To remunerate any person for services rendered or to be rendered in placing, assisting to place or in guaranteeing the placing of any number of shares or other securities of the company or for any services rendered to the company in or about its formation or promotion, under the name of "Leduc-Lepage, Limitée—Leduc-Lepage,

Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1707 ALEXANDRE DESMEULES.

"Macnamara, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1924, constituant en corporation: Howard Salter Ross, Eugène-Réal Angers, Jean-Chrysostôme Martineau, avocats, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs et représentants de manufacture, et acheter, vendre et exporter des produits et marchandises de toute sorte;

Payer à même les fonds de la compagnie, toutes ou chacune des dépenses connexes à sa formation et à son organisation, et passer des contrats avec et pourvoir à la rémunération de courtiers, agents à commission et signataires, au sujet de l'émission de parts, bons, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement des brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des parts dans toute compagnie poursuivant des buts partiellement ou totalement semblables à ceux de cette compagnie, et susceptibles d'être admi-

Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1708 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Macnamara, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1924, incorporating: Howard Salter Ross, Eugène Réal Angers, Jean Chrysostome Martineau, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as importers and factory representatives and to buy, sell and export goods and merchandise of every kind;

To pay out of the funds of the company, all or any of the expenses incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debenture stock, or other securities of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being con-

nistrées de manière à être, directement ou indirectement, à l'avantage de la compagnie;

Faire des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement, qui pourraient paraître favoriser les buts de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugerait désirables, et exécuter, exercer et accomplir tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Aider, soutenir et aider à l'établissement et au soutien d'associations, institutions, fonds, fidéi-commis et commodités de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou les personnes qui dépendent ou sont apparentées à ces employés ou ex-employés, et accorder des pensions et allocations, et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des deniers pour des fins de charité ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour toutes fins publiques, générales ou utiles;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tout ou toute partie de la propriété et passif de la compagnie, ou pour toute autre fin paraissant devoir favoriser la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, droits ou privilèges que tout gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public serait autorisé à accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre à effet, et affecter aucune des actions, bons et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle compagnie ou corporation ou par toute personne ou les personnes avec lesquelles la compagnie est en affaires;

Adopter tel moyen qui lui semblera convenable pour faire connaître les produits de la compagnie et, en particulier, par des annonces dans la presse,

ducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by

au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition des produits, des œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres, de journaux périodiques, de brochures, par l'octroi de prix, de récompenses ou par des donations;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Macnamara, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1709 ALEXANDRE DESMEULES.

circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Macnamara, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1710 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Norton Webster Zerk, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1924, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro et Michael Garber, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'huiles, gazoline, lubrifiants et autres produits qui en dérivent, ériger, acquérir, acheter, louer ou autrement entretenir et mettre en opération des usines ou raffineries d'huiles, et les faire fonctionner; emmagasiner, mettre en réservoir, mettre en entrepôts, raffiner le pétrole cru, l'huile et autres huiles, gazolines, lubrifiants et produits chimiques; construire et faire fonctionner de la canalisation pour la distribution de la gazoline et des huiles, construire et entretenir, sur la propriété de la compagnie, des appareils pour manipuler la gazoline et les huiles;

Acheter ou autrement acquérir, manufacturer, détenir, posséder, vendre, céder et transférer, ou autrement disposer de, réparer, améliorer, investir, trafiquer de, ou faire le commerce de, ou avec, et échanger toutes sortes d'automobiles, radiateurs, parties d'automobiles, moteurs, engins, camions, tracteurs, instruments aratoires, carrosseries pour automobiles, chars, bateaux, machines volantes et autres véhicules, carburateurs, lubrifiants, accessoires et appareils et autre machinerie, appareils, ustensils, appareils et accessoires se rapportant soit à la construction ou à la mise en opération de véhicules moteurs, ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées à cette fin, ou pour la manufacture, l'entretien ou la mise en opération d'iceux;

Acheter ou autrement acquérir, garder, maintenir, mettre en œuvre et administrer des garages, stations de service et propriétés, entrepôts, magasins, boutiques et autres semblables établissements, pour la garde, le nettoyage, la réparation et, généralement, tous les soins à donner aux automobiles, chars et véhicules de toutes sortes, de toute classe et de toute description, et leurs accessoires de toute sorte et description, et louer, prendre à bail, donner en location des véhicules

"Norton Webster Zerk, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1924, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro and Michael Garber, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, manufacture, refine, buy, sell and deal in lubricating oils, gasolene, greases and other products thereof; to erect, acquire, buy, purchase, lease or otherwise maintain and operate oil refineries or plants; to work the same, to store, tank, warehouse, refine crude petroleum oil and other oils, gasolenes, greases and chemicals; to construct and operate pipe lines for transportation of gasolenes and oils; to construct and maintain gasolene and oil works on the property of the company;

To purchase or otherwise acquire, manufacture, hold, own, sell, assign and transfer, or otherwise dispose of, repair, improve, invest, trade or deal in or with, and exchange all kinds of automobiles, radiators, automobile parts, motors, engines, trucks, tractors, farm machinery, auto bodies, cars, boats, flying machines, and other vehicles, carburetors, greases, parts and supplies, and other machinery, implements, utensils, apparatus and appliances, whether incidental to the construction or operation of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To purchase or otherwise acquire, keep, maintain, operate and manage garages, service stations and properties, storehouses, store-rooms, warehouses and other like places for the safe keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles, motorcars and vehicles of all and every kind, description and class, and of all the accessories thereof and of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, to

moteurs, des camions et des automobiles de toutes sortes, conduire et transporter des passagers et des marchandises sous tels termes et conditions que la compagnie trouverait raisonnables;

Promouvoir, organiser, administrer et développer toute corporation ou compagnie poursuivant des fins semblables, en tout ou en partie, à celles de cette compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, toutes affaires ou industries en existence, et les réorganiser et les développer;

De temps en temps, solliciter, acquérir par cession, transfert, ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'aucun statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, aucune corporation ou autre corps public peut être autorisé à faire, ou accorder, affecter aucune des actions, obligations et biens de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

Pour les fins de la compagnie, acheter, prendre à bail ou en échange, et autrement acquérir toute propriété réelle et personnelle, et les vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, les rendre profitables ou autrement en trafiquer;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet de la fusion de ses intérêts, la coopération, les risques communs, le partage des profits, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant, engagée, ou à la veille d'exercer ou d'entreprendre une industrie, transaction que la compagnie est autorisée à entreprendre ou calculée devoir augmenter la valeur des propriétés et sûretés de la compagnie; prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de telle compagnie, et les vendre, les émettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Émettre et distribuer comme parts totalement acquittées de la compagnie ici incorporée, en paiement total ou partiel de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, immeubles, stocks, bons et débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont ici conférés;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, individu ou association, et leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou avec toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies, appartenant à la compagnie, ou que la compagnie aurait le droit d'aliéner;

Investir et disposer des deniers disponibles de la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou bons ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to secure by purchase, lease or otherwise any existing business or industry, and to reorganize and develop the same;

From time to time to apply for, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right or privilege, which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

For the purposes of the company, to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of turn to account and otherwise deal with the same:

To sell, lease or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and, in particular, for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association by any such person or persons;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets précités;

Si autorisés par un règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le dit règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures et autres garanties de la compagnie et les garantir ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui pourraient être jugés raisonnables;

c. Nonobstant l'article 2017 du code civil, hypothéquer, engager ou lier la propriété mobilière ou immobilière de la compagnie, présente ou future, pour assurer toutes telles débetures ou autres sûretés, ou donner seulement une partie de cette garantie pour telles fins, et constituer des hypothèques, mortgages ou liens mentionnés ci-dessus dans ce paragraphe, par un acte de fiducie, conformément à l'article 6119b et 6119 c, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou engager la propriété immobilière de la compagnie, ou garantir ou autrement affecter la propriété mobilière, ou donner toutes telles sûretés pour garantir le paiement des emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, de même que le paiement ou l'acquiescement de toutes autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent de la compagnie sur des lettres de change ou billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au bénéfice de la compagnie, sous le nom de "Norton Webster Zerk, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1711

C.-J. SIMARD.

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure any such debenture or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with Article 6119b and 6119c or in other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Norton Webster Zerk, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1712

Assistant Provincial Secretary.

"Poulin & Compagnie, Limitée.—Poulin & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1924, constituant en corporation: Joseph-Télesphore Poulin, courtier, Joseph-Jean Charbonneau, comptable, Sylva Doré, Dennis Dineen, voyageurs, James Sherwood Martin, vendeur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, transformer, acheter, vendre, importer, exporter ou échanger, faire le commerce de gros et de détail de toutes sortes de marchandises, épicerie, provisions, foin, grains, produits chimiques, quincaillerie; disposer, effets, articles et biens de tous genres de la façon que la compagnie jugera dans ses intérêts; manufacturer, produire, acheter, vendre ou échanger tous produits de tabac, cigares, cigarettes, ainsi que toutes autres marchandises ou articles qui sont en rapport avec ce genre de manufacture ou commerce;

"Poulin & Compagnie Limitée.—Poulin & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1924, incorporating: Joseph Télesphore Poulin, broker, Joseph Jean Charbonneau, accountant, Sylva Doré, Dennis Dineen, travellers, James Sherwood Martin, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, transform, buy, sell, import, export or exchange and deal wholesale and retail in all kinds of merchandise, groceries, provisions, hay, grain, chemical products, hardware, goods and wares and property of every kind, and to dispose of the same in such manner as the company may think to be in its interests; to manufacture, produce, buy, sell, or exchange any tobacco products, cigars, cigarettes, as well as all other merchandise or articles connected with such manufacture or business;

Entreposer (storage, cold storage) pour la compagnie ou pour d'autres compagnies ou des individus, toutes sortes de marchandises ou produits, quelle qu'en soit la nature;

Faire les affaires ci-haut énumérées comme agents et à commission et courtiers, pour acheter, vendre, échanger ou administrer toutes sortes de commerce ou manufacture;

Posséder des immeubles, mobiliers, outillages ou toutes valeurs nécessaires pour l'industrie ou le commerce de la compagnie, soit pour son administration ou à titre de valeurs commerciales ou comme garantie;

Acquérir tout brevet d'invention, marque de fabrique ou de commerce, pouvoir d'eau, pouvoir électrique, licences, concessions conférant des droits exclusifs ou non-exclusifs de pouvoir payer aucune ou toutes ces acquisitions avec des parts du fonds capital ou des débetures de la compagnie, en obligations ou autrement;

Acquérir comme industrie active ou autrement et aux clauses et conditions qui seront agréées, les affaires de tout individu, maison ou société faisant un commerce de spécialité, de gros ou de détail, d'épicerie, de provisions ou de tous autres produits alimentaires granis ou de ferronnerie et de matériaux de construction;

Octroyer des gratuités en espèces ou autrement aux actionnaires et aux employés de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, selon que la chose sera décidée par les actionnaires, tous biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but de prendre à son nom la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Placer et affecter les deniers disponibles de la compagnie en la manière qui sera déterminée de temps à autre par les actionnaires;

Faire des avances de fonds, garantir les contrats, ou autrement aider les clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières, pour créances, engagements ou obligations dus à la compagnie;

Se fusionner avec toute compagnie faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Former d'autres compagnies dans le but d'étendre le commerce et l'industrie de la présente compagnie, posséder des actions et débetures d'autres compagnies faisant le même genre d'affaires;

Faire tout ce qui sera nécessaire, convenable ou propre à l'accomplissement des fins, ou de nature à atteindre l'un quelconque des objets ci-dessus énumérés, ou qui semblera profitable à la corporation à une époque quelconque, et en général exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la corporation jugera capable d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie ci-dessus ou censée d'accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la corporation ou les rendre profitables;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner, tous les biens meubles et immeubles, nécessaires aux fins de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon;

Souscrire, acheter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir, posséder, louer, garantir, vendre ou échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

To storage and place in cold storage for the company or for other companies or individuals, all kinds of merchandises or products of any nature whatsoever;

To carry on the above business as commission agents and brokers for buying, selling, exchanging or managing all kinds of business or manufacture;

To possess immovables, movables, equipment, or any other property necessary for the industry or business of the company, either for its own administration or as commercial securities or as guarantee;

To acquire any patent, trade-mark or trade name, waterpowers, electric power, license, concession conferring exclusive or non-exclusive rights with the power to pay any or all such acquisitions with shares of the capital stock or debentures of the company or bonds or otherwise;

To acquire as a going concern or otherwise and upon such terms and conditions as may be agreed upon, the business of any individual, firm or partnership carrying on a wholesale or retail business in groceries, provisions or any other food products grain or in hardware and building materials;

To grant gratuities, in specie or otherwise, to the shareholders or employees of the company;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved by the shareholders, any property of the company among its members and in particular the shares, bonds, debentures and other securities of any other company formed for the purpose of taking over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the shareholders;

To make advances of money to, guarantee the contracts of or otherwise assist the customers or other persons having dealings with the company and to acquire and hold securities of every kind, movable or immovable, for claims, debts, or obligations owing to the company;

To amalgamate with any company carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To promote other companies with a view to extend the business or industry of the present company, possess shares and debentures of other companies carrying on the same kind of business;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or which may at any time appear profitable to the company and generally carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

To acquire, receive, possess, lease, exchange, alienate all the movable and immovable property necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner;

To underwrite, buy, endorse, negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire, possess, lease, pledge, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on the same kind of business of the present company;

Faire toutes autres choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fidéi commissaires, agents, ou seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Poulin & Compagnie, Limitée—Poulin & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1715 ALEXANDRE DESMEULES.

"Roy S. Hubbell, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1924, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, William Patrick Creagh et Alexander Gordon Yeoman, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter et autrement trafiquer de fournitures de bureau, maison et autres fournitures d'intérieur, équipements, garnitures, décorations, tapis, meubles, garnitures, ameublements de bureaux, papeterie et approvisionnement; manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, et autrement trafiquer et faire le commerce de bois et tous autres produits du bois et sans préjudices, pour ci-dessus opérer, décorer, louer et bâtir des édifices de toutes sortes et description;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons de commerce et manufacturières, et pour autres personnes, firmes ou corporations;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerce, noms de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité ou non limité ou tout secret ou autre renseignement relativement à toutes inventions, formules, recettes ou procédés qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et

To do all other things and exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

To do all or any of the above things as principal agents, contractors or otherwise and by and through trustees, agents and either alone or in conjunction with others, under the name of "Poulin & Compagnie, Limitée—Poulin & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1716 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Roy S. Hubbell, Limited".

Notice is hereby given that under Part I the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1924, incorporating: Francis George Bush, manager, William Patrick Creagh, and Alexander Gordon Yeoman, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes.

To buy, sell, manufacture, import, export and otherwise deal in office and household and other interior furniture, equipment, fittings, decorations, carpets, furnishings, fixtures, office systems, stationery, and supplies; to manufacture, buy, sell, import, export and otherwise deal in and with lumber and all other materials of which the same may be manufactured, and, without waiver of the foregoing, to carry on the business of altering, decorating, furnishing, fitting out and improving offices, dwellings and other buildings of every kind and description;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for commercial and manufacturing houses and for other persons, firms or corporations;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets

engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres

of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all of any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particu-

et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Roy S. Hubbell, Limited".

Le capital actions autorisé de la compagnie proposée consistera en cent cinquante (150) actions à sept pour cent (7%) de stock préférentiel cumulatif, d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et cinq cents (500) actions communes d'une valeur nominale ou au pair de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le stock cumulatif préférentiel à sept pour cent (7%) portera et sera sujet aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après fixés, c'est-à-dire:

1. Les porteurs d'actions préférentielles auront droit de recevoir, à même les profits de la compagnie, comme une première charge, un dividende préférentiel cumulatif fixe au taux de sept pour cent (7%) par année, payable semi-annuellement, sur le capital alors payé sur telles parts respectivement, mais n'auront pas droit à participer au delà dans les profits de la compagnie;

2. Le capital payé sur les actions préférentielles ne sera pas susceptible d'être annulé ou réduit, advenant des pertes ou de la dépréciation;

3. Dans le cas de liquidation, dissolution ou d'un règlement de la compagnie, les porteurs de capital préférentiel enregistré auront droit, avant qu'aucun actif de la compagnie ne soit distribué à ou payé aux détenteurs de toute classe de stock junior au stock préférentiel, à être payés en entier au pro rata de leurs actions avec tous les dividendes accrus impayés et, si telle liquidation, dissolution ou règlement de la compagnie est volontaire, un montant supplémentaire égal à cinq

larly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Roy S. Hubbell, Limited".

The capital stock of the company shall consist of one hundred and fifty (150) shares of seven per cent cumulative preferred stock of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and five hundred (500) shares of common stock of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The said seven per cent cumulative preferred stock shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The holders of such preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company as a first charge, a fixed cumulative preferential dividend at the rate of seven per cent (7%) per annum, payable semi-annually, on the capital for the time being paid up on such shares respectively, but shall not be entitled to further participate in the profits of the company;

2. The capital paid up on the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation;

3. In the event of any liquidation, dissolution or winding-up of the company, the holders of record of the preferred stock shall be entitled, before any of the assets of the company shall be distributed among, or paid over to, the holders of any other class of stock junior to the preferred stock, to be paid in full the par amount of their shares, together with all unpaid accrued dividends, and, if such liquidation, dissolution or winding-up of the company be voluntary, a fur-

pour cent (5%) de telle valeur au pair, mais n'auront pas droit à participer au delà dans tel surplus. Si, au moment de telle liquidation, dissolution ou règlement, les biens de la compagnie distribuables comme ci-dessus aux porteurs de stock préférentiel étaient insuffisants pour permettre le paiement desdits montants, alors l'actif en entier de la compagnie ainsi distribuable serait distribué au prorata parmi les détenteurs de capital préférentiel enregistré;

4. Par un vote du conseil de direction, tout ou toute partie du stock préférentiel existant alors pourra être appelé et retiré par la compagnie, à chaque jour de dividende, à \$105.00 par action, avec le dividende accru le jour de dividende pour lequel l'appel est fait, et tous les dividendes accumulés, s'il y en a, ou achetés ou retirés à ce prix ou à un prix moindre si on peut obtenir les dites actions à ces prix; dans le cas où moins du capital existant alors est ainsi appelé, la compagnie déterminera, par lots, les actions préférentielles à être appelées. Le prix d'achat du capital sera payable au bureau de la compagnie, en la cité de Montréal, ou à tous autres tels endroits, s'il y en a, tel que le spécifiera le vote de ceux qui ont fait l'appel. Avis de tel appel fixant le jour de l'appel et l'endroit, ou endroits, où le prix d'achat du stock appelé sera payable, sera adressé par la maille à chaque porteur de stock ainsi appelé dont l'adresse est enregistrée dans les livres de la compagnie, à son adresse ainsi enregistrée, pas moins de vingt jours avant le jour de dividende pour lequel l'appel est fait. Après tel jour de dividende, les porteurs de certificats pour tout stock ainsi appelé perdront tous droits aux dividendes futurs ou autres droits ou privilèges, comme actionnaires, en vertu de leurs certificats, à l'exception du paiement des montants spécifiés ci-dessus;

5. Les dites parts préférentielles ne conféreront pas aux porteurs d'icelles le droit de voter à aucune assemblée spéciale ou générale des actionnaires de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1719

C.-J. SIMARD.

ther amount equal to five per cent (5%) of such par amount, but shall not be entitled to further participate in such surplus assets. If upon such liquidation, dissolution or winding-up, the assets of the company distributable as aforesaid among the holders of the preferred stock shall be insufficient to permit the payment to them of said amounts, then the entire assets of the company so distributable shall be distributed ratably among the holders of record of the preferred stock;

4. By vote of the Board of Directors, all or any of the preferred stock at the time outstanding may be called and retired by the company on any dividend day at \$105.00 a share, together with the dividend accruing on the dividend day for which the call is made and all accumulated dividends, if any, or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained. In case less than all the outstanding preferred stock is so called, the company shall determine by lot the preferred shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company in the city of Montreal, or at such other places, if any, as the vote making the call shall specify. Notice of such call stating the day for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered, not less than twenty days prior to the dividend day for which the call is made. After such dividend day, the holders of the certificates for all stock so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders in respect of their certificates, except to the payment of the amounts specified hereinabove;

5. The said preferred shares shall not entitle the holders thereof to vote at any special or general meeting of shareholders of the company.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1720

Assistant Provincial Secretary.

"Stephens Sales, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1924, constituant en corporation. Milton Johnston Shaw, vendeur, Henry Lloyd Blachford, agent, Mlle Dorothy Olive Loader, stenographe, Henry Blachford, Louis-T.-B. de Grosbois, marchands, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, prendre à bail, réparer, importer, exporter, et trafiquer de matériaux de bureaux, librairies, et fournitures de bureaux de toutes sortes, incluant des mimeographes, machines à additionner, dactylographes, papier carbone, ruban à dactylographe, papier, encre, et accessoires de toutes sortes pour les machines sus-mentionnées, et toutes autres machines, et fournitures de bureaux de toutes sortes;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la

"Stephens Sales, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1924, incorporating: Milton Johnston Shaw, salesman, Henry Lloyd Blachford, agent, Miss Dorothy Olive Loader, stenographer, Henry Blachford, Louis T. B. de Grosbois, merchants, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, rent, repair, import, export and deal in office machines, stationery and office equipment of all kinds, including duplicating machines, adding machines, typewriters, carbon paper, typewriter ribbons, paper, inks and supplies of all kinds for the above mentioned machines or any other office machines and of office supplies of all kinds;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in conjunction with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the

valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes ou chacune des choses autorisées par les présentes, seuls ou conjointement ou avec d'autres, comme facteurs, ou comme agents pour toute autre compagnie ou personne par ou par l'intermédiaire de facteurs, commissaires ou agents, sous le nom de "Stephens Sales, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 180 Saint-Jacques, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1721 C.-J. SIMARD.

"Progress Electric & Hardware Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, les lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1924, constituant en corporation: Louis Fitch, Lazarus Phillips et Lewis K. Freedman, avocats, Abraham Saul, Cohen, comptable, et Joseph-Philippe Beaupré, huissier, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires comme commerçants en gros et en détail d'appareils électriques, quincaillerie et articles semblables;

Faire le commerce présentement exercé par Abraham Rogovin, sous le nom de "Progress Electric & Hardware Co.";

Exercer aucune industrie similaire, manufacturière ou autre, connexe avec ci-dessus et que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec l'industrie ci-dessus;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'une personne ou compagnie exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie; et acquérir la clientèle de toute affaire incorporée ou non et payer la dite clientèle en parts de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, licences, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des licences au sujet de ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété, réelle et personnelle, et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenant aux fins de son commerce, et particulièrement tous terrains, édifices, facilités, machineries, ateliers et fonds de commerce;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, ou toutes autres garanties de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Prendre ou autrement acquérir et détenir, dans

value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with or as factors, or as agents for any other companies or persons, by or through any factors, trustees or agents, under the name of "Stephens Sales, Limited", under a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at No. 180 Saint James Street, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1722 Assistant Provincial Secretary.

"Progress Electric & Hardware Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1924, incorporating: Louis Fitch, Lazarus Phillips and Lewis K. Freedman, advocates, Abraham Saul Cohen, accountant, and Joseph Philip Beaupré, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of traders, both wholesale and retail, in electrical supplies, hardware and similar articles;

To take over the business presently carried on by Abraham Rogovin, under the name of Progress Electric & Hardware Co.;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to acquire the good-will of any business incorporated or unincorporated, and pay for the said good-will by shares of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account the property, rights, or information so acquired;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures or any other securities of the company or the conduct of its business;

To take or otherwise acquire and hold in any

toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie susceptible d'être exercée de manière à favoriser cette compagnie, directement ou indirectement;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des droits de la compagnie;

Garantir, et cautionner, et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque ou aucune ou autre obligations de quelque nature que ce soit ou tout autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

1. Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre tel règlement en considération, les directeurs pourront périodiquement:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures, ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre aux montants et prix qui seront jugés judiciaires;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie à ces fins, et constituer l'hypothèque, le mortgage ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, selon l'article 6119b et 6119c ou d'aucune autre manière;

d. Hypothéquer ou grever la propriété mobilière de la compagnie, donner en garantie ou autrement affecter la propriété mobilière, ou fournir toutes les garanties pour assurer le remboursement des emprunts contractés autrement que par émission de débetures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, d'un contrat ou d'une obligation de la compagnie;

2. Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur les lettres de change, billets promissoires, consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie.

Les opérations de la compagnie pourront être exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Progress Electric & Hardware Co., Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix actions (490) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1713 C.-J. SIMARD.

other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever or any other obligations of any kind whatsoever or any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

1. If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a general meeting called for considering the by-law, the directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

2. The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

The operations of the company can be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Progress Electric & Hardware Co., Ltd", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1714 Assistant Provincial Secretary.

"The James Ruddick Construction Co".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1924, constituant en corporation: James Ruddick, A. Weston Ahern, ingénieurs, Harold Blakwell, surintendant de construction, Gustave Rouleau, Mlle Maria Rochette, clavigraphes, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Agir généralement comme contracteurs pour tous travaux quelconques de bâtisses, construc-

"The James Ruddick Construction Co".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1924, incorporating: James Ruddick, A. Weston Ahern, engineers, Harold Blakwell, building superintendent, Gustave Rouleau, Miss Maria Rochette, typists, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To act generally as contractors for all works whatever for the erection of buildings, construc-

tions, aqueducs, digues, chaussées, égouts, routes, rues et autres entreprises privées et publiques;

Faire préparer les plans, devis et estimations pour tous projets quelconques de chemins de fer, routes, ponts, canaux, construction maritime, développement d'industries et pour tous autres travaux précités;

Faire faire rapport en qualité d'experts sur l'organisation, l'efficacité, le rendement, la valeur de toutes exploitations industrielles, limites à bois, mines, carrières se rapportant à l'un quelconque des travaux précités;

Faire le commerce de pierre, de sable, de ciment, de béton, de chaux, de briques, de pierre artificielle, d'asphalte, de bitume, de tuiles, ou autres matériaux de construction, acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tout intérêt sur iceux; acquérir, posséder, exploiter des carrières, sablières, fours à chaux, briqueteries, usines pour la fabrication ou la pour transformation d'aucuns des matériaux dont la compagnie est autorisée à faire le commerce;

Acheter, louer ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner des machineries à construire des routes, à creuser des carrières, ainsi que des accessoires de toutes espèces;

Vendre, louer, hypothéquer ou autrement aliéner des terrains, bâtisses, installations et autres propriétés de la compagnie;

Acquérir par bail ou autrement exploiter des limites à bois, vendre des scieries et généralement faire le commerce du bois;

Acquérir, obtenir, posséder, exploiter à telles conditions jugées avantageuses, les contrats, franchises, droits, privilèges de toutes corporations municipales ou autres et des autorités fédérales ou provinciales;

Engager des ingénieurs, des gérants, commis et travailleurs;

Emettre des actions acquittées, des obligations, des débetures en paiement des services rendus à la compagnie, soit par des membres ou officiers de la compagnie, soit par des tiers;

Acheter, détenir et posséder le capital social, des obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou de tout particulier exerçant quelque industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Se joindre avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ayant des objets de même nature que ceux ci-énumérés;

Emettre des obligations, des débetures ou autres valeurs de la compagnie et engager et vendre telles obligations, débetures ou valeurs à tels prix qui pourront être jugés à propos;

Hypothéquer les propriétés immobilière de la compagnie, ou engager les propriétés mobilières, afin de garantir toutes telles obligations, débetures ou valeurs, ou tous montants empruntés pour les fins de la compagnie; conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, le risque mutuel, la concession réciproque ou autres fins, avec toute personne ou société exerçant une industrie susceptible d'être exercée par cette corporation et pouvant lui bénéficier. Prêter des deniers à ces personnes ou corporations, les cautionner ou autrement les aider;

Acquérir et utiliser à ses fins des marques de commerce, patentes, inventions, licences ou privilèges quelconques conférant des droits limités, exclusifs ou non, ou des secrets ou renseignements dont l'acquisition pourrait lui être profitable et les exploiter à toutes fins que de droit;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus à l'occasion de la formation, de

tions, waterworks, dams, embankments, sewers, roads, streets and other private and public undertakings;

To cause the preparation of plans, specifications and estimates for any projects whatever relating to railways, roads, bridges, canals, marine works, development of industries and for any other of the above works;

To cause reports to be made as experts on the organization, prospects, returns and value of any industrial undertakings, timber limits, mines, quarries in connection with any of the above works;

To deal in stone, sand, cement, concrete, lime, brick, artificial stone, asphalt, bitumen, tiles and other building materials; to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise lands or any interests therein; acquire, possess, operate quarries, sand pits, lime kilns, brick yards, shops for the manufacture or transformation of any of the materials which the company is authorized to deal in;

To buy, lease or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of road and quarry machinery as well as accessories of every kind;

To sell, lease, hypothecate or otherwise dispose of the lands, buildings, plants and other properties of the company;

To acquire by lease or otherwise and operate timber limits, sell saw-mills and to carry on a general lumber business;

To acquire, secure, possess, operate, on such conditions as may be deemed advantageous, the contracts, franchises, rights, privileges of any municipal or other corporations and of federal or provincial authorities;

To hire engineers, managers, clerks and workmen;

To issue paid up shares, bonds, debentures in payment for services rendered to the company whether by members or officers of the company or by third parties;

To buy, hold and possess the stock, bonds or other securities of any other company, corporation or of any individual carrying on any business that the company is authorized to carry on;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those above mentioned;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge and sell such bonds, debentures or securities at such price as may be deemed proper;

To hypothecate the immovable property of the company or pledge its movable property to guarantee any such bonds, debentures or securities or any sums of money borrowed for the company's purposes; to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or partnership carrying on any business capable of being carried on by the company or calculated to benefit the company. To lend money to, go security for or otherwise assist such persons or corporations;

To acquire and utilize for its purposes any trade-marks, patents, inventions, licenses or privileges conferring any limited, exclusive or non-exclusive rights or any secrets or informations, the acquisition of which may seem calculated to benefit the company, and to operate the same for any lawful purposes;

To remunerate any person or company for services rendered in or about the formation and

l'organisation de la compagnie ou de la vente de ses actions;

Défrayer à même les fonds de la compagnie le coût de sa constitution et de son organisation;

Les pouvoirs susdits ne seront ni limités ni restreints en conséquence des termes d'aucuns paragraphes particuliers ou de déductions quelconques et les objets et pouvoirs précités seront distincts et indépendants les uns des autres. La corporation pourra poursuivre l'un ou plusieurs de ses pouvoirs indépendamment des autres, sous le nom de "The James Ruddick Construction Co.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1723

C.-J. SIMARD.

organization of the company or the sale of its shares;

To pay out of the funds of the company the cost of its incorporation and promotion;

The above powers shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any particular paragraph and the above objects and powers shall be considered as being distinct and independent the one from the other and the corporation may carry on any or several of its powers independently from the others, under the name of "The James Ruddick Construction Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1724

"The St. Denis Improvement Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1924, constituant en corporation: Francis George Bush, géant, William Patrick Creagh, Harold Eldon Reid, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains, des édifices, de la propriété immobilière de toute teneur ou description, et tout actif et tout intérêt se rapportant à, et tous droits sur ou relatifs à iceux, et les rendre profitables de toute manière jugée expédiente, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, et en construisant, modifiant, améliorant, décorant, meublant, et en entretenant plaines-pieds, maisons, appartements, manufactures, entrepôts, boutiques, quais, édifices, travaux et convenances de toutes sortes, comprenant plus particulièrement des édifices spécialement destinés à procurer des facilités et de l'accommodation pour des individus, des firmes et des corporations ayant besoin de locaux pour des bureaux, magasins, banques, restaurants, ateliers de manufacture, ou pour autres fins commerciales, et pour consolider ou unir ou subdiviser des propriétés et les louer, les mettre en opération et les aliéner; et administrer des terrains, des édifices et autres propriétés situés comme ci-dessus, appartenant ou non à la compagnie, et collecter des rentes et des revenus, et fournir aux locataires, aux occupants et autres des rafraîchissements, de l'assistance, des messagers, de la lumière, salles d'attente, chambres de lecture, chambres de réunion, ateliers, des salles d'exposition, salles de clubs, chambres de toilette, buanderies, installation électrique, garages, étables et tout autre service et toutes fournitures à l'avantage des clients, selon leur profession ou leur genre d'affaires, et diriger une agence générale d'immeubles de développement et de courtage dans toutes ses branches;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce,

"The St. Denis Improvement Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1924, incorporating: Francis George Bush, manager, William Patrick Creagh, and Harold Eldon Reid, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings, and immovable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing, or other commercial purposes, and by consolidating, or connecting, or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business, and to carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses,

brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour

concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies

services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The St. Denis Improvement Company, Limited". Le capital de la compagnie proposée consistera en mille actions, sans valeur nominale au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille piastres (\$5,000.00). Les dites actions seront émises pour telles considérations qui seront déterminées par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation.

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "The St. Denis Improvement Company, Limited". The capital stock of the proposed company shall consist of one thousand shares without nominal or par value and the amount of capital with which the company will commence its operations will be five thousand dollars (\$5,000.00). The said shares may be issued for such considerations as may be determined by the directors.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-troisième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1725 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary
this twenty third day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1726 Assistant Provincial Secretary.

"Rouyn Consolidated Mining Company, Limited"
(No personal liability).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1924, constituant en corporation: William Mortimer Mazur, avocat, Harry Rensselaer Snyder, George Tonkin, ingénieurs, John Charles Cracknell, D. C. M., gérant, de la cité de Montréal, Vincent Colin Macdonald, courtier, de la cité de Westmount, Louis Brochu, secrétaire, de la cité de Verdun, Joseph-Antoine Chabot, comptable, de la cité de Saint-Lambert, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais; faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, terrains métallifères, dépôts miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles à ses préparations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Rouyn Consolidated Mining Company, Limited," (No personal liability), avec un capital total de trois

"Rouyn Consolidated Mining Company, Limited"
(No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1924, incorporating: William Mortimer Mazur, advocate, Harry Rensselaer Snyder, George Tonkin, engineers, John Charles Cracknell, D. C. M., manager, of the city of Montreal, Vincent Colin Macdonald, broker, of the city of Westmount, Louis Brochu, secretary, of the city of Verdun, Joseph Antoine Chabot, accountant, of the city of Saint Lambert, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals; carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals marchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

To purchase, take on lease, or otherwise acquire, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, metalliferous lands, mineral deposits, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its own control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its preparations;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transportation of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprises, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any business or industry which a company constituted under this section may carry on and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desires, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such other acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Rouyn Consolidated Mining Company, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of three million

millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions valeur au pair de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1717 C.-J. SIMARD.

dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1718 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction Publique

442-24.

Québec, 3 avril 1924.

Une demande est faite pour détacher de la municipalité de "Côte Saint-Luc, comté de Jacques-Cartier", tout le territoire formant actuellement la ville de Hampstead, et étant les lots originaux Nos 69, 72, 73, 74, 76, 77, 80 et 81, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et les numéros de subdivision desdits lots, et pour ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de "La Ville de Hampstead".

1671-14-2

337-24

Québec, 1er avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Les Ecureuils", comté de Portneuf, les lots Nos 75, 76 et 77 du cadastre officiel de la paroisse des Ecureuils, et de les annexer à la municipalité scolaire de Donnacona, même comté.

1673-14-2

442-24

Quebec, April 3rd, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Côte Saint Luc, Jacques Cartier county, all the territory now forming the town of Hampstead and being original lots numbers 69, 72, 73, 74, 76, 77, 80 and 81, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and the subdivision numbers of the said lots, and to erect this territory into a distinct school municipality for Protestants only, under the name of "The Town of Hampstead".

1672-14-2

337-24.

Quebec, April 1st, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of "Les Ecureuils", county of Portneuf, the lots Nos. 75, 76 and 77 of the official cadastre for the parish of "Les Ecureuils", and to annex them to the school municipality of Donnacona, same county.

1674-14-2

Département des terres et forêts

Avis est par les présentes donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à:

HULL, le 8 juillet 1924.

CHICOUTIMI, le 22 juillet 1924.

RIMOUSKI, le 28 juillet 1924.

SHAWINIGAN FALLS, le 12 août 1924.

QUEBEC, le 2 septembre 1924.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le Département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter; aussi transmettre l'honoraire d'admission, soit \$6.00.

Le Ministre des Terres et Forêts,

HONORE MERCIER.

Québec, le 1er avril 1924. 1605-14-22

PROVINCE DE QUEBEC

Affermage de forces hydrauliques

Avis est par les présentes donné que le mardi, 29 avril 1924, à 10.30 heures A. M., dans la salle de vente, à l'Hôtel du gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de rapides Ulverton-Kingsey, sur la rivière Saint-François, comté de Drummond.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra

Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

HULL, July 8th, 1924;

CHICOUTIMI, July 22nd, 1924.

RIMOUSKI, July 28th, 1924;

SHAWINIGAN FALLS, August 12th, 1924.

QUEBEC, September 2nd, 1924;

to examine candidates desiring to qualify as log measurers and cullers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they purpose presenting themselves, also forward the admission fee of \$6.00.

HONORE MERCIER,

Minister of Lands and Forests.

Quebec, April 1st, 1924. 1606-14-22

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water power.

Notice is hereby given that on Tuesday, April 29th, 1924, at 10.30 A. M., in the sales room, Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction, the water power known and designated under the name of Ulverton-Kingsey falls, on the Saint François river, county of Drummond.

Interested parties shall be under the obligation

faire un dépôt de \$2,000.00 par chèque accepté, à l'ordre du Ministre des Terres et Forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchères dont les offres n'auront pas été heureuses, et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie de cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

Le Ministre,

1503—13-5

HONORE MERCIER.

to deposit \$2,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction.

This deposit will be forfeited should the applicant put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as part of the guarantee until the development is completed.

For further information, write to the Department of Lands and Forests, at Québec.

HONORE MERCIER,

Minister.

1504—13-5

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Caledonian Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1731—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à la "London Guarantee and Accident Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le vol avec effraction, garantie, accidents, maladie et le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le feu, la grêle, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, bris de glaces, transport intérieur, automobile et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autre, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1733—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accidents, automobile, garantie, maladie, bris de glaces et assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et ouragans, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Caledonian Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1732—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "London Guarantee and Accident Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Guarantee, burglary, accident, sickness and fire, has been extended to include Forgery Insurance, hail, sprinkler leakage, plate glass, inland transportation, automobile, and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1734—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Accident, automobile, guarantee, sickness, plate glass, and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprinkler Leakage and Tornado Insurance, on and after this thirty first day of March 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances de Québec,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1735-15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Globe and Rutgers Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur, automobile (à l'exception des dommages causés par les blessures à la personne), explosion, (excepté sur les chaudières à vapeur, les tuyaux, les volants, les engins et les machineries qui y sont annexées et opérées par elles,) et contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les ouragans, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1737-15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Royal Exchange Assurance", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, maladie et automobiles, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, garantie, grêle et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances de Québec,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1739-15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Stuyvesant Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan et les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1741-15-2

Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1736-15-2

Notice is hereby given that the Certificates of Registry issued to "The Globe and Rutgers Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Automobile Insurance (excluding Insurance against loss by reason of bodily injury to the person), Explosion Insurance, (except upon Steam Boilers, Pipes, Flywheels, Engines and Machinery connected therewith or operated thereby) and Sprinkler Leakage Insurance, has been extended to include Tornado Insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1738-15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Royal Exchange Assurance" authorizing, it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, sickness and automobile, has been extended to include Sprinkler Leakage, Guarantee, Hail and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1740-15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Stuyvesant Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Tornado and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1742-15-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative a été constituée dans le comté de Richelieu, sous le nom de Société coopérative agricole régionale de Saint-Aimé, et que son principal siège d'affaires est en la municipalité du village de Saint-Aimé, comté de Richelieu.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes des branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Daté à Québec, ce 8 avril 1924. 1779

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Just, comté de Témiscouata.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Témiscouata, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Just", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Art. 1859 et suivants.)

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 9ème jour d'avril 1924. 1781

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been incorporated in the county of Richelieu, under the name of "Société coopérative agricole régionale de Saint-Aimé", and that its head office is in the municipality of the village of Saint-Aimé, county of Richelieu.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of this association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 8th of April, 1924. 1780

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the parish of Saint Just, county of Témiscouata.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club, in the county of Témiscouata, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Just", which is presently incorporated in accordance with the act respecting Farmers' Clubs (Art. 1859 and following.)

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, this 9th day of April, 1924. 1782

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4922. Antoinette Delongchamp, épouse d'Arthur Beaupré, mouleur, tous deux du même lieu, demanderesse; vs ledit Arthur Beaupré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur par la demanderesse le 12 mars 1924.

Montréal, 3 avril, 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1747—15-5 ED. FLAMAND.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4922. Antoinette Delongchamp, wife of Arthur Beaupré, moulder, both of the same place, plaintiff; vs the said Arthur Beaupré, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff the 12th of March, 1924.

Montreal, April 3rd, 1924.

ED. FLAMAND,
1748—15-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, devant la Cour supérieure, No 7807.—Dame Nellie Doyle, épouse commune en biens de Léon Bissonnette, commerçant, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse; vs le dit Léon Bissonnette, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17 mars, 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1819—15-5 FORTIER & CLICHE.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, before the Superior Court, No. 7807.—Dame Nellie Doyle, wife common as to property of Léon Bissonnette, trader, of Saint Malachie, County of Dorchester, duly authorized to institute the present action, plaintiff; vs the said Léon Bissonnette, trader, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph de Beauce, March 17, 1924.

FORTIER & CLICHE,
1820—15-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 464. Léda Bérubé, épouse commune en biens de Joseph Souci, marchand, des Cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Souci, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 464. Dame Léda Bérubé, wife common as to property of Joseph Souci, merchant, of Montreal, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Joseph Souci, merchant, of the same place; defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 27 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU.

1615-14-5

An action for separation as to property has been instituted to day.

Montreal, March 27th, 1924.

TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.

1616-14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2328. Dame Marie-Emma-Pomela Gibeault, de Saint-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Hormisdas Trudeau, défendeur et Télesphore Brassard, des Cité et district de Montréal, en sa qualité de registraire pour le district de Montréal, et F.-C. Larose, de Laprairie, dit district, en sa qualité de registraire du Comté de Laprairie, mis-en-cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & PELLETIER.

Montréal, 31 mars 1924. 1627-14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, F.-X.-Gédéon Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
M.-J.-CL. LARIVIERE.

Montréal, 1er avril 1924. 1655-14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 5004. Dame Marie-Louise Gardier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Guittard, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Guittard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars 1924.

Les avocats de la demanderesse,
BRODEUR & THOUIN.

1657-14-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No. 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, épouse commune en biens de Philippe Fournier, journalier, de la paroisse de Saint-Fabien, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Philippe Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.

Rimouski, 2 avril 1924. 1659-14-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No. 9237. Dame Antonia Harton, épouse commune en biens de J.-J.-Bte Fournier, beurrier, de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit J.-J.-Bte Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.

Rimouski, 2 avril 1924. 1661-14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2328. Dame Marie Emma Pomela Gibeault, of Saint Isidore de Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant, and Telesphore Brassard, of the city and district of Montreal, in his quality of Registrar for the district of Montreal and F. C. Larose, of Laprairie, said district, in his quality of Registrar of the county of Laprairie, *mis-en-cause*.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty eighth of March, 1924.

BEAUREGARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, March 31, 1924. 1628-14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, F. X. Gédéon Jeannotte, dit Lachapelle, physician, of the same place.

M. J. CL. LARIVIERE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st April, 1924. 1656-14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5004. Dame Marie Louise Gardier, of the City and District of Montreal, wife of Louis Guittard, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Guittard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

BRODEUR & THOUIN,
Attorneys for plaintiff.

1658-14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9236. Dame Marie Blanche Gagnon, wife common as to property of Philippe Fournier, labourer, of the parish of Saint Fabien, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Philippe Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.

Rimouski, 2nd April, 1924. 1660-14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9237. Dame Antonia Harton, wife common as to property of J. J. Bte Fournier, butter manufacturer, of the parish of Saint Rémi de Métis, vulgo Price, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said J. J. Bte Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.

Rimouski, 2nd April, 1924. 1662-14-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 25. Dame Hérodias Leclerc, du Village Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph-T. Tétreault, entrepreneur, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens en cette cause contre le dit Joseph-T. Tétreault.

Les procureurs de la demanderesse Dame
Hérodias Leclerc,
LUSSIER & FONTAINE.
Saint-Hyacinthe, 29 mars 1924. 1663—14-5

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 25. Dame Hérodias Leclerc, of the village Saint Joseph, district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Joseph T. Tétreault, contractor, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the said Joseph T. Tétreault.

LUSSIER & FONTAINE,
Attorneys for the plaintiff said Dame
Hérodias Leclerc.
Saint Hyacinthe, March 29, 1924. 1664—14-5

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 1601.—Dame Florida Bouchard, épouse commune en biens de Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20^e jour de mars 1924.
Québec, 20 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1511—13-5 DORION & DORION.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1601.—Dame Florida Bouchard, wife common as to property of Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, duly authorized by the Court, for the purposes hereof, plaintiff; vs. Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 20th day of March, 1924.

DORION & DORION,
Attorneys for plaintiff. 1512—13-5

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 7263. Dame Emma Flore Leblanc, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, épouse commune en biens de Henri Maynard, médecin, du même lieu, et dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Henri Maynard, médecin, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
LEGAULT & FOURNIER.
Hull, ce 11 mars 1924. 1419—12-5

Canada, province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 7263. Dame Emma Flore Leblanc, of the Township of Maniwaki, county and district of Hull, wife as to property of Henri Maynard, physician, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; vs Henri Maynard, physician, of the Township of Maniwaki, County and district of Hull, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, this 8th day of March, 1924.

LEGAULT & FOURNIER,
Attorneys for plaintiff.
Hull, March 11th, 1924. 1420—12-5

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure. Dame Valéda Benoit, épouse de P. Hubert Mailloux, télégraphiste, de la Ville de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse; vs P.-Hubert Mailloux, ci-haut mentionné, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur susdit, ce 5^{ème} jour de février 1924.

L'avocat de la demanderesse,
L.P. FOURNIER.
Saint-Jean, 5 février 1924.
1287—11-5

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court. Dame Valeda Benoit, wife of P. Hubert Mailloux, telegraph operator, of the town of Saint John's, district of Iberville, plaintiff; vs P. Hubert Mailloux, hereabove mentioned, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, against the aforesaid defendant, this 5th day of February, 1924.

L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.
Saint John's, February 5, 1924.
1288—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3940—Marie-Cordélia Pelletier, épouse commune en biens de Pierre Paradis, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, autorisée à ester en justice par un juge de la Cour Supérieure, demanderesse; vs le dit Pierre Paradis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 10 mars 1924.

Montréal, 10 mars 1924.
Le procureur de la demanderesse,
1331—11-5 ALFRED CINQ-MARS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3940.—Marie Cordelia Pelletier, wife common as to property of Pierre Paradis, merchant, both of the city and district of Montreal, authorized to *ester en justice* by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs the said Pierre Paradis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 10th of March, 1924.

Montreal, March 10, 1924.
ALFRED CINQ-MARS,
Attorney for plaintiff. 1332—11-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Hull, dans la Cour supérieure, No 7300. Octave Emery, cuisinier, des Cité et district de Hull, demandeur; vs Dame Luvina Amyot, anciennement des Cité et district de Hull, mais maintenant de lieux inconnus, épouse du dit demandeur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour d'avril, 1924.

Le procureur du demandeur,
L.-A. LEDUC.
1629-14-5

Hull, 1er avril 1924.

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 531.—Dame Lena Deslauriers, de Avoca, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Robert E. Smythe, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Robert E. Smythe, absent en lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de mars 1924.

Sainte-Scholastique, 10 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
J.-A.-C. ETHIER.
1329-11-2

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Hull. In the Superior Court, No. 7300. Octave Emery, cook, of the City and District of Hull, plaintiff; vs Dame Luvina Amyot, formerly of the City and District of Hull, but now of parts unknown, wife of said plaintiff; and the latter for the purpose of authorizing his said wife, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this cause, the 1st day of April, 1924.

L. A. LEDUC,
Attorney for plaintiff.
1630-14-5

Hull, 1st April, 1924.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 531.—Dame Lena Deslauriers, of Avoca, district of Terrebonne, wife common as to property of Robert E. Smythe, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Robert E. Smythe, of parts unknown, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause the 10th day of March, 1924.

Sainte Scholastique, March 10, 1924.

J. A. C. ETHIER,
Attorney for plaintiff.
1330-11-2

Assemblée

AVIS PUBLIC.

Une assemblée spéciale des actionnaires de la "Richelieu Bridge Company" sera tenue à la "Salle Empire", à Clarenceville, Qué., samedi, le 26 avril 1924, à deux heures de l'après-midi, pour ratifier un règlement passé par le conseil des directeurs, à une assemblée tenue à Lacolle, Qué., le 5 avril, re-dividendes.

Une assistance complète est requise.

Le secrétaire-trésorier,
H.-L. JOHNSON.

Noyan, Qué., 8 avril 1924. 1785-15-2

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Québec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 16 avril mil neuf cent vingt-quatre, à midi, pour élire deux administrateurs représentant les porteurs de garantie, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire dûment soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Par ordre du conseil d'administration.

Le secrétaire,
H. C. OSWALD.

Montréal, 1er mars 1924. 1507-13-3

Meeting

PUBLIC NOTICE.

A special meeting of the shareholders of the Richelieu Bridge Company will be held in "Empire Hall", Clarenceville, Que., on Saturday, April 26, 1924, at two o'clock in the afternoon, to ratify a By-law passed by the Board of Directors at a meeting held at Lacolle, Que., on April 5. Re dividends.

A full attendance is requested.

By order of the Board of Directors.

H. L. JOHNSON,
Secretary-Treasurer.

Noyan, Que., April 8, 1924. 1786-15-2

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, April 16th, one thousand nine hundred and twenty four, at 12 noon, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders, as required by the constitution of the Company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By order of the Board,

H. C. OSWALD,
Secretary.

Montreal, March 1st, 1924. 1508-13-3

Avis divers

Miscellaneous Notices

COPIE D'UNE RÉOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, A SA RÉUNION DU 31 MARS 1924.

Vu les articles 47 et 48 de la Loi des Liqueurs Alcooliques ;

Vu les rapports d'analyses faites par les analystes de la Commission des Liqueurs de Québec, à Québec, d'un échantillon des produits ci-après mentionnés ;

IL EST RÉSOLU COMME SUIT :

1. Que la Commission des Liqueurs de Québec établit par la présente que les produits suivants, à savoir :

Essence of Jamaica Ginger, par W. Brunet & Co., Ltd., 70 rue Laliberté, Québec ;

Jamaica Ginger, Concentrated, Extract No. 2, par Products "Moulin Economique", 1868 Bordeaux, Montréal ;

Imitation Banana Flavor, par Thew. T. Kawleigh Co. Ltd., London, Ont., ne sont pas des médicaments, au sens des articles 47 et 48 de la Loi des Liqueurs Alcooliques, mais sont des liqueurs alcooliques auxquelles la dite loi s'applique ;

2. Que la présente résolution soit publiée dans la *Gazette officielle de Québec* ;

3. Que la Commission des Liqueurs de Québec donne un avis à cet effet, conformément aux articles 47 et 48 de la dite loi, aux fabricants, aux agents en cette province des fabricants ou aux personnes qui ont acquis ces produits pour les revendre.

Vraie copie,

1745

Le secrétaire,

L. GIGUERE.

COPY OF A RESOLUTION PASSED BY THE QUEBEC LIQUOR COMMISSION, AT ITS MEETING OF THE 31ST OF MARCH, 1924.

Seeing articles 47 and 48 of The Alcoholic Liquor Act ;

Seeing the reports of analyses made by the analysts of The Quebec Liquor Commission, at Quebec, of samples of the products hereunder mentioned ;

IT IS RESOLVED AS FOLLOWS :

1. That The Quebec Liquor Commission establishes, by these presents, that the following products, to wit :

Essence of Jamaica Ginger, by W. Brunet & Co. Ltd., 70 Laliberté Street, Quebec ;

Jamaica Ginger, Concentrated, Extract No. 2, by Products "Moulin Economique", 1868 Bordeaux, Montreal ;

Imitation Banana Flavor, by Thew. T. Kawleigh Co. Ltd., London, Ont., are not medicines within the meaning of articles 47 and 48 of the Alcoholic Liquor Act, but are alcoholic liquors to which the said act applies ;

2. That the present resolution be published in the *Quebec Official Gazette* ;

3. That The Quebec Liquor Commission gives notice to that effect, pursuant to articles 47 and 48 of the said act, to the manufacturers, and to the agents in this Province of the manufacturers or to persons who have acquired such products to resell same.

A true copy,

1746

L. GIGUERE,

Secretary.

ERRATUM

Dans l'avis de vente par le shérif du district de Bedford, La Banque d'Hochelaga, vs Choinière, No 1349, à la page 925 de la Gazette Officielle de Québec du 15 mars 1924, et à la page 1122 du 5 avril 1924, version française seulement veuillez lire : "MARDI le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL", au lieu de "JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL". 1777

ERRATUM

In the notice for sale by the sheriff of the district of Bedford, the Hochelaga Bank vs Choinière, No. 1349, on page 925 of the Quebec Official Gazette of March 15, 1924, and on page 1122 of April 5, 1924, in the French version only, read "MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL", instead of "JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL". 1778

Minutes de notaire

Québec, le 21 mars 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lucien Baillargeon, notaire, de la ville de Huntingdon, même comté, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire I.-I. Grevier, en son vivant de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, ainsi que de partie du greffe de M. A.-R. Leduc, notaire, pratiquant actuellement dans la dite ville de Huntingdon.

Le sous-secrétaire de la province,
1513-13-5

C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, March 21, 1924.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr Lucien Baillargeon, notary, of the town of Huntingdon, same county, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary I. I. Grevier, in his lifetime of the parish of Saint Anicet, district of Beauharnois, as well as part of the records of Mr. A. R. Leduc, notary, now practicing in the said town of Huntingdon.

1514-13-5

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

Confirmation of titles

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 444. — *Ex parte*: Joseph-Mathias Desjardins, bourgeois, des cité et district de Montréal, Requéant.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne, un acte passé devant J.-E. Desjardins, notaire, le 22 février 1916, entre Joseph-Mathias Desjardins, cultivateur, de la paroisse de Saint-Janvier, et maintenant bourgeois, des cité et district de Montréal, et Dame Antonine Jérôme, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, et maintenant des cité et district de Montréal, étant un contrat de mariage entre les parties mentionnées, et contenant une donation de la part de Damase Desjardins, cultivateur, de la paroisse de Saint-Janvier, au dit réquéant en cette cause, de, entre autres:

"Un emplacement situé en la Côte Saint-Pierre, en la paroisse de Saint-Janvier, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Janvier; la dite partie du dit lot numéro vingt-neuf étant renfermée dans les limites suivantes: tenant devant au chemin public, derrière à un travers de roches, perches et piquets, qui se trouve en arrière de la grange construite sur cette partie de lot ou reste du dit lot No 29, d'un côté à Camille Gratton, représentant Joseph Labelle, et de l'autre côté au dit No 28—avec maison et autres bâties y érigées, et en la possession de Joseph-Mathias Desjardins comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit emplacement a été acquis par le dit Joseph-Mathias Desjardins, savoir: le 12 juillet 1916, sous le numéro 68,318, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 9 juin 1924, à 10.30 A. M., en la salle d'audience, au Palais de justice, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Sainte-Scholastique, 4 avril 1924.

Le protonotaire de la Cour supérieure
du district de Terrebonne,
1749—15-2 GRIGNON & FORTIER.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 444. — *Ex parte*: Joseph Mathias Desjardins, gentleman, of the city and district of Montreal, petitioner.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Terrebonne, a deed executed before J. E. Desjardins, notary, between Joseph Mathias Desjardins, farmer, of the parish of Saint Janvier, and now gentleman, of the city and district of Montreal, and Mrs. Antonine Jérôme, of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, and now of the city and district of Montreal, being a marriage contract between the parts mentioned, and containing a donation of Damase Desjardins, farmer, of the parish of Saint Janvier, to the petitioner in this above matter, viz:

"An emplacement situated at the Côte Saint Pierre, of the parish of Saint Janvier, known and designated as being part of (No 29) number twenty nine, of the official plan and reference book of the parish of Saint Janvier; the said part of No 29 being bounded as follows: to the front by the public road, to the back, bounded by a fence composed of rocks, perches and pickets, in the back of the barn erected on that part of lot or remaining of said lot No. 29; on one side by Camille Gratton, representing Joseph Labelle, and on the other side by No. 28—with a house and other buildings thereon erected and possessed by Joseph Mathias Desjardins, as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said emplacement was acquired by the said Joseph Mathias Desjardins, on the 12th of July, 1916, registered under No. 68,318 at the Registrar's Office of the district of Terrebonne, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 9th of June, 1924, at 10.30 A. M., in the Court House, in the Town of Saint Jérôme, said district, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Sainte Scholastique, April 4, 1924.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary Superior Court of the
1750—15-2 District of Terrebonne.

Société dissoute

Partnership dissolved

Province of Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 241. Alphonse Boulé, contre-maitre, demeurant au No 266 DeMontigny-Est, des cité et district de Montréal, réquéant; vs Joseph-Pierre Langelier, commis, des cité et district de Montréal, intimé.

Avis est par les présentes donné que par jugement rendu le 24ième jour de mars 1924, par l'honorable juge A. Bruneau, l'un des juges pour la Cour supérieure, pour le district de Montréal, la société en nom collectif ayant existé entre

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 241. Alphonse Boulé, foreman, living at 266 DeMontigny-East Street, of the city and district of Montreal, petitioner; vs Joseph Pierre Langelier, clerk, of the city and district of Montreal, defendant.

Notice is hereby given that according a judgment rendered in this case by Justice A. Bruneau, on the 24th of March, 1924, the partnership entered between the said Alphonse Boulé and Joseph Pierre Langelier, under the name of "The

ledit Alphonse Boulé et J.-P. Langelier, sous la raison sociale "The B. L. Shoe Trimming Company, Registered", a été dissoute et ledit L.-E. Potvin a été nommé liquidateur pour liquider les affaires de ladite société, conformément à la loi.

Toutes personnes ayant quelques réclamations à faire contre ladite société sont priées de produire ces réclamations entre les mains dudit L.-E. Potvin, à son bureau, 50 Notre-Dame-ouest, cité et district de Montréal.

Montréal, 31 mars 1924.

Le liquidateur,

L.-E. POTVIN.

Bureaux: 50 Notre-Dame-ouest, Montréal.
1783

B. L. Shoe Trimming Company, Registered", has been dissolved and that the undersigned L.-E. Potvin has been appointed liquidator to liquidate the affairs of the said partnership.

Any person having claims against the said partnership have to file their claims at the said liquidator's office, 50 Notre Dame West Street, in the city of Montreal.

Montreal, the 31st of March, 1924.

L. E. POTVIN,

Liquidator.

Offices: 50, Notre Dame West, Montreal.
1784

Soumissions

DEMANDE DE SOUMISSIONS.

La commission scolaire, section catholique, de la ville de Waterloo, Qué.

Des soumissions cachetées et scellées, adressées au secrétaire-trésorier de la commission scolaire catholique de la ville de Waterloo, Qué., seront reçues jusqu'à midi, mardi, le sixième jour du mois de mai prochain, pour l'achat de trente-cinq mille dollars (\$35,000) d'obligations de la commission scolaire catholique de la ville de Waterloo, datées du premier juillet 1924, et remboursables par différents montants d'année en année jusqu'à quarante ans, portant intérêt au taux de cinq et demi (5½%) l'an, payable semi-annuellement les premier janvier et juillet de chaque année, le capital et les intérêts de ces obligations sont payables à Montréal, Québec et Waterloo.

Le bureau de la dite commission scolaire catholique de Waterloo ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Waterloo, P. Q., 3 avril 1924.

Le secrétaire-trésorier,

1757—15-2 R.-R. BACHAND, N. P.

PROVINCE DE QUEBEC

CITE DE LEVIS

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Lévis recevra d'ici au vingtième jour d'Avril courant (1924), jusqu'à quatre heures P. M., au bureau du soussigné, Lionel Lemieux, greffier de la cité de Lévis, des soumissions écrites pour l'achat d'obligations de la dite cité de Lévis, au montant de \$18,300.00, émises en vertu du règlement No 243, tel qu'amendé et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, datées du premier juillet 1923, avec coupons d'intérêts, au taux de cinq et demi (5½%) par cent par an, payable semi-annuellement, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, aux bureaux de la Banque Nationale, Lévis, Québec ou Montréal.

Ces débentures seront remboursables par séries, annuellement, pendant une période de quarante années, tel qu'indiqué dans le tableau annexé au dit règlement, tel qu'amendé.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil de la cité de Lévis, qui aura lieu mardi, le 29 avril courant (1924), à 8 heures P. M.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant

Tenders

APPLICATION FOR TENDERS.

The Catholic School Commission of the Town of Waterloo, Que.

Sealed tenders addressed to the Secretary-Treasurer of the Catholic School Commission of the Town of Waterloo, Que., will be received until twelve o'clock noon of the sixth day of the month of May next, for the purchase of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), of bonds of the Catholic School Commission of the Town of Waterloo, dated the first of July, 1924, and redeemable in various amounts from year to year up to forty years, bearing interest at the rate of five and a half per cent, (5½%), payable semi-yearly the first days of January and July of each year, the capital and interests of these bonds being payable at Montreal, Quebec and Waterloo.

The Board of the said Catholic School Commission of Waterloo does not bind itself to accept the lowest or any of the tenders.

Waterloo, P. Q., April 3, 1924.

R. R. BACHAND, N. P.,

Secretary-Treasurer.

1758—15-2

PROVINCE OF QUEBEC

CITY OF LEVIS

Public notice is hereby given that the Council of the city of Lévis will receive from this date up to the twenty ninth day of April instant (1924) up to four o'clock P.M., at the office of the undersigned, Lionel Lemieux, clerk of the city of Lévis, written tenders for the purchase of debentures of the said city of Lévis, amounting to \$18,300.00, issued under by-law No. 243, as amended and approved by the Lieutenant-Governor in Council, dated the 1st of July, 1923, with interest coupons at the rate of five and a half (5½%) per cent per annum, payable semi-yearly the first days of January and July of each year, at the office of La Banque Nationale, at Lévis, Quebec, or Montreal.

These debentures are redeemable by series semi-yearly during a period of forty years, as shown in the schedule attached to the said by-law, as amended.

The said tenders shall be considered at a public meeting of the Council of the city of Lévis, which will be held on Tuesday, the 29 of April, instant, 1924, at 8 o'clock P. M.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount

de cet emprunt. Après l'adjudication, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

La Cité de Lévis ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à Lévis, ce 12 avril 1924.

Le Greffier de la Cité de Lévis,
LIONEL LEMIEUX.

1763

of such loan. After adjudication, the cheques of the unsuccessful tenderers shall be returned to them forthwith; that of the successful tenderer shall be returned to him after the execution of his contract.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the interests accrued on the debentures up to the time of their delivery.

The city of Lévis does not bind itself to accept any of the tenders.

Given at Lévis, this 12th of April, 1924.

LIONEL LEMIEUX,

Clerk of the city of Lévis.

1764

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Lambert, comté de Chambly, P. Q., recevront au bureau des soussignés, No 82 Avenue Lorne, Saint-Lambert, P. Q., jusqu'à 6 heures du soir, le premier jour de mai 1924, des soumissions scellées adressées aux soussignés (endossées: soumissions pour bons) pour l'achat d'une série de bons jusqu'au montant de \$100,000.00, autorisée à être émise en date du premier de février 1924, payables en vingt-neuf paiements annuels de \$3,300 chacun, commençant le premier février 1925, et la balance de \$4,300, le premier février 1954, portant intérêt au taux de 5½% par année, payable semi-annuellement le premier jour de février et le premier jour d'août de chaque année; les bons seront émis en dénominations de \$100.00 ou multiples de \$100.00 et, à ces coupons, seront attachés des coupons représentant les paiements semi-annuels de l'intérêt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la valeur au pair des bons, et chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend, ou non, l'intérêt accru jusqu'au moment de leur livraison. La plus haute, pas plus qu'aucune des soumissions, ne sera pas nécessairement acceptée.

Ces soumissions seront prises en considération à une assemblée de commissaires d'écoles qui sera tenue à leur bureau, dans la cité de Saint-Lambert, le premier jour de mai 1924, à huit heures du soir.

Des détails complets au sujet de cette émission peuvent être obtenus du soussigné.

Saint-Lambert, huitième jour d'avril 1924.
Par ordre des Commissaires d'écoles.

Le secrétaire-trésorier,

JOHN H. HORSFALL.

1765

Public notice is hereby given that the school Commissioners for the municipality of Saint Lambert, in the county of Chambly, P. Q., will receive at the office of the undersigned, No 82 Lorne Avenue, Saint Lambert, P. Q., until 6 o'clock in the afternoon, on the 1st day of May, 1924, sealed tenders addressed to the undersigned (endorsed: Tender for Bonds) for the purchase of serial bonds aggregating \$100,000, authorized to be issued, dated the 1st day of February, 1924, payable in twenty nine yearly instalments of \$3,300. each, commencing 1st February, 1925, and the balance of \$4,300., on 1st February, 1954, bearing interest at the rate of five and one half per cent per annum, payable half yearly on the 1st day of February, and the 1st day of August in each year, the bonds to be issued in denominations of \$100.00 or multiples thereof, and there shall be attached thereto interest coupons representing the semi-annual payments of interest.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the par value of the bonds and every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds up to the time of their delivery. The highest or any tender not necessarily accepted.

Tenders are to be taken into consideration at a meeting of the School Commissioners to be held at their office in the City of Saint Lambert, on the 1st day of May, 1924, at 8 o'clock in the evening. Full particulars of the issue may be had on application to the undersigned.

Saint Lambert, 8th day of April, 1924.

By order of the School Commissioners.

JOHN H. HORSFALL,

Secretary-Treasurer.

1766

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE LA VILLE DE CHICOUTIMI.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF CHICOUTIMI.

Avis public est par la présente donné que des soumissions cachetées, endossées "Soumissions pour débentures", seront reçues par le soussigné, jusqu'au 22 avril courant (1924), à quatre heures P. M., pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$65,000.00, souscrite par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi, datées du 1er mai 1924 et portant intérêt au taux de 5½% l'an payable semi-annuellement.

Cette émission a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 22 février 1924.

Les soumissions pourront être faites pour les deux modes d'emprunt suivants: (A) 5½% pour débentures remboursables en série de 1 à 30 ans.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Debentures", will be received by the undersigned until four o'clock P. M. of the 22nd day of April instant (1924), for the purchase of an issue of debentures amounting to \$65,000.00, issued by the School Commissioners for the municipality of the town of Chicoutimi, dated the 1st of May, 1924, and bearing interest at the rate of 5½% per annum payable semi-yearly.

This issue has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated the 22nd day of February, 1924.

Offers may be made for the two following modes of borrowing: (A) 5½% serial debentures maturing in 1 to 30 years. (B) 5½% serial debentures

(B) 5½% pour débetures remboursables en maturing in 1 to 10 years. The whole according
série de 1 à 10 ans. Le tout d'après les tableaux to the following tables:
ci-dessous:

Série de 30 ans

1er mai 1925.....	\$ 500.00
1er mai 1926.....	1,000.00
1er mai 1927.....	1,000.00
1er mai 1928.....	1,000.00
1er mai 1929.....	1,500.00
1er mai 1930.....	1,000.00
1er mai 1931.....	1,500.00
1er mai 1932.....	1,000.00
1er mai 1933.....	1,500.00
1er mai 1934.....	1,500.00
1er mai 1935.....	1,500.00
1er mai 1936.....	1,500.00
1er mai 1937.....	2,000.00
1er mai 1938.....	2,000.00
1er mai 1939.....	2,000.00
1er mai 1940.....	2,000.00
1er mai 1941.....	2,000.00
1er mai 1942.....	2,000.00
1er mai 1943.....	2,500.00
1er mai 1944.....	2,500.00
1er mai 1945.....	2,500.00
1er mai 1946.....	3,000.00
1er mai 1947.....	3,000.00
1er mai 1948.....	3,000.00
1er mai 1949.....	3,500.00
1er mai 1950.....	3,500.00
1er mai 1951.....	3,500.00
1er mai 1952.....	3,500.00
1er mai 1953.....	4,000.00
1er mai 1954.....	4,000.00

Série de 10 ans

1er mai 1925.....	\$ 500.00
1er mai 1926.....	1,000.00
1er mai 1927.....	1,000.00
1er mai 1928.....	1,000.00
1er mai 1929.....	1,500.00
1er mai 1930.....	1,000.00
1er mai 1931.....	1,500.00
1er mai 1932.....	1,000.00
1er mai 1933.....	1,500.00
1er mai 1934.....	55,000.00

30 years serial debentures

1st May, 1925.....	\$ 500.00
1st May, 1926.....	1,000.00
1st May, 1927.....	1,000.00
1st May, 1928.....	1,000.00
1st May, 1929.....	1,500.00
1st May, 1930.....	1,000.00
1st May, 1931.....	1,500.00
1st May, 1932.....	1,000.00
1st May, 1933.....	1,500.00
1st May, 1934.....	1,500.00
1st May, 1935.....	1,500.00
1st May, 1936.....	1,500.00
1st May, 1937.....	2,000.00
1st May, 1938.....	2,000.00
1st May, 1939.....	2,000.00
1st May, 1940.....	2,000.00
1st May, 1941.....	2,000.00
1st May, 1942.....	2,000.00
1st May, 1943.....	2,500.00
1st May, 1944.....	2,500.00
1st May, 1945.....	2,500.00
1st May, 1946.....	3,000.00
1st May, 1947.....	3,000.00
1st May, 1948.....	3,000.00
1st May, 1949.....	3,500.00
1st May, 1950.....	3,500.00
1st May, 1951.....	3,500.00
1st May, 1952.....	3,500.00
1st May, 1953.....	4,000.00
1st May, 1954.....	4,000.00

10 years serial debentures

1st May, 1925.....	\$ 500.00
1st May, 1926.....	1,000.00
1st May, 1927.....	1,000.00
1st May, 1928.....	1,000.00
1st May, 1929.....	1,500.00
1st May, 1930.....	1,000.00
1st May, 1931.....	1,500.00
1st May, 1932.....	1,000.00
1st May, 1933.....	1,500.00
1st May, 1934.....	55,000.00

Ces débetures seront émises en dénominations de \$500.00 chacune, et seront payables ainsi que les intérêts au bureau de la Banque Molson, à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus sur les débetures au moment de leur livraison seront payés en outre du prix offert.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté représentant un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les commissaires d'écoles ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, 1er avril 1924.

Le secrétaire-trésorier,
1637-14-2 J.-ERN. BLACKBURN.

These debentures are issued in denominations of \$500.00 each and are payable with the interests at the offices of the Molson's Bank, at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

Every tender must specify that the accrued interests on the debentures at the time of their delivery shall be paid in addition to the price offered.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque representing one per cent (1%) of the amount of the loan. The cheque of the successful tenderer shall be remitted to him after the execution of his contract.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.
Chicoutimi, April 1st, 1924.

J. ERN. BLACKBURN,
1638-14-2 Secretary-Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec,

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 14, 1924, all unclaimed

mercredi, le 14 mai 1924, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

Le vice-président et gérant-général,
1613—14-6 T. E. McDONNELL.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1614—14-6

À CEUX QUE LES PRÉSENTES CONCERNENT:—Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le 28ième jour de février 1923, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Île-du-Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie Walter M. Kearns, 346 rue de l'Université, Montréal, province de Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le SIXIEME jour de MAI 1924, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce dixième jour de mars 1924.

Canadian National Express,
Montréal, Qué.,
L'Assistant gérant général,
1323—11-6 W. C. MUIR.

TO WHOM IT MAY CONCERN:—Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty eighth of February, A. D. 1923, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New-Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University Street, Montreal, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, A. D., 1924, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this tenth day of March, 1924.

W. C. MUIR,
Assistant General Manager,
Canadian National Express, Montreal, Que.
1324—11-6

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Terrebonne.

Dans l'affaire de J.-B. Tassé, Enr. (Dame J.-B. Tassé et héritiers de David Tassé), Sainte-Scholastique, Qué., failli.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Scholastique, comme faisant partie du lot numéro cent quatre (104); contenant le dit emplacement environ un demi-arpent en superficie — avec maison, fonderie et autres bâties dessus érigées; tenant devant à la rue Saint-Vincent et à Félix Raymond ou représentants sur le dit No 104; d'un côté à une ruelle et au dit Félix Raymond sur le dit No 104; d'un autre côté à Olivier Bertrand, sur partie du No 104 et à un chemin de passage mitoyen; en arrière, par partie à la Belle Rivière et partie au No 108 dudit cadastre.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de la Cour de faillite No 1, conformément à la Loi 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, par. 4, lettre C, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, le MARDI, TREIZIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
VINCENT LAMARRE.
E. McNICOLL.

Bureaux: 83 rue Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 9 avril 1924.

1813—15-2

Sales—Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne.

In the matter of J. B. Tassé, Reg. (Mrs J. B. Tassé & Heirs of the late David Tassé), Sainte Scholastique, Que., debtor.

Public notice is hereby given that the immovable property described as follows:

An emplacement known and designated on the plan and book of reference of the parish of Sainte Scholastique, as forming part of lot number one hundred and four (104), containing about one half arpent in superficies—with house, foundry and other buildings thereon erected; bounded in front by Saint Vincent St., and Félix Raymond on said No. 104; on one side by a lane and the said Félix Raymond on part of said No. 104; on the other side by Olivier Bertrand on part of said No. 104 and a *mitoyen* passage; in rear, part by la Belle Rivière and part by No 108 of said cadaster.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court in Bankruptcy, division No. 1, according to the Act 9-10 Geo. V, ch. 36, art. 20, par. 4, letter C, having the effects of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
E. McNICOLL,
Trustees.

Office: 83 Craig Street West, Montreal.
Montreal, 9th April, 1924.

1814—15-2

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Dans l'affaire de Narcisse-Edgar Gariépy et Aldège Cabana, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Gariépy & Cabana, faillis, La Patrie, Québec.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Un terrain situé au Canton Ditton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le Canton de Ditton comme étant partie du lot numéro cent soixante et onze (171) du dit Canton, mesurant soixante-sept pieds de front, deux cent vingt-cinq pieds dans la ligne ouest, cinquante-quatre pieds en arrière et cent soixante-quinze pieds dans la ligne est; borné comme suit: en front par le chemin public, en arrière par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau, d'un côté à l'ouest par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana et de l'autre côté à l'est partie par le chemin d'Emberton à Scotstown et partie par le lot No 170 appartenant à Thomas Ricard ou représentant. Ce terrain étant l'emplacement du magasin actuellement détruit par le feu.

2. Partie du dit lot cent soixante et onze (171), des dits plan et livre de renvoi officiels dudit Canton de Ditton, mesurant cinquante-huit pieds de largeur, par deux cent vingt-cinq pieds de profondeur dans la ligne est et deux cent vingt-huit pieds dans la ligne ouest; borné en front par le chemin public, d'un côté à l'est par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana et de l'autre côté à l'ouest par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana, en arrière par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau—avec les bâtisses dessus construites.

3. Ces certains emplacements ou lots de terre sis et situés au dit Canton de Ditton et connus et désignés sur le plan du cadastre pour le dit Canton comme étant:

a. Partie dudit lot numéro cent soixante et onze (171) du dit Canton, mesurant quinze pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée en front par le chemin public, en arrière par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau, d'un côté à l'est par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana et de l'autre côté à l'ouest par partie du lot No 172 ci-après décrit.

b. Partie du lot numéro cent soixante-douze du dit Canton, mesurant trente-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée en front par le chemin public, en arrière et du côté ouest par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau et du côté est par partie dudit lot No 171 ci-dessus décrit en dernier lieu—avec bâtisses dessus construites ayant déjà servi de magasin.

4. Ce terrain situé au Canton Ditton étant partie du lot numéro cent soixante-quatre (164) des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Ditton, mesurant soixante-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins — avec bâtisses dessus construites; borné en front par le chemin public, à l'ouest par partie du même lot appartenant à Léon Lacasse, au nord et à l'est par partie du même lot appartenant à Louis Côté, avec droit de passage sur cette partie dudit lot No 164 appartenant à Louis Côté ou représentant, située immédiatement à l'est de l'emplacement ci-dessus décrit, mesurant, le dit passage, seize pieds de largeur par toute la profondeur de l'emplacement ci-dessus décrit, avec entretien à frais commun entre les propriétaires adjacents.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. In the matter of Narcisse Edgar Gariépy and Aldège Cabana, carrying on business under the firm name and style of Gariépy & Cabana, bankrupts, La Patrie, Que.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A lot of land situate in the township of Ditton, known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Ditton as being part of the lot number one hundred and seventy one (171) of said township, measuring sixty seven feet in front, two hundred and twenty five feet in the west line, fifty four feet in rear and one hundred and seventy five feet in the east line, bounded as follows: in front by the public road, in rear by part of the same lot belonging to Sophie Brosseau, on one side to the west by part of the same lot belonging to Gariépy & Cabana and on the other side to the east partly by the road from Emberton to Scotstown and partly by lot No. 170 belonging to Thomas Ricard or representative. This lot of land being the emplacement of the store now burnt down.

2. Part of the said lot number one hundred and seventy one (171) of said official plan and book of reference of said township of Ditton, measuring fifty eight feet in width by two hundred and twenty five feet in depth in the east line and two hundred and twenty eight feet in the west line; bounded in front by the public road, on one side to the east by part of the same lot belonging to Gariépy & Cabana and on the other side to the west by part of same lot belonging to Gariépy & Cabana, in rear by part of the same lot belonging to Sophie Brosseau—with the buildings thereon erected.

3. These certain emplacements or lots of land lying and situated at the said township of Ditton, and known and designated on the cadastral plan for the said township as being:

a. Part of said lot number one hundred and seventy one (171) of said township, measuring fifteen feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by the public road, in rear by part of same lot belonging to Sophie Brosseau, on one side to the east by part of the same lot belonging to Gariépy & Cabana and on the other to the west by that part of lot No. 172 hereunder described;

b. Part of lot number one hundred and seventy two (172) of said township, measuring thirty five feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by the public road, in rear and on the west side by part of the same lot belonging to Sophie Brosseau and on the east side by that part of lot No. 171 lastly hereabove described—with the buildings thereon erected formerly used as a store.

4. That certain lot of land situate in the township of Ditton, being part of lot number one hundred and sixty four (No. 164) of the official plan and book of reference of the township of Ditton, measuring sixty six feet in width by one hundred and ninety five feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected; bounded in front by the public road, to the west by part of the same lot belonging to Léon Lacasse, to the north and east by part of the same lot belonging to Louis Côté, with a right of passage over that part of said lot No. 164 belonging to Louis Côté or representative, lying immediately to the east of the emplacement herein described, measuring, the said passage, sixteen feet in width by all the depth of the emplacement herein described, the maintenance of said passage being at the common expense of neighboring proprietors.

Seront vendus conformément à la Loi 9-10 Geo. V, Chap. 36, Art. 20, Paragraphe 3A-B, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de La Patrie, district de Saint-François, le SAMEDI le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

VINCENT LAMARRE.

Bureaux: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 9 avril 1924.

1815-15-2

Sous la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, No 11.—Dans l'affaire de Laval Spring & Mineral Water Co., Ltd., en liquidation.

Avis est par les présentes donné que le DEUXIEME jour de MAI 1924, à TROIS heures de l'après-midi, seront vendus au bureau du registraire, à Ste-Rose, les immeubles suivants, savoir:

Les lots de terre numéros quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent deux, cent soixante-quinze, cent soixante-seize, cent soixante-dix-sept, cent soixante-dix-huit, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq, (255-96-97-98-99-100-101-102-175-176-177-178-179-180-181), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, contenant, chacun des dits lots, vingt-quatre pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une bâtisse et dépendances dessus construites ainsi que la source d'eau minérale qui s'y trouve.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles au bureau du syndic.

Cette vente est faite conformément à un jugement de l'honorable juge Coderre, rendu le deuxième jour de mars 1924, et il sera donné à la dite vente l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Le liquidateur,
HERMAS PERRAS.

Bureau de Prevost & Perras,
50, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal.
1557-13-2

Will be sold pursuant to the Act 9-10 Geo. V, Chap. 36, Art. 20, Paragraph 3A-B, having the effects of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of La Patrie, district of Saint Francis, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Terms of payment: 20% cash and the balance within three days.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Authorized Trustee.

Offices: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, April 9, 1924.

1816-15-2

Under the Winding-up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 11.—In the matter of Laval Spring & Mineral Water Co., Ltd., in liquidation.

Notice is hereby given that on the SECOND day of MAY, 1924, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold at the office of the registrar, at Ste Rose, the following immovables, to wit:

The lots of land numbers ninety six, ninety seven, ninety eight, ninety nine, one hundred, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and seventy five, one hundred and seventy six, one hundred and seventy seven, one hundred and seventy eight, one hundred and seventy nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty one, of the official subdivision of lot number two hundred and fifty five, (255-96-97-98-99-100-101-102-175-176-177-178-179-180-181), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, each of said lots measuring twenty four feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with and also with the mineral water spring thereon, the building and dependencies thereon erected.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at the office of the trustee.

This sale is made pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, rendered the second day of March, 1924, and the said sale shall be given the same effects as a sheriff's sale.

Terms: Cash.

HERMAS PERRAS,
Liquidator.

Office of Prevost & Perras,
50 Notre Dame Street West, Montreal.
1558-13-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 412. } FRANÇOIS BOUTIN, journalier,
de Privat, district d'Abitibi, demandeur; contre LUDGER RAMSAY, du même lieu, défendeur, à savoir:

4

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 412. } FRANÇOIS BOUTIN, laborer, of Privat, district of Abitibi, plaintiff; against LUDGER RAMSAY, of the same place, defendant, to wit:

Les droits que peut avoir le dit défendeur sur le lot de terre portant le numéro (46) quarante-six, du rang numéro (2) deux, du canton Privat, décrit comme tel au plan d'arpentage du département des Terres et Forêts—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Privat susdit, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.
Bureau du shérif,
Amos, 7 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1767—15-2

The rights which the said defendant may have on the lot bearing the number forty six (46) of range two (2), of the township of Privat, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Privat aforesaid, the FOURTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.
Sheriff's office,
Amos, April 7, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1768—15-2

Cour de Magistrat.—District de Québec.

No 6591. } J.-A. LALANDE, autrefois de
Macamic et maintenant de
La Sarre, dans le district d'Abitibi, demandeur;
contre HENRI GAUTHIER, de La Reine, dit
district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

1. Un lopin de terre désigné au plan d'arpentage du ministère des Terres et Forêts de Québec, comme étant la partie nord du lot numéro un (1), situé au nord de la rivière La Reine, dans le rang cinq (V), du canton Desmaloises—avec bâtisses, circonstances et dépendances;

2. Un lopin de terre désigné au plan d'arpentage du ministère des Terres et Forêts de Québec, comme étant la partie nord du lot numéro deux (2), situé au nord de la rivière La Reine, dans le rang cinq (V) du canton Desmaloises—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de La Reine, dit district d'Abitibi, le SEIZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.
Bureau du shérif,
Amos, 7 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1769—15-2

Magistrate's Court.—District of Quebec.

No. 6591. } J. A. LALANDE, heretofore of
Macamic and now of La
Sarre, in the district of Abitibi, plaintiff; against
HENRI GAUTHIER, of La Reine, said district
of Abitibi, defendant, to wit:

1. A lot of land designated on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec, as being the north part of the lot number one (1), lying to the north of the river La Reine, in the fifth (5) range of the township of Desmaloises—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

2. A lot of land designated on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec, as being the north part of the lot number two (2) lying to the north of the river La Reine, in the fifth (5) range of the township of Desmaloises—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of La Reine, said district of Abitibi, the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.
Sheriff's office,
Amos, April 7, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1770—15-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Richelieu.
Arthabaska, à savoir: } DAME SOPHIE
No 7313. } GILL, demande-
resse; vs PHILIPPE PARENT, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La moitié sud-est du lot No 777 du cadastre officiel du canton de Durham, contenant environ cent acres de terre en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-d'Arc, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain (1924), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.
Bureau du shérif,
Arthabaska, 17 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1421—12-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.
Arthabaska, to wit: } DAME SOPHIE GILL,
No. 7313. } plaintiff; vs PHILIPPE PARENT, defendant.

As belonging to said defendant:

The southeast half of lot No. 777 of the official plan and book of reference for the Township of Durham, containing about one hundred acres of land in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Jeanne d'Arc, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next (1924), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.
Sheriff's office,
Arthabaska, 17th of March, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1422—12-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **LA CORPORATION DE**
 No 7778. } **SAINTE-ROSE**, deman-
 deresse; contre **ROSIAS TANGUAY ET VIR**, dé-
 fendeurs.

Le lot numéro quatre-vingt (80), du cadastre pour le premier rang du canton de Ware—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose, le TREIZIÈME jour de MAI prochain, 1924, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT.**

Saint-Joseph, Beauce, 8 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1771—15-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **LA CORPORATION DE**
 No. 7778. } **SAINTE ROSE**,
 plaintiff; against **ROSIAS TANGUAY ET VIR**,
 defendants.

The lot number eighty (80), of the cadastre for the first range of the township of Ware—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Rose, the THIRTEENTH day of MAY next, 1924, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office

Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, April 8, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1772—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **JOSEPH-M. FORTIER**, de-
 No 6214. } mandeur; contre **AIME**
TANGUAY, défendeur.

La moitié nord-ouest du lot numéro trente-sept (37) du cadastre officiel pour le rang cinq du canton Langevin, contenant quatre-vingt-douze acres en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Justine, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT.**

Saint-Joseph, Beauce, 17 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]

1437—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **JOSEPH M. FORTIER**,
 No. 6214. } plaintiff; against **AIME**
TANGUAY, defendant.

The northwest half of lot number thirty seven (37) of the official cadastre for the fifth range of the township of Langevin, containing ninety two acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Sainte Justine, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, March 17, 1924.

[First publication, March 22, 1924]

1438—12-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } **JEAN - BAPTISTE**
 District de Beauharnois, } **LEFEBVRE**, de-
 No 4768, à savoir: } mandeur; vs **ARIS-**
TIDE POUPART ET AL., défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Aristide Poupard, de la Cité de Montréal.

Une terre portant le numéro cent quarante-six (146) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, de laquelle a été détachée la paroisse de Sainte-Clothilde; bornée au nord-est et au nord-ouest par des chemins publics et le No 145; vers le sud-est par un chemin public, et vers le sud-ouest par le lot No 144; de figure irrégulière et contenant en superficie quatre-vingt-dix-huit arpents et cinquante perches.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, le VINGT TROISIÈME jour d'AVRIL prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **L.-O. THISDALE.**

Salaberry-de-Valleyfield, 18 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]

1439—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } **JEAN - BAPTISTE**
 District of Beauharnois, } **LEFEBVRE**,
 No. 4768, to wit: } plaintiff; vs **ARISTI-**
DE POUPART, ET AL., defendants.

Seized as belonging to the said defendant Aristide Poupard, of the city of Montreal.

A farm bearing the number one hundred and forty six (146), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Jean Chrysostôme, from which has been detached the parish of Sainte Clothilde; bounded to the northeast and to the northwest by public roads and No.145; to the southeast by a public road and to the southwest by the lot No. 144, of irregular figure and containing in superficies ninety eight arpents and fifty perches.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Clothilde, the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, March 18, 1924.

[First publication, March 22, 1924]

1440—12-2

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH WEANER, No 8746. } journalier, de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, demandeur; contre JOSEPH MORISSETTE, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au demandeur le dit Joseph Weaner, l'immeuble ci-après désigné, savoir:

Un lopin de terre ou emplacement situé en le village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, de figure irrégulière, formant partie du lot numéro cent trois (ptie No 103) au cadastre officiel du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, dans le premier rang ouest du canton Tremblay, lequel terrain mesure environ cinquante-trois pieds de largeur du Sud au Nord, sur environ cent vingt-cinq pieds de profondeur de l'Est à l'Ouest, et est compris dans les bornes suivantes: vers le Sud par le terrain de Monsieur Joseph Dubé, vers l'Ouest par la route Sainte-Marie ou chemin public, vers le Nord et vers l'Est par le résidu du dit lot numéro cent trois (No 103) appartenant à Louis Boucher; la ligne Nord du terrain maintenant décrit, étant parallèle à la ligne Sud du terrain ou emplacement de Aquilas et Oscar Tremblay ou représentants, et distante vers le Sud de dix-sept pieds de cette ligne—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, LUNDI, le DOUZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 7 avril 1924.
[Première publication, le 12 avril 1924]
1773—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH WEANER, la- No 8746. } borer, of Sainte Anne de Chicoutimi, plaintiff; against JOSEPH MORISSETTE, of the same place, defendant.

As belonging to the plaintiff, the said Joseph Weaner, the immovable hereunder described, to wit:

A parcel of land or emplacement situate in the village of Sainte Anne de Chicoutimi, of irregular figure, forming part of the lot number one hundred and three (pt. No. 103) on the official cadastre of the village of Sainte Anne de Chicoutimi, in the first west range of the township of Tremblay, which parcel of land measures about fifty three feet in width from south to north, by about one hundred and twenty five feet in depth from east to west and being contained within the following boundaries: to the south by the land of Mr. Joseph Dubé, to the west by Saint Mary's Road or public highway, to the north and to the east by the residue of the said lot number one hundred and three (No. 103) belonging to Louis Boucher, the north line of the land now described, being parallel to the south line of the land or emplacement of Aquilas and Oscar Tremblay, or representatives, and seventeen feet distant south of this line—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte Anne de Chicoutimi, on MONDAY, the TWELFTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, April 7, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1774—15-2

GASPÉ

GASPE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé, à New Carlisle.

Province de Québec, } WILLIAM I. CA-
District de Gaspé. } TES, dentiste,
Comté de Bonaventure. } Petit-Cascapédia, com-
No 3635. } té de Bonaventure, dis-
trict de Gaspé, demandeur; contre les biens et effets et les terrains et propriétés de PIERRE-DENIS ROBICHAUD, ci-devant de Petit-Cascapédia et maintenant en des lieux inconnus, défendeur; et demoiselle Marie Lambert, ci-devant de New-Richmond et maintenant résidant en la cité de Québec, fille majeure usant de ses droits, tiers-saisie.

Ce certain lot de terre situé dans le premier rang de New-Richmond, dans la paroisse des Saints-Anges-Gardiens-de-Cascapédia, formant partie du lot cent neuf (109), du cadastre officiel du dit canton, contenant cent (100) pieds de front le long du chemin, par soixante pieds de profondeur; borné à l'ouest par le chemin, et, sur les trois autres côtés, par le terrain appartenant à Alexandre Cyr, tel que le tout apparaît actuellement—avec la maison et toutes les autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu JEUDI, le VINGT-DEUX-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Gaspé, at New Carlisle.

Province of Québec, } WILLIAM I. CA-
District of Gaspé. } TES, dentist
County of Bonaventure } of Little Cascapédia,
No. 3635. } county of Bonaven-
ture, district of Gaspé, plaintiff; against the goods and chattels and the lands and tenements of PIERRE DENIS ROBICHAUD, formerly of Little Cascapédia and now in parts unknown, defendant; and Dlle Marie Lambert, formerly of New Richmond and now residing in the city of Québec, fille majeure et usant de ses droits, tiers-saisie.

That certain lot of land situate in the first range of the township of New Richmond, in the parish of Saints Anges Gardiens de Cascapédia, being part of the lot 109 (number one hundred and nine), of the official cadastre for the said township, containing one hundred (100) feet in front along the road, by sixty feet in depth; bounded to the west by the road, and on the three other sides by the land belonging to Alexandre Cyr, as the whole now subsists—with the house and all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY, the TWENTY

IEME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre, à la porte de l'église des Saints-Anges-Gardiens à Cascapédia, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, E. W. SHEPPARD.
New Carlisle, 5 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1775—15-2

SECOND day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at the parish church door of Saints Anges Gardiens de Cascapédia, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
New Carlisle, April 5, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1776—15-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } G EDEON BEAU-
No 171. } NOYERS, deman-
deur; contre EMILE MILLETTE, défendeur.
Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, connu sous le numéro cent soixante-dix-neuf (No 179) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand—avec une maison et autres bâtisses y érigées; à distraire du dit lot de terre, une lisière de terre de soixante pieds de largeur à travers le dit terrain, pour la construction du chemin de fer Quebec Southern, à l'endroit où le tracé a été fait et suivant le plan du dit embranchement de chemin de fer.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, le QUATORZIEME jour de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 8 avril 1924. 1791—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } G EDEON BEAU-
No 171. } NOYERS, plaintiff;
against EMILE MILLETTE, defendant.
Seized as belonging to the said defendant:

A parcel of land in the parish of Saint Grégoire le Grand, district of Iberville, known under the number one hundred and seventy nine (No. 179) of the official cadastre of the said parish of Saint Grégoire le Grand—with a house and other buildings thereon erected; to be deducted from the said lot or land, a strip of land of sixty feet in width across the said parcel of land, for the construction of the Quebec Southern Railway, at the place where the right of way of the said railway was laid out and according to the plan of the said railway branch line.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Grégoire le Grand, district of Iberville, the FOURTEENTH day of May next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, April 8, 1924. 1792—15-2
[First publication, April 12, 1924]

JOLIETTE

Cour supérieure.
Province de Québec, } ROMEO TURGEON,
District de Joliette. } médecin, de la pa-
No 399. } roisse de Saint-Jean-de-
Matha, dans le district de Joliette, demandeur; contre LES HERITIERS DE FEU NORBERT TESSIER, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, dans le district de Joliette, défendeurs.

Tous les droits, travaux, améliorations et droits quelconques que feu Norbert Tessier avait dans une terre située dans la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, dans le district de Joliette, connue et désignée comme étant le lot No 34, du deuxième rang du canton Masson, contenant environ cent acres en superficie d'après l'arpentage primitif du dit canton, le tout plus ou moins, et bornée comme suit: à un bout au chemin public, à l'autre bout au cordon entre les premier et second rangs du canton Masson, d'un côté par le lot No 33 appartenant à Joseph Rondeau, fils, et de l'autre côté par le lot No 35 appartenant à Félix Fréchette—avec maison et autres dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, MERCREDI,

Superior Court.
Province of Quebec, } ROMEO TURGEON,
District of Joliette. } physician, of the
No 399. } parish of Saint Jean de
Matha, in the district of Joliette, plaintiff; against THE HEIRS OF THE LATE NORBERT TESSIER, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Ignace du Lac, in the district of Joliette, defendants.

All the rights, works, improvements and rights whatsoever which the late Norbert Tessier had on a land situate in the parish of Saint Ignace du Lac, in the district of Joliette, known and designated as being the lot No. 34 of the second range of the township of Masson, containing about one hundred acres in superficies, according to the original survey of the said township, the whole more or less, and bounded as follows: at one end by the public road, at the other end by the line of division between the first and second range of the township of Masson, on one side by the lot No. 33, belonging to Joseph Rondeau, Junior, and on the other side by the lot No. 35, belonging to Félix Fréchette—with the house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Ignace du Lac, on WEDNESDAY,

le QUATORZIEME jour de MAI 1924, à the FOURTEENTH day of MAY, 1924, at
ONZE heures de l'avant-midi. ELEVEN o'clock in the forenoon.

Le shérif, GEORGES DESROCHES, Sheriff's office, GEORGES DESROCHES, Sheriff.
Bureau du shérif, Joliette, 5 avril 1924. Joliette, April 5, 1924.
[Première publication, 12 avril 1924] [First publication, April 12, 1924]
1753—15-2 1754—15-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } A. BANQUE D'HOCHELAGA, corpo-
District de Joliette, } CHELAGA, corpo-
No 158. } ration légalement cons-
tituée ayant son principal bureau d'affaires en la
Cité et le district de Montréal, demanderesse; vs
ARSENE MIREAULT, de la paroisse de Saint-
Jacques, dans le district de Joliette, défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-
Jacques, rue Saint-Jacques, connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la
paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, sous le
No quatre cent quatre-vingt-huit (488)—avec
bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, le VINGT-
DEUXIEME jour du mois d'AVRIL 1924, à
DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, GEORGES DESROCHES, Sheriff's office, GEORGES DESROCHES, Sheriff.
Bureau du shérif, Joliette, ce 15 mars 1924. Joliette, March 15, 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924] [First publication, March 22, 1924]
1423—12-2 1424—12-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } EPHREM DUFRES-
District de Joliette, } NE, bourgeois, de
No 623. } la paroisse de Saint-
Liguori, dans le district de Joliette, demandeur;
vs ERNEST MARION, ci-devant du même lieu,
et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-
Liguori, dans le district de Joliette, connue et
désignée aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre de la dite paroisse, sous le No 4; de la
contenance de deux arpents et demi de largeur
sur quarante-quatre arpents de profondeur, le
tout plus au moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la
paroisse de Saint-Liguori, le JEUDI, le VINGT-
QUATRIEME jour du mois d'AVRIL 1924, à
DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, GEORGES DESROCHES, Sheriff's Office, GEORGES DESROCHES, Sheriff.
Bureau du shérif, Joliette, 17 mars 1924. Joliette, March 17, 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924] [First publication, March 22, 1924]
1441—12-2 1442—12-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure de Beauce.

Montmagny, à savoir: } NORBERT MORIN,
No 7645. } agent, Saint-Jo-
seph-de-Beauce, demandeur; contre ALFRED
FORTIN, de Saint-Camille, défendeur.

Un terrain ou emplacement faisant partie du
lot numéro dix-huit (18) du cadastre du sixième
(6) rang du canton Bellechasse; borné au nord à
la ligne du chemin de fer, au sud, à l'est et à l'ouest
à Ephrem Audet—avec bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

Un lot de terre étant le lot numéro quarante

Superior Court.

Province of Quebec, } THE HOCHELAGA
District of Joliette, } BANK, a body poli-
No. 158. } tic and corporate,
duly incorporated, having its head-office in the
city and district of Montreal, plaintiff; vs AR-
SENE MIREAULT, of the parish of Saint Jac-
ques, in the district of Joliette, defendant.

That certain emplacement situate in the village
of Saint Jacques, on Saint Jacques Street, known
and designated on the official cadastral plan and
book of reference of the parish of Saint Jacques
de l'Achigan, under the number four hundred
and eighty eight (488)—with the buildings there-
on erected.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint Jacques de l'Achigan, the
TWENTY SECOND day of the month of
APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES, Sheriff.
Sheriff's office, Joliette, March 15, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1424—12-2

Superior Court.

Province of Quebec, } EPHREM DUFRES-
District of Joliette, } NE, gentleman, of
No. 623. } the parish of Saint Li-
guori, in the district of Joliette, plaintiff; vs
ERNEST MARION, heretofore of the same place
and now of parts unknown, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Liguori,
in the district of Joliette, known and designated
on the official cadastral plan and book of refer-
ence of the said parish under No. 4, containing
two and a half arpents in width by forty four
arpents in depth, the whole more or less—with
the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint Liguori, on THURSDAY, the
TWENTY FOURTH day of the month of APRIL
1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, March 17, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1442—12-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Beauce.

Montmagny, to wit: } NORBERT MORIN,
No. 7645. } agent, Saint Joseph
de Beauce, plaintiff; against ALFRED FORTIN
of Saint Camille, defendant.

A lot of land or emplacement forming part of
lot number eighteen of the cadastre of the sixth
(6) range of the township of Bellechasse; bounded
to the north by the Railway, to the south, east
and west by Ephrem Audet—with the build-
ings thereon erected, circumstances and depen-
dencies.

A lot of land being lot number forty (40) of

(40) du rang sud-ouest, chemin Mailloux, du cadastre pour le dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Camille, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 9 avril 1924. 1793—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Beauce.

Montmagny, à savoir: } LOUIS MORIN, avo-
No 1618. } cat, de Saint-Jo-
seph-de-Beauce, demandeur; contre ARTHUR
LEBLOND, de Saint-Camille-de-Bellechasse,
défendeur.

Un emplacement contenant soixante pieds (60) de front sur un arpent de profondeur; tenant au sud au chemin public, au sud-ouest à Joseph Fournier et au nord-est à Théodore Morin, faisant partie du lot numéro dix-sept (17), sixième (6) rang du canton Bellechasse—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Camille, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 9 avril 1924. 1795—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure, Québec.

Montmagny, à savoir: } J.- EMILE PARADIS,
No 4067. } de la cité de Qué-
bec, employé civil, demandeur; contre JEAN
DUTIL, autrefois de Saint-Raphaël, comté de
Bellechasse, et actuellement de Nashua, défen-
deur.

Un terrain contenant environ deux arpents nord-est sud-ouest, sur une largeur d'environ deux arpents dans une partie et la largeur du grand chemin dans une autre partie; borné comme suit: au nord-est par la rivière, au sud par une clôture en droite ligne jusqu'à la rivière, faisant partie du lot de terre connu au cadastre du canton Buckland dans le dixième (10) rang nord-ouest sous le numéro un-A (No 1-A)—avec le moulin à farine, les tournants et mouvants, circonstances et dépendances; étant la partie de terrain réservée dans un acte de vente par F.-X. Côté à Joseph Boutin, passé devant P.-J. Ruel, notaire, avec le moulin à farine, la grange et tout le contenu, tel que le tout est actuellement, sans exception ni réserve et avec possession immédiate.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 17 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1425—12-2

the southwest range of Mailloux Road, of the cadastre for the said township—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint-Camille, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office,
Montmagny, April 9, 1924. 1794—15-2
[First publication, April 12, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit: } LOUIS MORIN, advo-
No 1618. } cate of Saint Joseph
de Beauce, plaintiff; against ARTHUR LE-
BLOND, of Saint Camille de Bellechasse, defend-
ant.

An emplacement containing sixty (60) feet in front by one arpent in depth; bounded to the south by the public road, to the southwest by Joseph Fournier and to the northeast by Théodore Morin, forming part of the lot number seventeen (17), sixth (6) range of the township of Bellechasse—with the buildings thereon and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint-Camille, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office,
Montmagny, April 9, 1924. 1796—15-2
[First publication, April 12, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court, Québec.

Montmagny, to wit: } J. EMILE PARADIS,
No 4067. } of the city of Québec,
civil employee, plaintiff; against JEAN DUTIL,
heretofore of Saint Raphael de Bellechasse, and
presently of Nashua, defendant.

A lot of land containing about two arpents from northeast to southwest by a width of about two arpents in one part and the width of the public road in another part; bounded as follows: to the northeast by the river, to the south by a fence running in a straight line up to the river, forming part of the lot of land known on the cadastre of the township of Buckland, in the tenth (10) northwest range, under the number one-A (No. 1-A)—with the flourmill, beltings and shaftings, circumstances and dependencies; being that part of the lot of land reserved in a deed of sale from F. X. Côté to Joseph Boutin, made before P. J. Ruel, notary, with the flourmill, the barn and contents thereof, as the whole presently subsists, without exception or reservation and with immediate possession.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame Auxiliatrice de Buckland, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of the month of APRIL (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office,
Montmagny, March 17, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1426—12-2

MONTREAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **RENE CHENEVERT**,
 No 4329. } avocat, des cité et du
 district de Montréal, demandeur; contre DAME
 ALBINA PROULX, épouse contractuellement
 séparée de biens de J.-A. Gagnon, médecin, pra-
 tiquant et résidant en les cité et district de Mont-
 réal, et ce dernier partie aux présentes tant per-
 sonnellement que pour autoriser sa dite épouse,
 défendeurs.

Comme appartenant au défendeur J.-A. Ga-
 gnon:

Un lot de terre sis et situé en la cité de Mont-
 réal, district de Montréal, ayant front sur la rue
 Saint-Hubert de la cite cité, connu et désigné
 comme étant le lot No 282, de la subdivision offi-
 cielle du lot originaire No 1203, aux plan et livre
 de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-
 Jacques, mesurant vingt-cinq pieds de front par
 cent vingt-neuf pieds de profondeur, mesure an-
 glaise, plus ou moins—avec droit de passage en
 commun avec tous les autres y ayant droit dans
 les ruelles desservant le dit lot et qui portent les
 numéros subdivisés 241a, 287a, 257, du lot officiel
 numéro douze cent trois (1203) du dit quartier—
 avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le QUINZIEME jour de MAI pro-
 chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 9 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1799—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **RENE CHENEVERT**,
 No. 4329. } advocate, of the city and
 district of Montreal, plaintiff; against DAME
 ALBINA PROUX, wife contractually separated
 as to property of J. A. Gagnon, physician, pra-
 ctising and residing in the city and district of Mon-
 treal, and the latter a party hereto both perso-
 nally and to authorize his said wife, defendants.

As belonging to the defendant, J. A. Gagnon:

A lot of land lying and situate in the city of
 Montreal, district of Montreal, fronting on Saint
 Hubert Street of said city, known and designated
 as being lot No. 282, of the official subdivision of
 original lot No. 1203, on the official cadastral plan
 and book of reference of Saint James Ward,
 measuring twenty five feet in front by one hun-
 dred and twenty nine feet in depth, English
 measure, and more or less—with the right of pas-
 sage in common with all others having rights
 therein in the lanes giving access to the said lot
 and bearing subdivided numbers 241 a, 287a,
 257, of official lot number twelve hundred and
 three (1203), of said Ward—with all the buildings
 thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN
 o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, April 9, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1800—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME LILY GRANS-**
 No 3122. } **BURY**, de la ville de
 Lachine, district de Montréal, épouse séparée de
 biens de Peter Meany, autrefois des cité et dis-
 trict de Montréal, et maintenant de lieux incon-
 nus, demanderesse; contre EUGENE COTE, de
 la cité de Verdun, en sa qualité de curateur au dit
 Peter Meany, interdit pour cause d'aliénation
 mentale, défendeur.

Un emplacement faisant front sur l'avenue ci-
 devant Rockland, actuellement Willibrords, en la
 cité de Verdun, se composant: 1. de la subdivi-
 sion No 19 du lot No 4656, des plan et livre de
 renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
 de Montréal (4656-19), contenant vingt-cinq
 pieds de largeur par 122 pieds de profondeur, me-
 sure anglaise, plus ou moins; 2. de la moitié de la
 subdivision No 20 du dit lot No 4656 (partie
 4656-20), des dits plan et livre de renvoi officiels,
 contenant douze pieds et demi de largeur par 122
 pieds de profondeur, mesure anglaise, et contiguë
 à la dite subdivision No 19; bornée en front par la
 dite rue Willibrords, en arrière par une ruelle,
 d'un côté par la dite subdivision No 19, de l'autre
 tre côté par le résidu de la dite subdivision No 20
 —le tout avec six flats y érigés et portant les nu-
 méros civiques 133 à 141, de la dite rue Willi-
 brords, en la cité de Verdun, district de Montréal.

Poyr être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME LILY GRANS-**
 No. 3122. } **BURY**, of the town of
 Lachine, district of Montreal, wife separate as to
 property of Peter Meany, heretofore of the city
 and district of Montreal, and now of parts un-
 known, plaintiff; against EUGENE COTE, of
 the city of Verdun, in his quality of curator to the
 said Peter Meany, interdicted for insanity, de-
 fendant.

An emplacement fronting on the old Rockland
 now Willibrords Avenue, in the city of Verdun,
 composed of: 1. Subdivision No. 19 of the lot No.
 4656 (4656-19), on the official plan and book of
 reference of the municipality of the parish of Mon-
 treal, containing twenty five feet in width by 122
 feet in depth, English measure, more or less;
 2. The half of subdivision No. 20 of said lot No.
 4656 (Pt. 4656-20), of said official plan and book
 of reference, containing twelve feet and a half in
 width by 122 feet in depth, English measure, and
 adjoining said subdivision No 19; bounded in front
 by the said Willibrords Street, in rear by a lane;
 on one side by said subdivision No 19, and on the
 other side by the residue of said subdivision No.
 20—the whole with six flats thereon erected and
 bearing civic numbers 133 to 141 of said Willi-
 brords Street, in the city of Verdun, district of
 Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 9 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1801—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) MAXIME BOURDEAU,
No 4348.) entrepreneur électricien, de Montréal, et y faisant affaires seul comme tel, sous la raison sociale de E. Marcoux & Frère, demandeur; contre LOUIS ROGER, défendeur.

Un certain emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Saint-André, dans le quartier Lafontaine, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quarante-trois de la subdivision officielle du numéro original douze cent sept (1207-43), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison à quatre étages et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 19 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1457—12-2

EX-PARTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 14162.) REAL, demanderesse; contre WILLIAM LUTSGARTEN, défendeur.

Un emplacement composé de quatre lots de terre situés dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue Mozart-Est, connus sous les numéros un et deux de la resubdivision du numéro onze cent vingt-quatre de la subdivision du numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, et des lots un et deux de la resubdivision du numéro onze cent vingt-cinq de la subdivision du numéro dix, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quinzième jour d'octobre dernier, aura lieu au même endroit, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur lors de son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 18 mars 1924.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 19 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1459—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) DAME JULIE DES-
No 2857.) JARDINS, épouse judiciairement séparée de biens de Jean-Baptiste Filiatreault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse;

the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, April 9, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1802—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) MAXIME BOURDEAU,
No. 4348.) electrical contractor, of Montreal, and there carrying on business alone as such, under the firm name of "E. Marcoux & Frère", plaintiff; against LOUIS ROGER, defendant.

That certain emplacement situate on southwest side of Saint André Street, in Lafontaine Ward, of the city of Montreal, known and designated under the number forty three of the official subdivision of original number twelve hundred and seven (1207-43), of the official plan and book of reference of Saint James Ward, of the city of Montreal, measuring twenty four feet in width by ninety six feet in depth, English measurements and more or less—with a four story house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 19, 1924.
[First published, March 22, 1924]
1458—12-2

EX-PARTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MON-
No. 14162.) TREAL, plaintiff; against WILLIAM LUTSGARTEN, defendant.

An emplacement composed of four lots of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Mozart Street East, known under the numbers one and two of the resubdivision of number eleven hundred and twenty four of the subdivision of number ten, of the official plan and book of reference of the incorporated village of the Côte Saint Louis, and of the lots one and two of the resubdivision of the number eleven hundred and twenty five of the subdivision of number ten, of the said plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable hereabove, formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, the fifteenth day of October last, will take place at the same place, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,200.00 shall be exacted from each and every bidder with his first offer or bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 18th day of March, 1924.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 19, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1460—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) DAME JULIE DESJAR-
No. 2857.) DINS, wife judicially separated as to property of Jean Baptiste Filiatreault, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; against J. B. FILIA-

contre J.-B. FILIATREAU, fils, défendeur,
et Téléphore Derome, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Rose; borné en front par le chemin public connu sous le nom de Côte-des-Perron, désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Rose, sous le No 401—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Montréal, 19 mars 1924.

[Première publication, 22 mars 1924]
1461—12-2

L.-J. LEMIEUX.

TREAU, Jr., defendant, and Téléphore Derome, curator to the surrender of property made herein.

A lot of land situate in the parish of Sainte Rose, fronting on the public road known under the name of "Côte des Perron", designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Rose, under the No. 401—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Rose, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, March 19, 1924.

[First publication, March 22, 1924]

Sheriff.

1462—12-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } GÉDEON BEAUCHE-
District de Nicolet, } MIN, demandeur;
No 425. vs JOSEPH JUTRAS,
défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, étant la moitié sud-ouest du lot numéro deux (2) de la concession sud-est du rang Saint-Patrice, maintenant la moitié sud-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184) du cadastre officiel du Comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults contenant un arpent et demi (1½) de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le chemin de la dite concession et la ligne seigneuriale, environ quatre arpents (4); bornée, la dite moitié, comme suit: En front au chemin public, en profondeur au canton de Wendover, d'un côté au reste du dit lot No cent quatre-vingt-quatre (184) et de l'autre côté au lot No cent quatre-vingt-cinq (185) du dit cadastre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, le DOUZIÈME jour de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, 5 avril 1924. 1755—15-2

[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } STEPHEN PROULX,
District de Nicolet, } demandeur; contre
No 415. JOS.-ISAIE LAFOND,
défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Perpétue, formant partie du lot numéro onze, dans le douzième rang du canton de Wendover, mesurant trois arpents de front sur la longueur du lot, soit environ trente arpents; joignant du côté sud-est à Eugène Beauchemin et du côté nord-ouest à Aimé Lafond, laquelle terre est désignée sous le numéro cinq cent cinquante (550), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour cette partie du canton de Wendover située dans les paroisses de Sainte-Perpétue et de Sainte-Brigitte-des-Saults—avec les bâtisses dessus construites.

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } GÉDEON BEAUCHE-
District of Nicolet, } MIN, plaintiff; vs
No. 425. JOSEPH JUTRAS, de-
fendant.

A farm situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults, being the southwest half of lot number two (2) of the southeast concession of Saint Patricks' range, now the southwest half of lot number one hundred and eighty four (184) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Brigitte des Saults, containing one arpent and a half (1½) in width by the depth there may be between the road of the said concession and the seigniorial line, about four (4) arpents; bounded the said half as follows: in front by the public road, in depth by the township of Wendover, on one side by the residue of said lot No. one hundred and eighty four (184) and on the other side by lot No. one hundred and eighty five (185) of said cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte Brigitte des Saults, county of Nicolet, the TWELFTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,

Sheriff's Office,

Nicolet, April 5, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

Sheriff.

1756—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } STEPHEN PROULX,
District of Nicolet, } plaintiff; against JOS.
No. 415. ISAIE LAFOND, de-
fendant.

A farm situate in the parish of Sainte Perpétue, forming part of the lot number eleven, in the twelfth range of the township of Wendover, measuring three arpents in front by the length of the lot, being about thirty arpents; bounded on the southeast side by Eugène Beauchemin, and on the northwest side by Aimé Lafond, the said farm being designated under number five hundred and fifty (550) of the official cadastre of the county of Nicolet, for that part of the township of Wendover situated in the parishes of Sainte Perpétue and Sainte Brigitte des Saults—with the buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Perpétue, comté de Nicolet, le SIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, 31 mars 1924.
[Première publication, 5 avril 1924]
1643—14-2

To be sold at the door of the church of Sainte Perpétue, county of Nicolet, the SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,
Sheriff's office,
Nicolet, March 31st, 1924.
[First publication, April 5, 1924]
1644—14-2

PONTIAC

Cour supérieure.

Province de Québec, } E M P I R E C R E A M
District de Pontiac, } S E P A R A T O R C O.,
No 2283. } LTD., demanderesse; vs
THOMAS FRASER ET AL, défendeurs.

Les lots numéros 35, 40, 41 et 42, dans le premier rang du canton de Guérin, dans le comté de Témiscamingue, appartenant au défendeur, Thomas Fraser—avec les bâtisses et dépendances lui appartenant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du canton Guérin, comté de Témiscamingue, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryon, Qué., 15 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1447—12-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Quebec, } E M P I R E C R E A M
District of Pontiac, } S E P A R A T O R C O.,
No. 2283. } LTD., plaintiff; vs THO-
MAS FRASER ET AL, defendants.

The lots Nos. 35, 40, 41 and 42, in the first range of the township of Guerin, in the County of Temiskaming, belonging to defendant Thomas Fraser—with the buildings and appurtenances thereonto belonging.

To be sold at the parish church door in the Township of Guerin, County of Temiskaming, on the TWENTY SECOND day of APRIL 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's Office,
Bryon, Que., March 15, 1924.
[First publication, the 22nd March, 1924]
1448—12-2

QUÉBEC

Québec, à savoir: } O. CHALIFOUR, Inc., corps
No 4012. } politique et incorporé,
des cité et district de Québec; contre FRANÇOIS COTE, de Québec.

La subdivision No 332 (trois cent trente-deux) du lot No 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de la cité de Québec, maintenant quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Luc—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente foncière de \$16.00, payable le 1er août de chaque année, à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 10 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
[Deuxième publication, 26 avril 1924]
1811—15-2

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } L A C I T E D E Q U E B E C,
No 1179. } contre JOSEPH BER-
NARD PETERS et ALBERT TH. PETERS,
tous deux de la cité de Québec, dans notre district de Québec, et DAME CLARA-ELIZABETH PETERS, veuve de Henry-J. Jeffrey, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et DAME CHARLOTTE PETERS, épouse dûment séparée de biens de Martial Chevalier, et

QUEBEC

Quebec, to wit: } O. CHALIFOUR, Inc., a
No. 4012. } body politic and cor-
porate, of the city and district of Quebec; against
FRANÇOIS COTE, of Quebec.

The subdivision No 332 (three hundred and thirty two) of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, of the city of Quebec, now Saint Sauveur Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Luc Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to a ground rent of \$16.00 payable the 1st of August of each year to the Hôpital du Sacré-Cœur de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's office,
Quebec, April 10, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
[Second publication, April 26, 1924]
1812—15-2

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } T H E C I T Y O F Q U E B E C,
No. 1179. } against JOSEPH BER-
NARD PETERS and ALBERT TH. PETERS,
both of the city of Quebec, in our district of Quebec, and DAME CLARA ELIZABETH PETERS, widow of Henry Jeffrey, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and DAME CHARLOTTE PETERS, wife duly separate as to property of Martial Chevalier, and the said

le dit MARTIAL CHEVALIER, mis en cause pour autoriser sa dite épouse, et DAME ADELAIDE PETERS, épouse de John-M. Russell, et et le dit JOHN-M. RUSSELL tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous de lieux inconnus.

1. Le lot No 733 (sept cent trente-trois) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Grant—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 802 (huit cent deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint Roch de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue de la Reine; borné à l'est par la rue Grant et mesurant 17 pieds de largeur sur la dite rue, au sud-est, à l'ouest par la balance du dit lot No 802 et au nord par le No 733 sur une longueur de soixante-sept pieds—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif,

Québec, 27 mars 1924.

[Première publication, 29 mars 1924]

[Deuxième publication, 12 avril 1924]

1573—13-2

E. AUGER.

MARTIAL CHEVALIER, a party hereto to authorize his said wife, and DAME ADELAIDE PETERS, wife of John M. Russell and the said JOHN M. RUSSELL, both personally and to authorize his said wife, all of parts unknown.

1. The lot No. 733 (seven hundred and thirty three) of the official cadastre for Saint Roch Ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on Grant Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 802 (eight hundred and two) of the official cadastre for Saint Roch Ward of the city of Quebec, being a piece of land situate on Queen Street; bounded to the east by Grant Street and measuring 17 feet in width on said street, to the southwest, to the west by the residue of said lot No. 802 and to the north by No. 733 for a length of sixty seven feet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's Office,

Quebec, March 27, 1924.

[First publication, March 29, 1924]

[Second publication, April 12, 1924]

1574—13-2

Deputy-Sheriff.

Quebec, à savoir: } OSCAR DROUIN et
No 4917. } HENRI-PAUL
DROUIN, tous deux avocats, de la cité de Québec, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Drouin & Drouin, avocats; contre EMILE ROY, du même lieu.

La huitième partie indivise du lot No 97 (quatre-vingt-dix-sept) du cadastre officiel du quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté nord de la rue Prince-Edouard—avec la maison dessus construite circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif,

Québec, 27 mars 1924.

[Première publication, le 29 mars 1924]

[Deuxième publication, le 12 avril 1924]

1575—13-2

E. AUGER.

Quebec, to wit: } OSCAR DROUIN, and
No. 4917. } HENRI - PAUL
DROUIN, both advocates, of the city of Quebec, and there carrying on business under the firm name and style of "Drouin & Drouin", advocates; against EMILE ROY, of the same place.

The undivided eighth part of the lot No. 97 (ninety seven) of the official cadastre of Saint Roch Ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on the north side of Prince-Edouard Street—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's Office,

Quebec, March 27, 1924.

[First publication, March 29, 1924]

[Second publication, April 12, 1924]

1576—13-2

Deputy-Sheriff.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LEON HAMEL, mar-
No 54. } chand, de Sainte-Aga-
the, comté de Lotbinière, contre JOSEPH LAPOINTE, du même lieu, à savoir:

1. Le lot No 339 (trois cent trente-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, étant un terrain situé en la dite paroisse de Sainte-Agathe—circonstances et dépendances.

2. Le lot No 385 (trois cent quatre-vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, comté de Lotbinière, étant un terrain situé en la paroisse de Sainte-Agathe—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 386 (trois cent quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, comté de Lotbinière, étant un terrain situé en la paroisse de Sainte-Agathe—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LEON HAMEL, merchant,
No. 54. } of Sainte Agathe, county
of Lotbinière, against JOSEPH LAPOINTE, of the same place, to wit:

1. The lots No. 339 (three hundred and thirty nine) of the official cadastre for the parish of Sainte Agathe, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the said parish of Sainte Agathe—circumstances and dependencies.

2. The lot No. 385 (three hundred and eighty five) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beauvillage, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the parish of Sainte Agathe—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 386 (three hundred and eighty six) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beauvillage, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the parish of Sainte Agathe—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Les lots Nos 385 et 386 (trois cent quatre-vingt-cinq et trois cent quatre-vingt-six) pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif,
Québec, le 27 mars 1924.
[Première publication, le 29 mars 1924]
[Deuxième publication, le 12 avril 1924]
1577—13-2

E. AUGER.

The lots Nos. 385 and 386 (three hundred and eighty five and three hundred and eighty six) to be sold *en bloc*.

To be sold at the door of the church of Sainte-Agathe, county of Lotbinière, the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,
Sheriff's Office,
Quebec, March 27, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
[Second publication, April 12, 1924]
1578—13-2

Deputy-Sheriff.

Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: } ANTOINE LEMIEUX,
No 1087. } avocat, de la Cité de
Québec, contre GUSTAVE GARANT, de la
cité de Québec.

Le lot No 811 (huit cent onze) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Richardson, contenant en superficie 1490 (mille quatre cent quatre-vingt-dix) pieds, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure—avec les bâtisses dessus construites et toutes les servitudes pouvant exister en faveur du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif,
Québec, le 27 mars 1924.
[Première publication, le 29 mars 1924]
[Deuxième publication, le 12 avril 1924]
1579—13-2

E. AUGER.

Magistrate's Court.

Quebec, to wit: } ANTOINE LEMIEUX,
No. 1078. } advocate, of the city of
Quebec, against GUSTAVE GARANT, of the
city of Quebec.

The lot No. 811 (eight hundred and eleven) on the official cadastre for Saint Roch Ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on the south side of Richardson Street, containing in superficies 1490 (one thousand four hundred and ninety feet), English measure, more or less, without warranty of measurements—with the buildings thereon erected and all the servitudes which may exist in favour of said lot.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,
Sheriff's office,
Quebec, March 27, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
[Second publication, April 12, 1924]
1580—13-2

Deputy-Sheriff.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } LOUIS-ZEPHIRIN MA-
No 9098. } GNAN, marchand, de
la ville et du district de Joliette; contre LIGUORI
OUELLETTE, de la paroisse de Saint-Barthé-
lémi, dans le district de Joliette.

La subdivision No 146 (cent quarante-six) du lot No. 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, maintenant quartier Saint-Sauveur de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Carillon—avec les deux maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif,
Québec, le 27 mars 1924.
[Première publication, le 29 mars 1924]
[Deuxième publication, le 12 avril 1924]
1581—13-2

E. AUGER.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } LOUIS ZEPHIRIN MA-
No. 9098. } GNAN, merchant, of the
town and district of Joliette; against LIGUORI
OUELLETTE, of the parish of Saint Barthélemi,
in the district of Joliette.

The subdivision No. 146 (one hundred and forty six) of the lot No. 2098 (two thousand ninety eight) on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, now Saint Sauveur Ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on Carillon Street—with the two houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,
Sheriff's Office,
Quebec, March 27, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
[Second publication, April 12, 1924]
1582—13-2

Deputy-Sheriff.

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } JOSEPH THEROUX,
District de Richelieu. } fils d'Alfred, cultiva-
No 7309. } teur, de Saint-Marcel,
district de Richelieu, demandeur; contre JAP-
PHET SYLVESTRE, ci-devant cultivateur, de
Saint-David, district de Richelieu, et actuelle-
ment de Woonsocket, Etat du Rhode Island, l'un
des Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } JOSEPH THEROUX,
District of Richelieu. } son of Alfred, farmer,
No. 7309. } of Saint Marcel, district
of Richelieu, plaintiff; against JAPHET SYL-
VESTRE, heretofore farmer, of Saint David,
district of Richelieu, and presently of Woonsocket,
State of Rhode Island, one of the United
States of America, defendant, to wit:

Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-David, sur la concession du second rang Saint-Michel, de la contenance de six arpents de largeur sur la dite concession et de cinq arpents de largeur à la profondeur de la dite concession, sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-David, sous les numéros neuf cent quarante-six et neuf cent quarante-sept (946 et 947); tenant devant au chemin de la dite concession et profondeur par la Pointe des Attacas, au coté nord-est par Joseph Laliberté, et de l'autre coté par Bruno Brouillard.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David, JEUDI, le QUINZIE-ME jour du mois de MAI prochain (1924), à MIDI.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif,
Sorel, 7 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1803—15-2

That certain tract of land lying and situate in the parish of Saint David, in the concession of the second range of Saint Michel, containing six arpents in width on the said concession and five arpents in width at the depth of the said concession by twenty arpents in depth, more or less, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint David, under the numbers nine hundred and forty six and nine hundred and forty seven (946 and 947); bounded in front by the road of the said concession, in rear by the "Pointe des Attacas", on the northeast side by Joseph Laliberté and on the other side by Bruno Brouillard.

To be sold at the door of the church of Saint David, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of the month of MAY next (1924), at TWELVE o'clock noon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff.

Sheriffs' office,
Sorel, April 7, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1804—15-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **PIERRE PINEAU**,
No 9162. } navigateur, Ri-
mouski, vs LOUIS BELANGER, Saint-Valérien, savoir:

Le lot No quatre cent quatre-vingt-treize au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic, situé en la paroisse de Saint-Valérien—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Valérien, le QUATORZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS. DANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 9 avril 1924.

1805—15-2

[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Québec, } **ANT. BERNIER**,
No 24. } LTEE, Québec; vs
LA CIE BERNIER & DUFOUR, LTEE, Amqui, savoir:

Partie du lot No onze au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Benoit-Labre-d'Amqui, d'environ 44 pieds de front au chemin et 32 à l'arrière; sur environ 60 de profondeur—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances; bornée au nord à Dme A.-T. Rostand, au sud au chemin, à l'est à Aimé Michaud, à l'ouest à une ruelle. A charge de la rente emphytéotique de \$1.00 à \$12.00 pour l'avenir, aux termes du bail consenti par Dme A.-T. Rostand, devant G.-L. Dionne, N. P., et dûment enregistré.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Benoit-Labre, Amqui, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 19 mars 1924. CHS. DANJOU.

[Première publication, 22 mars 1924]

1471—12-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District de Rimouski, } **PIERRE PINEAU**,
No. 9162. } sailor, Rimouski;
vs LOUIS BELANGER, Saint Valérien, to wit:

The lot No four hundred and ninety three on the official cadastre of the parish of Sainte Cecile du Bic, situate in the parish of Saint Valérien—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Valérien, the FOURTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DANJOU,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 9, 1924.

1806—15-2

[First publication, April 12, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Québec, } **ANT. BERNIER**,
No. 24. } LTEE, Québec; vs
LA CIE BERNIER & DUFOUR, LTEE, Amqui, to wit:

Part of lot number eleven on the official cadastre of the parish of Saint Benoit Labre d'Amqui, of about 44 feet in front on the road and 32 feet at the rear, by about 60 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded to the north by Dame A. T. Rostand, to the south by the road, to the east by Aimé Michaud and to the west by a lane. Subject to an emphyteutic rent of \$1.00 to \$12.00 for the future, upon the conditions of a lease given by Dame A. T. Rostand before G. L. Dionne, N. P., and duly registered.

To be sold at the door of the church of Saint Benoit Labre, Amqui, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHS DANJOU,
Rimouski, March 19, 1924. Sheriff.

[First publication, 22nd March, 1924]

1472—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } AIME DUPERE; vs
No 8489. } J.-B. MARTIN,
Saint-Narcisse, savoir:

La moitié ouest du lot No vingt-cinq au cadastre officiel du cinquième rang du canton Macpès, paroisse de Saint-Narcisse—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Blandine, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 19 mars 1924. CHS DANJOU.
[Première publication, 22 mars 1924]
1473—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } AIME DUPERE, vs
No. 8489. } J. B. MARTIN,
Saint Narcisse, to wit:

The west half of the lot number twenty five on the official cadastre of the fifth range of the township of Macpès, parish of Saint Narcisse—with buildings.

To be sold at the door of the church of Sainte Blandine, the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHS DANJOU,
Rimouski, March 19, 1924. Sheriff.
[First publication, 22nd March, 1924]
1474—12-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH-EDOUARD
District de Québec, } BEDARD, avocat et
No 3220. } Conseil du Roi, du village
de Beauport, demandeur; contre JOSEPH LA-
VOIE, fils de Napoléon, cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Cœur-de-Marie, comté du Lac-
Saint-Jean, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente (No 30), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Delisle, de la contenance de cent acres environ en superficie—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, MARDI, le TREIZIÈME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 8 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1807—15-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA CIE MASSICOT-
District de Roberval, } TE & TREMBLAY,
No 3220. } corporation légale ayant
son principal bureau d'affaires en la ville de Chi-
coutimi, demanderesse; contre EDOUARD MO-
RIN, journaliste, de Notre-Dame-de-la-Dorée,
défendeur, à savoir:

Un emplacement étant formé des lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros huit G et huit H (Nos 8G et 8H), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Dufferin—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Visitation (La Dorée) JEUDI, le QUINZIÈME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 8 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1809—15-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH EDOUARD
District of Quebec, } BEDARD, advocate
No. 3220. } and King's Counsel, of the
village of Beauport, plaintiff; against JOSEPH
LAVOIE, son of Napoléon Lavoie, farmer, of the
parish of Saint Cœur de Marie, county of Lake
Saint John, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under number thirty (No. 30), on the official cadastral plan and book of reference for the fourth range of the township of Delisle, containing about one hundred acres in superficies—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cœur de Marie, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, April 8, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1808—15-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA CIE MASSICOT-
District of Roberval, } TE & TREMBLAY,
No. 3220. } a body politic and cor-
porate having its head-office in the town of Chi-
coutimi, plaintiff; against EDOUARD MORIN,
laborer, of Notre Dame de la Dorée, defendant.

An emplacement consisting of the lots of land now known and designated under numbers eight G and eight H (Nos. 8G and 8H), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Dufferin—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame de la Visitation (La Dorée), on THURSDAY, the FIFTEENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, April 8, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1810—15-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 283. } **L**A BANQUE NATIONALE, corporation commerciale, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, demanderesse; contre PHILIBERT FORTIN, de Bishop's Crossing, et WALTER EVERETT, de Bury, tous deux du district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Walter Everett:

1. Les lots numéros 15a et 15b, dans le second rang du canton Newport, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Newport.

2. Partie du lot numéro six (partie 6), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell; bornée au sud par le grand chemin conduisant de Bury à East Angus, au nord-est par la ligne nord-est du dit lot, au sud-ouest et au nord-ouest par le ruisseau appelé Salmon Brook, ce lopin de terre est à peu près de la forme d'un fer à repasser, et contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins;

3. Toute cette partie du lot numéro sept (partie 7), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell, étant située du côté sud-est de la rivière Saint-François, et contenant cent soixante acres en superficie, plus ou moins;

4. Un quart indivisé de toute cette partie de terre du lot numéro sept (partie 7), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell, étant situé au côté nord-ouest de la rivière Saint-François, et contenant quarante acres, plus ou moins.

Avec les bâtisses et améliorations érigées sur les dites terres.

Les lots décrits dans le paragraphe No 1, pour être vendus au bureau du registraire du comté de Compton, à Cookshire, MERCREDI, le QUATORZIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi;

Les lots décrits dans les paragraphes Nos 2, 3 et 4, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, MERCREDI, le QUATORZIEME jour de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 9 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1787—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 283. } **L**A BANQUE NATIONALE, commercial corporation, having its chief office and principal place of business in the city and district of Quebec, plaintiff; against PHILIBERT FORTIN, of Bishop's Crossing, and WALTER EVERETT, of Bury, both in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendant Walter Everett:

1. The lots Nos. 15a and 15b, in the second range of the township of Newport, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Newport;

2. Part of the lot number six (part 6), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell; bounded southerly by the highway leading from Bury to East Angus, northeasterly by the northeasterly line of the said lot, southwesterly and northwesterly by the brook called Salmon Brook, this piece of land being nearly of the form of a flat iron, and containing twenty five acres of land in superficies, more or less;

3. All that part of the lot number seven (part 7), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell, lying on the southeasterly side of the Saint Francis river, and containing one hundred and sixty acres in superficies, more or less;

4. One undivided fourth of all that part of the lot number seven (part 7), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell, lying on the northwest side of the Saint Francis river and containing forty acres, more or less.

With the buildings and improvements erected on the said lands.

The lots described in paragraph No. 1, to be sold at the Registration Office of the county of Compton, at Cookshire, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon;

The lots described in paragraphs Nos. 2, 3 and 4, to be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, April 9th, 1924.

[First publication, April 12th, 1924]

1788—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

No 46. } **J**EAN-BAPTISTE BOISVERT, entrepreneur, de South Durham; vs KENNETH L. COOK, du canton de Melbourne, district de Saint-François, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une ferme située dans le canton de Melbourne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Melbourne, comme lots du cadastre Nos trois-B (3b) et quatre-A (4a), dans le sixième rang dudit canton, contenant respectivement cinquante et cent acres de terrain en superficie, plus ou moins, réservant toutefois dudit lot trois-B, la demi-acre donnée par

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 46. } **J**EAN-BAPTISTE BOISVERT, contractor, of South Durham, in the district of Arthabaska, plaintiff; against KENNETH L. COOK, of the township of Melbourne, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain farm situate in the township of Melbourne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township of Melbourne, as lots cadastral numbers three-B (3b) and four-A (4a) in the sixth range of the said township, containing respectively fifty and one hundred acres of land in superficies, more or less, reserving however from said lot

Georges-B. Daniels à la commission scolaire de Melbourne et Brompton Gore, par un acte enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Richmond, dans B, 34, No 219—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Bibiane-de-Richmond, MARDI, le TREIZIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 7 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1789—15-2

three-B, the half acre of land donated by Georges D. Daniels to the school commissioners of Melbourne and Brompton Gore, under deed registered in the Richmond county Registry Office in B, 34, No. 219—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, April 7th, 1924. Sheriff.
[First publication, April 12th, 1924]
1790—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
No. 99. } GEORGES LALIBERTÉ, cultivateur, du canton de Ham-Sud, dans le district de Saint-François, demandeur; contre PIERRE AUBE, OLIVA AUBE, NAPOLEON AUBE et OSCAR AUBE, du canton de Ham-Sud, dans le district de Saint-François, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit demandeur Georges Laliberté:

Le lot (18-B) dix-huit B, du quatrième (4) rang, du cadastre du canton de Ham-Sud—ainsi que les bâtisses et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 17 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1443—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 99. } GEORGES LALIBERTÉ, farmer, of the township of South-Ham, in the district of Saint Francis, plaintiff; against PIERRE AUBE, OLIVA AUBE, NAPOLEON AUBE and OSCAR AUBE, of the township of South Ham, in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said plaintiff Georges Laliberté:

Cadastral lot eighteen B (18-B) of the fourth (4) range of the township of South Ham—together with the buildings and other dependencies thereon.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Joseph de Ham Sud, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, March 17, 1924. Sheriff.
[First publication, March 22, 1924]
1444—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.
No. 1933. } P. T. LEGARE, LIMITEE, corporation légale ayant

son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; contre WILLIE BEAUCHESNE, de Garthby, dans le comté de Wolfe, et GEORGE-H. ROBBERGE, de Black Lake, dans le comté de Mégantic, et JOSEPH BEAUCHESNE, de Garthby, dans le comté de Wolfe, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Joseph Beauchesne:

Une terre étant le lot "F" et le bout sud du lot "E" dans le premier rang sud, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, la dite partie du lot "E" étant toute la largeur du dit lot "E" sur une profondeur de sept arpents, à partir du cordon du 2ième rang sud du dit canton de Garthby, et est borné, d'un bout vers le sud, partie par le canton de Ham-Sud, et partie par le deuxième rang sud du dit canton de Garthby; en profondeur à l'autre bout vers le nord, par une ligne passant à sept arpents du cordon du dit deuxième rang sud du canton de Garthby; d'un côté par le lot "F" susdit, et de l'autre côté par le lot "D" du même premier rang sud de Garthby—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-de-Garthby,

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.
No. 1933. } P. T. LEGARE, LIMITED, a body politic

and corporate having its head-office in the city of Quebec, plaintiff; against WILLIE BEAUCHESNE, of Garthby, in the county of Wolfe, and GEORGE H. ROBBERGE, of Black Lake, in the county of Megantic, and JOSEPH BEAUCHESNE, of Garthby, in the county of Wolfe, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Joseph Beauchesne:

A farm being lot "F" and the south end of lot "E" in the first south range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Garthby, the said part of lot "E" being all the width of said lot "E" by a depth of seven arpents, from the rear line of the second south range of the said township of Garthby, and is bounded at one end to the south partly by the township of South Ham and partly by the second south range of said township of Garthby; in depth at the other end to the north, by a line running at seven arpents from the rear line of said second range of the township of Garthby; on one side by lot "F" aforesaid and on the other side by lot "D" of the same first south range of Garthby—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Charles Borromée de Garthby,

MARDI le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 18 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1445—12-2

on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1924, at THREE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, March 18, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1446—12-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } JEAN - BAPTISTE
No 7. } LAPLANTE, de-
mandeur; contre NAPOLEON BRUNELLE, dé-
fendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sur le côté sud-ouest du rang Saint-Dominique, de la contenance de cinq arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous les lots numéros deux cent quatre-vingt-six (286) et deux cent quatre-vingt-sept (287), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

2. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sur le côté sud-ouest du rang Saint-Dominique, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

3. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sur le côté nord-est du rang Saint-Dominique, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro trois cent six (306), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, au village de Saint-Joseph, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 20 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1475—12-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } JEAN BAPTISTE
No 7. } LAPLANTE, plain-
tiff; against NAPOLEON BRUNELLE, defend-
ant.

1. A land situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the southwest side of Saint Dominique range, containing five arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lots numbers two hundred and eighty six (286) and two hundred and eighty seven (287), on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected;

2. A land situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the southwest side of Saint Dominique range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number two hundred and ninety (290), on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

3. A land situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the northeast side of Saint Dominique range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number three hundred and six (306), on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Hyacinthe le Confesseur, at the village of Saint Joseph, TUESDAY, on the TWENTY SECOND day of APRIL next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, March 20, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1476—12-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.
Province de Québec, } A MEDEE AVE-
District de Terrebonne. } LINE, deman-
No 194. } deur; contre WIL-
FRID VENDETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite, comme faisant partie du lot No 24, du onzième rang du canton Wexford, contenant trois arpents de largeur sur treize perches de profondeur, plus ou moins; borné en front par le chemin du premier rang de Doncaster, et des trois autres

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.
Province of Quebec, } A MEDEE AVE-
District of Terrebonne. } LINE, plaintiff;
No 194. } against WILFRID
VENDETTE, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marguerite, as forming part of the lot No. 24, of the eleventh range of the township of Wexford, containing three arpents in width by thirteen perches in depth, more or less; bounded in front by the road of the first range of Doncaster.

côtés par le reste du dit lot No 24, appartenant à M. Lahaie, ainsi que le tout appert aux présentes — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique, de la paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, dit district, le TREIZIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 2 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1751—15-2

and on the three other sides by the residue of said lot No. 24, belonging to Mr. Lahaie, as the whole appears herein — with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the parish of Sainte Marguerite du Lac Masson, said district, the THIRTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office,
Sainte Scholastique, April 2, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1752—15-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } CHARLES CARI-
No 302. } GNAN, de-
mandeur; vs PHYDIME HAMEL, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Saint-Valère, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous les numéros cinquante-six de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit et quatorze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent cinq (388-56 & 405-14) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant, d'après le dit cadastre et plus ou moins, trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de longueur, mesure anglaise—avec droit à la ruelle située en arrière et portant le numéro vingt-deux de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent cinq (405-22), ainsi qu'à la ruelle conduisant de la rue Saint-Valère du côté nord-ouest et portant le numéro vingt et un de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent cinq, et soixante-trois de la subdivision officielle du dit numéro trois cent quatre-vingt-huit (405-21 et 388-63); le propriétaire de cet immeuble devant entretenir les dites ruelles convenablement comme telles, en commun avec tous les ayants-droits en icelle; avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 9 avril 1924. 1821—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } HENRI CROTEAU,
No 605. } demandeur; vs
ALPHONSE SPENARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:
Un emplacement situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur le côté nord de la rue Napoléon, étant le lot numéro huit de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent soixante-six (166-8) au cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de quarante-quatre pieds de largeur par soixante

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } CHARLES CARI-
No. 302. } GNAN, plaintiff;
vs PHYDIME HAMEL, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
An emplacement on the southwest side of Saint Valère Street, in the city of Cap de la Madeleine, known and designated under the numbers fifty six of the official subdivision of lot number three hundred and eighty eight and fourteen of the official subdivision of lot number four hundred and five (388-56 and 405-14) of the official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain, measuring, according to the said cadastre and more or less, thirty feet in width by ninety feet in depth, English measure—with rights to the lane situate in rear and bearing number twenty two of the said official subdivision of said lot number four hundred and five (405-22), and also to the lane leading from Saint Valère Street on the northwest side and bearing numbers twenty one of the said official subdivision of said lot number four hundred and five, and sixty three of the official subdivision of said number three hundred and eighty eight (405-21 and 388-63); the proprietor of the above immovable to maintain the said lanes conveniently as such, in common with all others having rights therein; with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the THIRTEENTH day of MAY next 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office,
Three Rivers, April 9, 1924. 1822—15-2
[First publication, April 12, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } HENRI CROTEAU,
No. 605. } plaintiff; vs
ALPHONSE SPENARD, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
An emplacement situate in the city of Cap de la Madeleine, on the north side of Napoléon Street, being the lot number eight of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty six (166-8), on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, containing forty four feet in width by seventy six feet in depth,

seize pieds de profondeur, plus ou moins, et à mesure anglaise—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de MAI prochain, 1924, à ONZE heures du matin.

Le shérif
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 9 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1823—15-2

more or less, English measure—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the THIRTEENTH day of MAY next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 9th, 1924.
[First publication, April 12th, 1924]
1821—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } MAXIME GUIL-
No 519. } LEMETTE,
demandeur; vs AMANDA LAVERGNE, veuve
de feu Gilbert Désaulniers, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Yamachiche, à la concession de la Petite Rivière, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-neuf (ptie No 699) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse de Yamachiche, contenant un arpent et demi de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front de la dite concession à aller au cordon des terres de la concession de la Petite Acadie; joignant au nord-est à Ernest Boulanger et au sud-ouest à Philias Pellerin—avec une maison et autres bâtisses y érigées;

2. Un terrain situé sur le septième rang, dans la paroisse de la Pointe-du-Lac, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros cinq cent quatre-vingt-dix-huit et cinq cent quatre-vingt-sept (Ptie Nos 598 et 587) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse de la Pointe-du-Lac, contenant un arpent et demi plus huit pieds de largeur sur environ onze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; prenant par un bout vers le sud-est au ruisseau le séparant du lot No 597, se terminant vers le nord-ouest à la partie du dit lot No 597 appartenant à Antonio Bouchard, joignant au nord-est à des nommés Milot et de l'autre côté à Arthur Gauthier—en bois debout.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse d'Yamachiche, le QUATORZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de la Pointe-du-Lac, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 9 avril 1924. 1825—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } MAXIME GUILLE-
No. 519. } METTE, plain-
tiff; vs AMANDA LAVERGNE, widow of the
late Gilbert Désaulniers, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A farm situate in the parish of Yamachiche, in the concession of the Petite Rivière, known and designated as forming part of the lot number six hundred and ninety nine (Pt. No. 699) of the official cadastre of the county of St. Maurice; for the parish of Yamachiche, containing one arpent and a half in front by the depth there is starting from the front road of the said concession up to the rear line of the lands of the concession of Petite Acadie; bounded to the northeast by Ernest Boulanger and to the southwest by Philias Pellerin—with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the seventh range, in the parish of Pointe du Lac, known and designated as forming part of the lots numbers five hundred and ninety eight and five hundred and eighty seven (Pt. No. 598 and 587) of the official cadastre of the county of St. Maurice, for the parish of Pointe du Lac, containing one arpent and a half more eight feet in width by about eleven arpents in depth, the whole more or less; beginning at one end towards the southeast by the brook which separates it from the lot No. 597, and ending to the northwest at the part of said lot No. 597 belonging to Antonio Bouchard, bounded to the northeast by parties named Milot, and on the other side by Arthur Gauthier—in standing timber.

To be sold, the immovable firstly above described, at the door of the church of the parish of Yamachiche, the FOURTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable secondly above described, at the door of the church of the parish of Pointe du Lac, the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, April 9, 1924. 1826—15-2
[First publication, April 12, 1924]

Arrêté en Conseil

Copie du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 2 avril 1924, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 2 avril 1924.

Concernant l'approbation des règlements du service provincial d'hygiène.

Order in Council

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 2nd of April, 1924, approved by the Lieutenant-Governor the 2nd of April, 1924.

Respecting the approval of By-laws of the Provincial Bureau of Health.

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 2 avril (1924), expose:

Que, par lettre en date du 11 janvier 1924, le directeur du service provincial d'hygiène a soumis au procureur général les règlements ci-annexés au rapport susdit;

Que, le 21 mars 1924, le procureur général, dans son rapport, a reconnu la compétence du lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver ces dits règlements.

En conséquence, l'honorable secrétaire recommande que les dits règlements concernant les campements dans les chantiers de bois, camps de mineurs, travaux de voie ferrée, moulins à scie et autres industries semblables, soient sanctionnés, conformément à la loi d'hygiène publique de Québec, 12 George V, ch. 29, sec. 97 et suivantes, et qu'avis en soit donné dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Certifié,
Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

The Honourable the Secretary of the Province, in a memorandum dated the 2nd of April (1924), sets forth:

That, by letter dated the 11th of January, 1924, the Director of the Provincial Bureau of Health has submitted to the Attorney General the By-laws annexed to the above report;

That, the 21st of March, 1924, the Attorney General, in his report, has recognized the competency of the Lieutenant-Governor in Council to approve such By-laws.

Therefore, the Honourable Secretary recommends that the said By-laws concerning the establishment of camps connected with lumbering, mining, railway construction, saw-mills and similar industries, be sanctioned, in accordance with the Quebec Public Health Act, 12 George V, ch. 29, sec. 97 and following, and that a notice be given in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

REGLEMENTS du lieutenant-gouverneur en conseil concernant l'établissement de campements dans les chantiers de bois, camps de mineurs, travaux de voie ferrée, moulins à scies et autres industries semblables situées dans la province de Québec:

Art. I.—Le présent règlement s'applique aux industries suivantes: chantiers de bois de construction ou de pulpe, camps de mineurs, moulins à scier le bois de construction ou à préparer le bois de pulpe, travaux de voies ferrées, bricades.

Le mot "patron", chaque fois qu'il est employé dans le présent règlement, signifie compagnie, corporation, société, personne, entrepreneur, sous-entrepreneur, gérant, contremaître, engagé dans l'exploitation d'une des industries ci-dessus mentionnées.

Le mot "ouvrier", chaque fois qu'il est employé dans le présent règlement, signifie toute personne occupée d'un travail quelconque dans une industrie ci-dessus mentionnée.

Art. II.—Tout patron qui emploie des ouvriers dans une industrie tombant sous le coup du présent règlement dans les territoires non organisés de Québec, est tenu de notifier chaque année, le directeur du Service provincial d'hygiène de l'établissement ou de l'érection de nouveaux campements, et de lui fournir tous les renseignements qui pourront lui être demandés.

Art. III.—Le site de tout campement d'aucune des industries susmentionnées devra être choisi dans un endroit sec et suffisamment ensoleillé.

Le campement ne devra pas être érigé à un distance moindre de 200 pieds d'un lac ou ruisseau ou rivière. La prise d'eau d'alimentation devra être éloignée d'au moins 100 pieds de toutes causes de contamination.

Art. IV.—Toute construction servant à l'habitation des ouvriers dans ces industries devra être pourvue de cheminées d'appel et de fenêtres en nombre et de dimensions suffisantes pour bien aérer et éclairer l'intérieur. Le plancher devra être élevé d'un pied plus haut que le sol et devra se rendre jusqu'aux murs qui devront avoir au moins sept pieds de hauteur. Les lits devront être placés suffisamment au-dessus du plancher pour en permettre l'aération.

Art. V.—Dans chaque campement, lorsqu'il y aura femmes et enfants, le patron sera tenu de leur donner une chambre séparée et dans les mêmes conditions hygiéniques que celles des ouvriers.

PROVINCIAL HEALTH BY-LAWS concerning the establishment of Camps connected with lumbering, mining, railway construction, saw-mills and similar industries situated in the Province of Quebec:

Art. I.—The present By-law applies to the following industries: lumber or pulp-wood camps, mining camps, lumber saw-mills or pulp mills, railway construction, brick manufactures.

The word "employer", whenever used in the present by-law means the Company, Corporation, Society, person, contractor, sub-contractor, manager or foreman engaged in any of the industries abovementioned.

The word "employee", whenever used in the present by-law, means every person occupied in work in any of the above-mentioned industries.

Art. II.—Every employer using employees in an industry covered by the present by-law in unorganized sections of Quebec, is required to notify, each year, the Director of the Provincial Bureau of Health of the establishment or erection of new camps, and to furnish it with all information requested of him.

Art. III.—The site of every camp connected with the above mentioned industries shall be chosen in a dry and sufficiently sun-lit place.

The camp shall not be erected at a distance of less than 200 feet from a lake, a brook or a river. The source of water-supply shall be distant at least 100 feet from all cause of pollution.

Art. IV.—Every construction serving as a habitation for employees in these industries shall be provided with ventilating flues and with windows sufficient in number and dimensions to well ventilate and light the interior. The floor shall be raised a foot from the ground and shall extend to the walls which shall be at least seven feet in height. The beds shall be sufficiently raised above the floor to permit aeration.

Art. V.—In every camp, where there are women and children, the employer shall be required to give them a separate room of the same hygienic conditions as those of the employees.

Art. VI.—Chaque logement ouvrier des industries susmentionnées devra avoir un appartement complètement séparé, bien éclairé et bien aéré, lequel servira de cuisine et de salle à manger.

Art. VII.—Les déchets et eaux usagées devront être transportés à une distance d'au moins 50 pieds du camp et de la source d'eau d'alimentation.

Art. VIII.—Les écuries et les latrines d'un campement doivent être construites en tenant compte des conditions du terrain et de manière que les égouts ne contaminent pas la source d'eau d'alimentation et ne soient pas une nuisance au campement des ouvriers.

Art. IX.—Tout patron est tenu de laisser visiter tout campement en aucun temps de l'année par les officiers ou représentants de Service provincial d'hygiène.

Art. X.—Toute infraction au présent règlement est punie d'une amende de \$20.00 et d'une amende additionnelle n'excédant pas \$5.00 par jour pour chaque jour, en sus de deux, durant lequel l'infraction se continue.

Art. XI.—Toute infraction au présent règlement constitue de plus une condition non hygiénique ou nuisance, et sans préjudice aux droits de réclamer l'amende imposée par l'article précédent, le directeur du Service provincial d'hygiène peut, par l'inspecteur en chef ou un sous-inspecteur sanitaire, donner avis par écrit au patron, lui enjoignant de faire disparaître la nuisance ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se répète dans le délai mentionné dans l'avis.

A défaut par le patron d'exécuter les travaux nécessaires pour faire disparaître la nuisance dans les délais fixés, le directeur du Service provincial d'hygiène peut, par l'inspecteur en chef ou un sous-inspecteur sanitaire, prendre les moyens et faire les travaux nécessaires pour la faire disparaître aux frais et dépens du patron. 1743

Art. VI.—Every dwelling of an employee in the above mentioned industries shall include a completely separate room, well-lighted and well ventilated, which shall serve as a kitchen and dining-room.

Art. VII.—Garbage and waste-waters shall be taken at least fifty feet from the camp and from the source of water supply.

Art. VIII.—The stables and privies of a camp shall be constructed with due consideration to the ground conditions so that sewage shall not pollute the source of water-supply and shall not be a nuisance to the employees' camp.

Art. IX.—Every employer is required to permit officers or representatives of the Director of the Provincial Bureau of Health to visit any camp at any time of the year.

Art. X.—For every infraction of the present By-law, the offender is liable to a fine of \$20.00 and to an additional fine not exceeding \$5.00 per day for each day, in excess of two, during which the infraction continues.

Art. XI.—Every infraction of the present By-law constitutes, further, a non-hygienic condition or nuisance, and without prejudice to its rights to claim the fine imposed by the preceding article, the Director of the Provincial Bureau of Health may, through the inspector in chief or a sanitary inspector, give written notice to the employer, enjoining him to suppress the nuisance or to do the construction-work necessary to prevent its recurrence within the delay mentioned in the notice.

In default of the employer doing the construction-work necessary to suppress the nuisance within the delay stipulated, the Director of the Provincial Bureau of Health may, through the inspector in chief or a sanitary inspector, take the measures and do the work necessary to suppress it at the expense of the employer. 1744

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant procureur général. } l'article 1663
des Statuts refondus de Québec, 1909, décrète entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES" pour la plantation des arbres forestiers dans Notre province;

Et attendu que pour la partie ouest de la province, comprenant les comtés d'Abitibi, Argen-teuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Caâteauguay, Compton, Deux-Mon-tagnes, Drummond, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption,

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ire-land, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS article
Deputy Attorney General. } 1663 of the Re-
vised Statutes, 1909, enacts amongst other things, that the Lieutenant-Governor in Council may appoint by proclamation a date to be observed as "ARBOR DAY" for the planting of forest trees in Our Province;

And whereas that for the western part of the Province, comprising the counties of Abitibi, Argen-teuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two-Moun-tains, Drummond, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption,

Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Laurier, Montréal - Mercier, Montréal - Sainte - Anne, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Verdun, Napierville-Laprairie, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Westmount et Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le samedi, 3 mai 1924, pour la plantation des arbres;

Et attendu que pour la partie est de la province comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Saint-Sauveur, Témiscouata, Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le samedi, 10 mai 1924, pour la plantation des arbres;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le samedi 3 mai 1924, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie Ouest de Notre province, et que le samedi 10 mai 1924, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la partie Est de Notre province.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres qui les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce HUITIÈME jour du mois d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-quatre et de Notre règne le quatorzième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1761

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.—

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que le se-
Assistant-Procureur- } crétaire des com-
Général } missaires dûment nom-
més pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Chicoutimi, tel que canoniquement reconnu et érigé

Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Laurier, Montréal-Mercier, Montréal-Saint-Ann, Montréal-Saint-Mary, Montréal-Saint-George, Montréal-Saint-Henry, Montréal-Saint-James, Montréal-Saint-Lawrence, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Verdun, Napierville-Laprairie, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-John's, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Three-Rivers, Vaudreuil, Verchères, Westmount and Yamaska, We have deemed fit to fix Saturday, the 3rd of May, 1924, for the planting of trees.

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Magdalen-Islands, Kamouraska, Lake-Saint-John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-East, Québec-West, Rimouski, Saint-Sauveur, Témiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix Saturday, the 10th of May, 1924, for the planting of trees;

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Saturday, the 3rd of May, 1924, shall be observed as "ARBOR DAY" in the Western part of Our Province, and that Saturday, the 10th of May, 1924, shall be observed as "ARBOR DAY" in the Eastern part of Our Province.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this EIGHTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four, and in the fourteenth of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1762

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the se-
Deputy-Attorney- } cretary to the
General. } duly appointed com-
missioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, in and for the Roman Catholic diocese of Chicoutimi, as canonically recognized

par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province, le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 3 décembre 1923, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, dans le comté municipal de Lac Saint-Jean Ouest, sous le nom de "la paroisse de Saint-Augustin";

Et attendu que le secrétaire des dits commissaires a de plus transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits Statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 24 janvier 1924, Nous avons confirmé, établi et reconnu et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Augustin, comme suit, savoir:

A l'ouest, les paroisses de Sainte-Jeanne-d'Arc et de Saint-Edouard-de-Peribonca; au nord, le canton projeté de Milot; à l'est, la ligne continue est du lot numéro cinquante-neuf (59) dans les rangs III, IV, V, VI, VII, VIII, IX du canton de Dalmas et, au sud, la ligne séparant le rang II du rang III de ce canton, sur la longueur des lots numéros de trente-un (31) à cinquante-neuf (59), la paroisse susdite de Saint-Augustin, ainsi bornée et délimitée, étant formée des lots numéros—dans le canton de Dalmas—de 31 à 59, dans les rangs III et IV; de 21 à 59 dans le rang V; de 16 à 59 dans le rang VI; de 21 à 59 dans le rang VII et de 27 à 59, dans les rangs VIII et IX, tous inclusivement et en référence aux données du cadastre officiel, et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté municipal de Lac Saint-Jean Ouest, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des dits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce HUITIEME jour d'AVRIL 1924, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatorzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,

1797

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseurs de la Foi, Empereur des Indes.

and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, dated the 3rd of December, 1923, erecting into a canonical parish the territory hereunder described, in the municipal county of Lake Saint-John West, under the name of "the parish of Saint-Augustin".

And whereas the secretary of the said commissioners has also transmitted a certificate attesting that after the publication of said decree and of the notices required, in accordance with the provisions of the said Statutes, no opposition to the recognition of the said canonical decree for civil purposes has been deposited at his office within the legal delay;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, as expressed in an Order in Council dated the 24th of January, 1924. We have confirmed, established and recognized and, by these presents, confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Augustin, to be as follows, to wit:

To the west, the parishes of Sainte-Jeanne-d'Arc and of Saint-Edouard-de-Peribonca; to the north, the projected township of Milot; to the east, the line continues east of lot number fifty nine (59) in ranges III, IV, V, VI, VII, VIII, IX of the township of Dalmas and to the south, the line of division between ranges II and III of said township, for the length of lots numbers thirty one (31) to fifty nine (59), the aforesaid parish of Saint-Augustin, as bounded and limited, being composed of the lots numbers—in the township of Dalmas—from 31 to 59, in ranges III and IV; from 21 to 59 in range V; from 16 to 59 in range VI; from 21 to 59 in range VII and from 27 to 59 in ranges VIII and IX, all inclusively, and with reference to the official cadastre, and We have proclaimed and directed and, by these presents, proclaim and direct that the parish of Saint-Augustin, in the municipal county of Lake Saint-John West, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

- Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this EIGHTH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary,

1798

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que par
Assistant-Procureur- } l'article 3523 des
Général. } Statuts refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, par proclamation, que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district, lorsqu'il le juge convenable, pour les fins de l'administration de la justice;

ATTENDU qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'administration de la justice, d'ordonner que la prison du district de Saint-François, à Sherbrooke, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Rimouski.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil exécutif de notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons, en vertu des dispositions du susdit article 3523 desdits Statuts, qu'à partir de ce jour, la prison commune du district de Saint-François, à Sherbrooke, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Rimouski.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, ce HUITIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1827

C.-J. SIMARD,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS under
Deputy-Attorney- } and by virtue of
General. } article 3523 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, when he shall deem the same expedient, for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall be also the common gaol and house of correction of another district;

WHEREAS it is expedient, for the purposes of the administration of justice, that the common gaol of the district of Saint Francis, at Sherbrooke, be also the common gaol and the house of correction of the district of Rimouski.

THEREFORE, with the advice of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed and by these presents proclaim and direct, under and by virtue of the provisions of the aforesaid article 3523 of the said Statutes, that on and from this day, the common gaol of the district of Saint Francis, at Sherbrooke, shall also be the common gaol and house of correction of the district of Rimouski.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this EIGHTH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four and on the fourteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1828

Assistant Provincial Secretary.

Vente—Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, en faillite. Dans l'affaire de Benjamin Biron, de Saint-Thomas-de-Pierreville, fabricant de fromage, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le MARDI, SIXIÈME jour du mois de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, l'immeuble suivant, décrit comme suit, savoir :

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, en la concession de Saint-Joseph, de la contenant de cinquante pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, quel qu'il soit, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; tenant d'un bout au nord-est au chemin de front, de l'autre bout au sud-est et du côté nord-est à

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, sitting in Bankruptcy. In the matter of Benjamin Biron, of Saint Thomas de Pierreville, cheese-maker, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTH day of the month of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction, at the door of the parochial church of Saint Thomas de Pierreville, the following immovable, described as follows, to wit:

That certain tract of land situate in the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the concession of Saint Joseph, containing fifty feet in width by seventy feet in depth, more or less, whatever it may be, the more or the less to be to the profit or loss of the purchaser; bounded at one end to the northeast by the front road, at the other end to the southeast and to the northeast

Exilia Senneville, et du côté sud-ouest à une route publique—avec une fromagerie et autres bâties dessus construites.

Laquelle portion de terre est une partie ainsi que susdésignée du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, comme étant le lot numéro deux cent vingt-neuf (Pte No 229).

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, en date du 25ème jour de mars 1924, et conformément aux articles 716 et 717 C. P. C. et à l'article 20, paragraphe 4, de la Loi des faillites, qui a le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant.

Les syndics autorisés,

J.-A. TURCOTTE et E.-H. MERRILL.
Bureau: 50 Notre-Dame ouest.
Montréal, 27 mars 1924. 1607—14-2

by Exilia Senneville and on the southwest side by a public road—with a cheese factory and other buildings thereon erected.

Which tract of land is a part as described above of the lot of land designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Thomas de Pierreville, as being lot number two hundred and twenty nine (Pt. No. 229).

This sale is made under a judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated the 25th day of March, 1924, and pursuant to articles 716 and 717 C. C. P. and to article 20, par. 4 of the Bankruptcy Act, which gives it the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

J. A. TURCOTTE and E. H. MERRILL,
Authorized trustees.
Office: 50 Notre-Dame Street West,
Montreal, March 27, 1924. 1608—14-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 15

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Benoît vs Mailloux.....	1182
" Bérubé vs Souci.....	1180
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle.....	1181
" Bouchard vs Marcoux.....	1182
" Delongchamp vs Beaupré.....	1180
" Doyle vs Bissonnette.....	1180
" Gagnon vs Fournier.....	1181
" Gardier vs Guittard.....	1181
" Gibeault vs Trudeau.....	1181
" Harton vs Fournier.....	1181
" Leblanc vs Maynard.....	1182
" Leclerc vs Tétreault.....	1182
" Pelletier vs Paradis.....	1182

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Deslauriers vs Smythe.....	1183
Emery vs Dame Amyot.....	1183

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1143

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

Concernant l'approbation des règlements du Service d'Hygiène Provinciale.....	1210
--	------

ASSEMBLÉE :—

Quebec Central Railway.....	1183
Richelieu Bridge Company.....	1183

AVIS DIVERS :—

Commission des Liqueurs de Québec.....	1184
--	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

La ville de Hampstead.....	1177
Partie Les Ecureuils à Donnacona.....	1177

DÉPARTEMENTS DES TERRES ET FORÊTS :—

Affermage de forces hydrauliques re rapides Ulverton-Kingsey.....	1177
Examen des mesureurs de bois.....	1177

Index of the Quebec Official Gazette, No 15

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Benoît vs Mailloux.....	1182
" Bérubé vs Souci.....	1180
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle.....	1181
" Bouchard vs Marcoux.....	1182
" Delongchamp vs Beaupré.....	1180
" Doyle vs Bissonnette.....	1180
" Gagnon vs Fournier.....	1181
" Gardier vs Guittard.....	1181
" Gibeault vs Trudeau.....	1181
" Harton vs Fournier.....	1181
" Leblanc vs Maynard.....	1182
" Leclerc vs Tétreault.....	1182
" Pelletier vs Paradis.....	1182

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dme Deslauriers vs Smythe.....	1183
Emery vs Dame Amyot.....	1183

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1143

ORDER-IN-COUNCIL :—

Respecting the approval of By-laws of the Provincial Bureau of Health.....	1210
---	------

MEETING :—

Quebec Central Railway.....	1183
Richelieu Bridge Company.....	1183

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Quebec Liquor Commission.....	1184
-------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

The town of Hampstead.....	1177
Part Les Ecureuils to Donnacona.....	1177

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Leasing of Water Power re Ulverton- Kingsey-falls.....	1177
Examination of Cullers.....	1177

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Caledonia Insurance Co.....	1178
London Guarantee & Accident Co., Lt'd.....	1178
Scottish Metropolitan Ass., Co., Lt'd.....	1178
The Globe & Rutgers Fire Ins. Co.....	1179
The Royal Exchange Assurance.....	1179
The Stuyvesant Insurance Company J.....	1179

ERRATUM :—

District de Bedford: Banque d'Hoche- laga vs Choinière.....	1184
--	------

LETTRES PATENTES :—

Akhurst's Garage, Limited.....	1145
Cie J.-A. Côté, ltée—J. A. Côté Co., Lt'd.....	1146
Ever Ready Electric Heater Co., Lt'd.....	1150
Garage Fortier, Ltée—Fortier Garage, Lt'd.....	1148
International Investment Corporation.....	1153
La Cie de Transport de Gaspé, ltée.....	1152
La Semence Supérieure, Inc.—The Sup- erior Seed, Inc.....	1155
Laurentian Lodge Club.....	1157
Leduc-Lepage, ltée—Leduc-Lepage, Lt'd.....	1158
MacNamara Limited.....	1160
Norton Webster Zek, Inc.....	1162
Progress Electric & Hardware Co., Lt'd.....	1170
Poulin & Cie, ltée—Poulin & Co., Lt'd.....	1164
Rouyn Consolidated Mining Co., Lt'd.....	1176
Roy S. Hubbell, Limited.....	1166
Stephens Sales Limited.....	1169
The James Ruddick Construction Co.....	1171
The St. Denis Improvement Co., Lt'd.....	1173

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Cercle agricole de Saint-Just.....	1180
Société Coopérative Agricole Régionale de Saint-Aimé.....	1180

MINUTES DE NOTAIRES :—

Baillargeon, Lucien.....	1184
--------------------------	------

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles.....	1145
Commissaire pour recevoir les affidavits.....	1144
Diverses.....	1144

PROCLAMATION :—

Jour des Arbres.....	1212
Paroisse de Saint-Augustin.....	1213

RATIFICATION DE TITRE :—

Desjardins, J.-M., requérant.....	1185
-----------------------------------	------

SOCIÉTÉ DISSOUTE :—

The B. L. Shoe Trimming Co., Reg'd.....	1185
---	------

SOUMISSIONS :—

Cité de Lévis.....	1186
Commissaires d'écoles de Saint-Lambert.....	1187
Commission scolaire catholique de Water- loo.....	1186
Commission scolaire de la ville de Chicou- timi.....	1187

TREASURY DEPARTMENT :—

Caledonia Insurance Co.....	1178
London Guarantee & Accident Co., Lt'd.....	1178
Scottish Metropolitan Ass., Co., Lt'd.....	1178
The Globe & Rutgers Fire Ins. Co.....	1179
The Royal Exchange Assurance.....	1179
The Stuyvesant Insurance Company.....	1179

ERRATUM :—

District of Bedford: Hochelaga Bank vs Choinière.....	1184
--	------

LETTERS PATENT :—

Akhurst's Garage, Limited.....	1145
Cie J.-A. Côté, ltée—J. A. Côté Co., Lt'd.....	1146
Ever Ready Electric Heater Co., Lt'd.....	1150
Garage Fortier, Ltée—Fortier Garage, Lt'd.....	1148
International Investment Corporation.....	1153
La Cie de Transport de Gaspé, ltée.....	1152
La Semence Supérieure, Inc.—The Sup- erior Seed, Inc.....	1155
Laurentian Lodge Club.....	1157
Leduc-Lepage, ltée—Leduc-Lepage, Lt'd.....	1158
MacNamara Limited.....	1160
Norton Webster Zek, Inc.....	1162
Progress Electric & Hardware Co., Lt'd.....	1170
Poulin & Cie, ltée—Poulin & Co., Lt'd.....	1164
Rouyn Consolidated Mining Co., Lt'd.....	1176
Roy S. Hubbell, Limited.....	1166
Stephens Sales Limited.....	1169
The James Ruddick Construction Co.....	1171
The St. Denis Improvement Co., Lt'd.....	1173

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Cercle agricole de Saint-Just.....	1180
Société Coopérative Agricole Régionale de Saint-Aimé.....	1180

NOTARIAL MINUTES :—

Baillargeon, Lucien.....	1184
--------------------------	------

APPOINTMENTS :—

School commissioner.....	1145
Commissioner to receive affidavits.....	1144
Miscellaneous.....	1144

PROCLAMATION :—

Arbor Day.....	1212
Parish of Saint Augustin.....	1213

CONFIRMATION OF TITLE :—

Desjardins, J. M., petitioner.....	1185
------------------------------------	------

PARTNERSHIP DISSOLVED :—

The B. L. Shoe Trimming Co., Reg'd.....	1185
---	------

TENDERS :—

City of Lévis.....	1186
Saint Lambert school commissioners.....	1187
Catholic School Commission of Water- loo.....	1186
School Commission of the town of Chicou- timi.....	1187

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express Co.	1189
Dominion Express Company.	1188

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Biron, Benjamin.	1215
Gariépy & Cabana.	1190
J. B. Tassé, Enr. (Reg'd)	1189
Laval Spring & Mineral Water Co., Lt'd.	1191

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

Boutin vs Ramsay.	1191
Lalande vs Gauthier.	1192

ARTHABASKA :—

Gill vs Parent.	1192
----------------------	------

BEAUCE :—

Corporation Sainte-Rose vs Tanguay <i>et vir.</i>	1193
Fortier vs Tanguay.	1193

BEAUHARNOIS :—

Lefebvre vs Poupart <i>et al.</i>	1193
--	------

CHICOUTIMI :—

Weaner vs Morissette.	1194
----------------------------	------

GASPÉ :—

Cates vs Robichaud.	1194
--------------------------	------

IBERVILLE :—

Beaunoyers vs Milette.	1195
-----------------------------	------

JOLIETTE :—

Banque d'Hochelaga vs Mireault.	1196
Dufresne vs Marion.	1196
Turgeon vs héritiers de N. Tessier.	1195

MONTMAGNY :—

Morin vs Fortin.	1196
Morin vs Leblond.	1197
Paradis vs Dutil.	1197

MONTREAL :—

Bourdon vs Roger.	1199
Chênevert vs Proulx <i>et vir.</i>	1198
Cité de Montréal vs Lustgarten.	1199
Desjardins <i>et vir.</i> vs Filiatreault.	1199
Gransbury vs Côté.	1198

NICOLET :—

Beauchemin vs Jutras.	1200
Proulx vs Lafond.	1200

PONTIAC :—

Empire Cream Separator Co., Ltd vs Fraser <i>et al.</i>	1201
---	------

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT :—

Canadian National Express Co.	1189
Dominion Express Company.	1188

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Biron, Benjamin.	1215
Gariépy & Cabana.	1194
J. B. Tassé, Enr. (Reg'd)	1189
Laval Spring & Mineral Water Co., Lt'd.	1191

SHERIFF'S SALES :—

ABITIBI :—

Boutin vs Ramsay.	1191
Lalande vs Gauthier.	1192

ARTHABASKA :—

Gill vs Parent.	1192
----------------------	------

BEAUCE :—

Corporation Sainte-Rose vs Tanguay <i>et vir.</i>	1193
Fortier vs Tanguay.	1193

BEAUHARNOIS :—

Lefebvre vs Poupart <i>et al.</i>	1193
--	------

CHICOUTIMI :—

Weaner vs Morissette.	1194
----------------------------	------

GASPÉ :—

Cates vs Robichaud.	1194
--------------------------	------

IBERVILLE :—

Beaunoyers vs Milette.	1195
-----------------------------	------

JOLIETTE :—

Bank of Hochelaga vs Mireault.	1196
Dufresne vs Marion.	1196
Turgeon vs heirs of N. Tessier.	1195

MONTMAGNY :—

Morin vs Fortin.	1196
Morin vs Leblond.	1197
Paradis vs Dutil.	1197

MONTREAL :—

Bourdon vs Roger.	1199
Chênevert vs Proulx <i>et vir.</i>	1198
City of Montreal vs Lustgarten.	1199
Desjardins <i>et vir.</i> vs Filiatreault.	1199
Gransbury vs Côté.	1198

NICOLET :—

Beauchemin vs Jutras.	1200
Proulx vs Lafond.	1200

PONTIAC :—

Empire Cream Separator Co., Ltd vs Fraser <i>et al.</i>	1201
---	------

QUÉBEC :—

Cité de Québec vs Peters <i>et al</i>	1201
Drouin <i>et al</i> vs Roy.....	1202
Hamel vs Lapointe.....	1202
Lemieux vs Garant.....	1203
Magnan vs Ouellette.....	1203
O. Chalifour, Inc., vs Côté.....	1201

RICHELIEU :—

Theroux vs Sylvestre.....	1203
---------------------------	------

RIMOUSKI :—

Ant. Bernier, ltée vs La Cie Bernier & Dufour, ltée.....	1204
Dupéré vs Martin.....	1205
Pineau vs Bélanger.....	1204

ROBERVAL :—

Bédard vs Lavoie.....	1205
La Cie Massicotte & Tremblay vs Morin.....	1205

SAINT-FRANÇOIS :—

Banque Nationale vs Fortin <i>et al</i>	1206
Boisvert vs Cook.....	1206
Laliberté vs Aubé <i>et al</i>	1207
P. T. Légaré, ltée vs Beauchesne <i>et al</i>	1207

SAINT-HYACINTHE :—

Laplane vs Brunelle.....	1208
--------------------------	------

TERREBONNE :—

Aveline vs Vendette.....	1208
--------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Carignan vs Hamel.....	1209
Croteau vs Spénard.....	1209
Guillemette vs Lavergne.....	1210

QUEBEC :—

City of Quebec vs Peters <i>et al</i>	1201
Drouin <i>et al</i> vs Roy.....	1202
Hamel vs Lapointe.....	1202
Lemieux vs Garant.....	1203
Magnan vs Ouellette.....	1203
O. Chalifour, Inc., vs Côté.....	1201

RICHELIEU :—

Theroux vs Sylvestre.....	1203
---------------------------	------

RIMOUSKI :—

Ant. Bernier, ltée vs La Cie Bernier & Dufour, ltée.....	1204
Dupéré vs Martin.....	1205
Pineau vs Bélanger.....	1204

ROBERVAL :—

Bédard vs Lavoie.....	1205
La Cie Massicotte & Tremblay vs Morin.....	1205

SAINT FRANCIS :—

National Bank vs Fortin <i>et al</i>	1206
Boisvert vs Cook.....	1206
Laliberté vs Aubé <i>et al</i>	1207
P. T. Légaré, Lt'd vs Beauchesne <i>et al</i> ...	1207

SAINT-HYACINTHE :—

Laplane vs Brunelle.....	1208
--------------------------	------

TERREBONNE :—

Aveline vs Vendette.....	1208
--------------------------	------

THREE RIVERS :—

Carignan vs Hame.....	1209
Croteau vs Spénard.....	1209
Guillemette vs Lavergne.....	1210

